

AGENDA

L'agenda, le carnet où chacun note ses rendez-vous est à l'origine de l'expression "être sur l'agenda de..." qui signifie "faire partie du programme". L'expression s'est banalisée dans la presse. Un journal anglo-saxon écrira facilement "une intervention militaire est sur l'agenda du gouvernement". La notion est aussi fréquente dans les sciences humaines, et particulièrement la sociologie américaine des médias. La "fonction d'agenda" (*agenda setting*) y définit une capacité propre aux mass media : déterminer ce qui fera débat, sélectionner les événements et les sujets auxquels s'intéressera l'opinion (et/ou les décideurs). Plus subtilement, "faire l'agenda" constitue une stratégie indirecte de l'attention à visée médiatique, intellectuelle ou politique, voire diplomatique. Elle permet de choisir le terrain, de lancer les sujets et de fixer les termes des discussions ou négociations. Indépendamment de leur qualité ou de leur objectivité, ou de leur façon de traiter l'information, les médias contribuent à la construction de la réalité.

D'une part, ils décident de ce qui apparaîtra comme significatif ou urgent, enclenchant une spirale de l'attention (plus on en parle, plus c'est important, donc plus on en parle). Celle-ci suppose a contrario une spirale du silence où s'enfoncent les événements, les courants, les opinions ainsi laissés dans l'ombre. L'exemple le plus choquant est celui des "guerres invisibles" ; des événements aussi graves que des conflits sanguinaires peuvent être quasiment ignorés : saviez-vous par exemple que le terrorisme a fait bien plus de morts en Inde qu'au Moyen-Orient dans la dernière décennie ? Et pourtant qui en parle ?

D'autre part les médias posent les termes et les catégories dans lesquelles sont représentés les acteurs et les attitudes (les autorités, les experts, les protestataires, les intellectuels, l'homme de la rue, les pro-cesta, les anti-cesta..) ce qui ne contribue pas moins à formater la vision que l'on se fait de la réalité.

Cela équivaut à décider de ce qui sera événement, information et enjeu. Structurer et diriger l'attention du public, lui dire "à quoi penser", telle serait une des fonctions principales des médias. Sans compter que certains médias font quelque peu l'agenda de leurs confrères. Du même coup, ils font aussi l'agenda de la classe politique ou de la classe "discutante" (les intellectuels), et y établissent une hiérarchie (ce qui est médiatisé, non médiatisé, qui a droit à une tribune). Mais comme il faut bien que quelqu'un fasse l'agenda des médias, un réseau d'influence peut les persuader qu'il est de la plus extrême urgence de s'intéresser au mariage des homosexuels ou à l'iniquité des droits de succession. L'art de faire l'agenda consistant à diriger le projecteur (donc à faire négliger autre chose), Son résultat est proportionnel a degré de surinformation, d'autoréférence médiatique d'une époque et il mesure l'influence de ceux qui sélectionnent les sujets d'importance.

La citation Régis Debray "Le premier symptôme de l'hystérie publique est la perte de l'agenda. À la remorque de l'actualité, au diapason de ceux qui la fabriquent, l'État n'est plus maître de son ordre du jour..." *l'État séducteur* 1993

Le livre : D. Bregman *La fonction d'agenda* in Hermès n°4, 1989

<http://huyghe.fr> « Comprendre le pouvoir stratégique des médias » (Eyrolles 2005)

ALPHABÉTISATION (MEDIALPHABÉTISATION, NUMÉRIQUE...)

L'alphabétisation consiste d'abord en l'apprentissage de l'alphabet puis en la maîtrise de l'information écrite. Chacun de nous a passé des années à dominer la lecture et de l'écriture puis a commencé à distinguer la signification, l'apport et la qualité d'un texte. La culture – au sens de ce qui nous cultive pour nous rendre meilleurs – commence suppose d'abord effort qui est censé nous rendre plus libres, puisque plus critiques.

L'idée est d'abord née d'en inventer l'équivalent pour les médias audiovisuels dans le cadre de programmes éducatifs

Cette formation, sorte de “média-alphabétisation” comporte en général trois aspects : la compréhension du fonctionnement des médias d'information, donc des contraintes qui font l'actualité, une connaissance technique minimale du mode de fabrication des films, émissions... et enfin une analyse du contenu qu'ils véhiculent. Cette dernière tourne souvent au décryptage des stéréotypes que véhicule la culture de masse.

Outre ce bon usage des médias, chaque citoyen aurait aussi besoin d'une alphabétisation numérique qui supposerait à la fois :

- 1) Des notions générales sur le cyberspace et le numérique et un regard critique sur les mythes de la société de l'information.
- 2) Des compétences techniques de base : naviguer, produire des textes sur le Web...
- 3) Des capacités informelles ou tacites que chacun doit adapter et adopter par comparaison, imitation, essais et erreur. Gérer son temps. Remonter aux sources primaires et aux sites fiables Éviter les redondances. Ne pas être victime d'une e-rumeur ou d'une image dite “rumorale”...
- 4) Des compétences sociales (l'art de jouer en équipe). L'utilisation des TIC suppose des pratiques communautaires désignées par une multitude de néologismes : intelligence collective, communautés virtuelles, *chats*, *newsgroups*, savoirs partagés...

Des organisations internationales ont adopté des programmes de “*digital literacy*”, “*information literacy*”, ce qui pourrait se traduire approximativement par “alphabétisation numérique” ou “informationnelle”. Le mot est horrible, mais l'idée est bonne. Elle consiste à avoriser la diffusion de compétences minimales. Si jusqu'à présent un bon citoyen devait être un lecteur, il faut maintenant qu'il devienne un navigateur habile dans les flux d'informations. Le but est également de réduire la “fracture numérique” qui sépare d'une part ceux qui ont accès aux NTIC – donc aux connaissances et facilités qu'elles apportent, aux activités économiques qui y font appel, et.. – et, d'autre part, ceux qui en sont empêchés par leur manque de moyens matériels ou leurs handicaps culturels.

La citation : R.W. Emerson “Il faut être inventeur pour bien lire.” *The american scholar* 1837

Le livre : Jack Goody *La raison graphique* Ed. de Minuit 1978

ALTERMONDIALISME

Exemple du passage de l'anti à l'alter bien dans l'air du temps, l'altermondialisme ne se veut pas (ou ne se veut plus) l'ennemi d'une école de pensée qui serait le mondialisme, ni l'adversaire d'un complot visant à l'abolition des États Nations et de leurs singularités. Il se présente comme un contre-projet dont le but est de contrôler un mouvement historique inéluctable. De là une trilogie : déconstruction, alternative, initiative.

La déconstruction consiste à "démasquer" l'illusion libérale selon laquelle le monde du marché et de l'égoïsme serait le seul naturel ou le "seul possible". Mais ce "dévoilement" se fait au prix d'une première ambiguïté. La critique hésite entre dénonciation du complot des puissants – l'action délibérée des maîtres du monde – et une protestation presque existentielle contre le triomphe du marché analysé comme tendance historique lourde et comme catastrophe.

L'alternative vise à proposer un contre-modèle. D'où, une nouvelle ambiguïté. D'un côté, l'appel à l'utopie, l'espérance d'un monde sans violence ni égoïsme. De l'autre, la nostalgie du temps où l'État Providence gérait l'intérêt général.

L'initiative, enfin, se veut perpétuelle et inventive. Son spectre va de la réflexion théorique sur la taxe Tobin aux actions ciblées sur un produit, une marque, un danger précis et passant par la rue et les forums. La capacité de coordination et d'action "en réseaux" des altermondialistes leur permet de discuter et promouvoir leurs thèmes et de se regrouper pour des actions spectaculaires. Mais le succès de cette méthode se paie d'une troisième ambiguïté : les valeurs "alter" écologiques, égalitaires, "douces", de protection ou de diversité gagnent tout le corps social, au moins à titre de référence idéale. De ce fait, l'altermondialisme acquiert une autorité morale dont témoigne par exemple l'introduction des préoccupations de durabilité et d'égalité dans la rhétorique de l'entreprise. Mais, dans le même temps, l'altermondialisme refuse toute compromission avec le Système.

Facteur de confusion aggravant, il prétend à la fois lutter contre des relations de pouvoir (la dictature exercée par les pays dominants, le G8, l'OMC...), contre des changements culturels (la disparition d'une certaine diversité), contre les inégalités structurelles et contre les périls écologiques liés au processus de production. Cela permet aussi à chacun de s'approprier la part du "message" qui lui convient et de monter son propre altermondialisme imaginaire.

Surtout la notion unique de lutte contre une "mauvaise" mondialisation tend à occulter le flou de ladite mondialisation. Selon le cas, on lui reproche la brutalité d'une évolution historique tendant à l'intensification des échanges (et, en ce cas, la mondialisation a sans doute commencé avant l'Empire romain), l'abaissement du pouvoir de l'État débordé par des flux financiers, informationnels, technologiques voire humains qu'il contrôle mal ou enfin la puissance croissante du capitalisme financier.

La citation Jean Baudrillard "Qui peut faire échec au système mondial ? Certainement pas le mouvement de l'antimondialisation, qui a pour objectif de freiner la dérégulation. L'impact politique peut être considérable, l'impact symbolique est nul... Ce qui peut faire échec au système, ce ne sont pas des alternatives positives, ce sont des singularités".

Le livre *Altermondialistes du monde entier unissez-vous*, Le monde diplomatique, Manières de voir 2004

ANTI (préfixe)

Sauf les increvables antifascisme et antiracisme, plus petits communs dénominateurs de la gauche de tradition (d'autant plus rassembleurs que personne ne se déclare ouvertement fasciste ou raciste), les mots commençant par anti (et finissant souvent par isme) sont en perte de vitesse. Voir alter mondialisme. Il est même conseillé sous peine d'apparaître archaïque de se défendre de professer l'anticapitalisme des années 60-70, l'antisionisme extrême vite suspect d'antisémitisme, l'antieuropéisme. Bref, il faut toujours lutter mais sans ennemi trop précis (à la rigueur : l'ultra-libéralisme ou l'intolérance).

En revanche, tout ce qui est précédé du préfixe alter (altermondialisme, alternative) ou tout ce qui prétend penser, gouverner, produire autrement, tout ce qui nous affirme qu'un autre monde, une autre mondialisation, une autre économie sont possibles, tout ce qui nous appelle à reconnaître, respecter, découvrir l'Autre est assuré du succès médiatique. Ces formulations vagues ont un double avantage. Le nostalgique peut satisfaire son regret du "soyons réalistes, demandons l'impossible" et persévérer dans l'esprit d'utopie, sans présenter un contre-modèle qui finirait peut-être par s'incarner de façon déplaisante. Quant aux réalistes, ils se rassurent en se disant que tant d'altérité pourrait bien dissimuler beaucoup de timidité. Ainsi pour prendre l'exemple de l'alternative altermondialiste, il y a quelque contradiction entre l'attente d'une révolution future, fût-elle pacifique, et les perpétuelles références à la "résistance", à la protection des droits. De ce fait, les propositions altermondialistes hésitent entre l'éloge de la maîtrise des marchés et la refondation complète du système sur des bases non marchandes.

Mais de tous les "anti", le plus décrié est l'antiaméricanisme., alors que personne ne serait capable de définir ce qu'est l'américanisme. "Je ne suis pas antiaméricain, mais..." est un leitmotiv honteux. Pourtant nul ne songerait à reprocher son d'*antisaoudisme* à celui qui désapprouve les lapidations ou le voile des femmes ni à condamner pour *antirussisme* viscéral le critique de Poutine et l'adversaire de la mafia russe. La vaste catégorie "antiaméricanisme" recouvrirait des attitudes culturelles diverses : mépris aristocratique envers une société égalitaire, crispation populiste du ronchon à béret basque, ressentiment du ringard dépassé par la modernité voire (cf. la citation) antisémitisme honteux du salopard en quête de bouc émissaire. Aggravant son refus de l'universalité par son agressivité paranoïaque, l'antiaméricain symbolise la redondance de l'odieux par le pitoyable.

Grâce au concept d'antiaméricanisme critiques qui s'adressaient initialement qui à la politique de Bush, qui au système économique, qui aux industries culturelles, se trouvent philosophiquement unifiées par leur objet imaginaire et psychologiquement ridiculisées par leur cohabitation supposée dans les mêmes têtes malades trotskysto-souverainistes. Donc dévaluées. Avantage collatéral : cette façon de voir suggère que l'anti-antiaméricain est un anticonformiste et l'antiaméricanisme la pensée dominante. On est ainsi rebelle à peu de frais .

La citation : A.Adler "Si Engels disait que l'antisémitisme était le socialisme des imbéciles, l'antiaméricanisme français est une version politiquement correcte de l'antisémitisme. Après la Seconde Guerre mondiale, il n'est plus possible en France de dire contre les Juifs tout ce que les gens aimeraient pouvoir dire, mais contre les Américains, on peut presque tout dire" Courrier International 11 Octobre 2002

Le livre Philippe Roger *L'ennemi américain Genèse de l'antiaméricanisme français*. Le Seuil 2002

ANTICIPATION

L'anticipation consiste à prévoir le changement et à s'adapter à une situation future.

On ne peut donc pas ne pas anticiper, même au stade du réflexe conditionné ou de la reconnaissance des objets durant la perception. L'anticipation participe de conduites quotidiennes : les économistes font des travaux sur les anticipations dans le comportement du consommateur qui donnent lieu à des représentations mathématiques. L'anticipation qui nous intéresse ici est stratégique : préparer son action en fonction d'actions probables d'un acteur, mais aussi de changements globaux.

Dans le premier cas, et surtout face à un adversaire, il s'agit de s'adapter à la conduite de quelqu'un qui fait la même chose que vous (il cherche à anticiper votre conduite) soit pour vous tromper en étant délibérément imprévisible, soit en anticipant les gains et pertes suivant que les deux acteurs adoptent telle ou telle solution). Ces dernières situations peuvent se modéliser sous forme de jeux à somme nulle (ce que l'un gagne, l'autre le perd) ou non nulle (suivant les configurations les gains ou les pertes totaux de tous les acteurs augmenteront). 1

Quant à l'anticipation des changements globaux elle se pratique de différentes manières. Depuis le XIX^e siècle, elle nourrit un genre littéraire : l'auteur y décrit un monde futur. Des écrivains comme Jules Verne ou H.D. Wells raisonnent en fonction des découvertes à venir, et où des formes sociales, culturelles, économiques qu'ils croient voir bientôt prédominer. Dans de tels cas, l'auteur fait confiance à son intuition : telle invention est vraisemblable, tel bouleversement dans la démographie, les mœurs ou l'alimentation est probable, la société s'adaptera ainsi. L'anticipation peut devenir utopie, donc description d'un monde idéal, ou contre-utopie, tableau de lendemains terrifiants (comme "1984" de G. Orwell), destiné à nous avertir des dangers dont est porteur le présent.

Dès après-guerre, et surtout au tournant des années 1970, avec l'optimisme scientifique la foi en la calculabilité de l'avenir encourage des ouvrages ou des rapports d'experts voués à la détection des tendances lourdes et à l'analyse des futurs probables. Aux U.S.A il est question de futurologie : cette nouvelle discipline produit des scénarios probabilistes largement basés sur l'extrapolation à partir de tendances actuelles, et corrigées par l'attente d'inventions futures et des spéculations sur leur impact. Une école française, réunie autour de la revue *Futuribles* se veut plus "prospective", plus attentive à la détection des facteurs d'incertitude (donc pas seulement à la prolongation des courbes); elle s'efforce aussi d'examiner les conséquences d'une pluralité de scénarios. Il existe plusieurs méthodes d'anticipation pour évaluer les questions clefs, les développements les plus probables, et les risques de ruptures, les choix stratégiques, les scénarios concurrents... Sans doute la meilleure anticipation commencerait par la critique de ses propres biais cognitifs.

La citation Italo Calvino "Toi qui regardes autour de toi et vois les signes, tu sauras me dire vers lequel de ces avenir nous poussent les vents propices" *Les villes invisibles* 1972

Le livre : Michel Godet *Manuel de prospective stratégique* Dunod 2001

ASYMÉTRIE

Cette notion s'emploie en biologie, en logique voire en économie (l'asymétrie d'information entre vendeur et acheteur). Elle nous intéresse ici au sens stratégique acquis dans la décennie 90. L'asymétrie ne doit pas se confondre avec la dissymétrie, simple disproportion des forces ou des qualités entre deux acteurs .

Dans le conflit asymétrique, les adversaires n'ont ni le même statut, ni les mêmes critères de victoire ou de défaite, ni les mêmes règles et méthodes, ni n'emploient les mêmes moyens, en particulier technologiques, bref n'ont rien de comparable. Le nouveau concept s'oppose surtout à la notion de guerre "conventionnelle". Terrorismes, guérillas, désordres mafieux (susitant par exemple une "guerre à la drogue" jamais gagnée), conflits dans les zones de non-droit..., sont des conflits asymétriques. Ils opposent un "fort", généralement les Etats-Unis ou des États incarnant la mondialisation et la modernité, à des faibles qui n'ont aucune chance de l'emporter de façon classique. Dans une confrontation forces contre forces, armées contre armées, économie contre économie, il sauraient vite perdu. En revanche, le faible est capable d'infliger au fort un dommage en termes d'atteinte à son image ou à son moral, d'humiliation symbolique ou de désordre contagieux. Il ne "gagne" pas quelque chose (comme un territoire ou un marché) mais inflige une perte insupportable sur un tout autre terrain.

Une stratégie asymétrique peut être violente et ostensible : c'est le cas du 11 Septembre ou des décapitations d'otages filmées. Mais elle peut tout aussi bien consister dans l'exhibition de sa faiblesse (une victime, un enfant face à un tank) voire en recours à la non-violence. L'asymétrie est autant de l'ordre de l'information que de celui des forces. Ainsi, le terrorisme est par définition le fait d'organisations secrètes (si elles sont visibles en permanence, cela devient une révolution ou une guérilla) qui combattent des adversaires visibles voire surexposés, tel l'État ou encore des symboles de puissance du type *Twin Towers*.

Le principe de stratégie asymétrique tend plus à devenir la règle que l'exception ; il révèle un double paradoxe. Sur le plan militaire, il fait de la supériorité matérielle un handicap politique et psychologique : à quoi sert d'avoir des missiles intelligents ou des satellites pour traquer un kamikaze dans un autobus ? Dans le domaine des conflits idéologiques ou politiques ce sont les symboles mêmes que célébraient les partisans de la mondialisation heureuse qui deviennent des armes asymétriques au service de ses adversaires : les nouvelles technologies, les réseaux, les images sans frontière... La notion même de conflit asymétrique suppose de changer les règles de l'affrontement et surtout de refuser de le limiter à un seul domaine.

La citation : J. Baud "L'une des particularités essentielles de la guerre asymétrique est qu'elle n'est pas basée sur la recherche de la supériorité, mais sur la conversion de la supériorité de l'adversaire en faiblesse".

Le livre : Jacques Baud *La guerre asymétrique* Éd. Du Rocher, 2003

ATTENTION

Un directeur de chaîne de télévision a fait scandale en déclarant que le but de son métier était de vendre du temps de cerveau humain à des annonceurs. Pourtant, il ne faisait que révéler une vérité inhérente à l'économie contemporaine : la valeur principale y réside moins l'usage de choses que dans l'attention des récepteurs et acheteurs ou le temps des consommateurs. Le terminal ultime – notre cerveau – a un temps d'usage limité. Il est donc rare, donc cher. Et cela vaut que l'on parle d'une économie de la connaissance ou du spectacle, celle qui par exemple ne vend plus des chaussures, mais des "expériences" ("*just do it*" dit Nike) ou les signes de l'appartenance à une communauté imaginaire (les "jeunes", les "branchés"...). Dans le domaine politique, il est dit depuis longtemps que le vrai pouvoir est d'occuper le temps d'autrui. Dans un monde où les flux d'information rendent la censure totale presque impossible, contrôler consiste moins à imposer des dogmes que des priorités. Le contrôle de l'attention, l'art de focaliser le débat sur un thème et sur les termes du choix confère un énorme avantage en termes d'opinion. Le pouvoir des médias est celui d'occuper le temps des gens ; le vrai pouvoir est donc d'occuper le temps des médias. Corollairement, l'art d'attirer l'attention connaît de nouveaux développements avec les TIC notamment à travers les techniques d'apparition et d'indexation. La plupart des internautes parvenant à une page à la suite d'une requête sur un moteur de recherche. Du coup est née une niche de pouvoir : l'art de référencer, de diriger les requêtes (donc une fois encore l'attention) en fonction de certains critères (taxinomiques, sémantiques, de notoriété...) Cela suscite des stratégies asymétriques comme le "bombardement de Google" (*Google bombing*). Cette technique consiste à améliorer son classement sur les pages du moteur de recherche le plus populaire, par exemple en multipliant artificiellement les liens hypertextuels pointant vers le site désiré ou encore en employant une politique des mots-clés. Mais l'attention des internautes fonctionne largement suivant des critères propres aux communautés virtuelles. Ils équivalent souvent à un "bouche-à-oreille" numérique et incontrôlable.

La citation P. Le Lay : "Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de ce cerveau humain disponible" Déclaration à la presse 2004

Le livre : J. Rifkin . *L'âge de l'accès* La Découverte, 2000

BIAIS COGNITIF

La capacité du cerveau humain à reproduire des erreurs de jugement (y compris en mésinterprétant le sens des messages) est aggravée par sa tendance à adopter des conduites en contradiction visible avec les données de l'expérience ou les connaissances communément disponibles. On regroupe sous le terme de biais cognitifs tous les types d'erreurs de ce type. Des disciplines comme les sciences cognitives ou la pragmatique de la communication s'interrogent sur les mécanismes qui conduisent à des visions déformées

Certaines erreurs s'expliquent par de simples illusions d'optique ou des défauts d'attention ou de mémoire. D'autres ressortent à des fautes de raisonnement : ainsi les sophismes, raisonnements fallacieux, ne réussissent à persuader que dans la mesure où nous ne réalisons pas comment ils mènent à des conclusions faussées ou exagérées. Nombre de biais sont émotionnels : cela signifie simplement que nous sommes trop égarés par nos passions (folles espérances, antipathie envers l'interlocuteur...) pour raisonner logiquement. Beaucoup de ces biais sont exploités par les techniques d'endoctrinement, de propagande ou de simple persuasion. Cela vaut depuis les banales – et relativement innocentes – méthodes de vente jusqu'à l'aliénation totale de l'individu dans les sectes.

Certains biais – par exemple ceux qui touchent à l'évaluation des probabilités statistiques - sont tout à la fois source d'erreurs dans des raisonnements scientifiques et une faiblesse qu'exploitent les marchands de merveilleux (“Vous n'allez pas me dire que c'est par hasard que...”). On mentionne souvent la dissonance cognitive : c'est le processus par lequel un sujet a tendance à modifier ses opinions et attitudes afin de les mettre en harmonie, comme à moindre coût, avec ses autres opinions, notamment avec celles qu'il professe en accord avec son groupe social. Tout ce qui touche au conformisme, à l'effet de groupe, à l'idéologie au sens large (au sens où, comme le disait Althusser, il y a idéologie quand les réponses précèdent les questions) encourage et exploite des biais cognitifs.

Ceux-ci sont donc très nombreux, mais il est possible de les regrouper en quelques figures répétitives. Certaines sont connues depuis toujours. Ainsi le syllogisme “post quod ergo propter quod” : la tendance à croire que si un événement B suit un événement A, il est provoqué par lui. L'effet d'ancrage nous amène à surévaluer un critère dans un choix et à négliger les autres. Le biais de “confirmation” qui touche jusqu'aux scientifiques est la tendance à ne retenir que les indices qui confirment nos présuppositions et à s'aveugler à ceux qui les contredisent. On peut ainsi dresser des listes de dizaines de “biais” dont les plus fascinants sont sans doute les biais qui amènent des organismes dont les membres sont souvent individuellement des gens très intelligents à prendre collectivement des décisions visiblement absurdes. Connaître ses propres biais est indispensable pour toute anticipation.

La citation Michel Leiris “Une monstrueuse aberration fait croire aux hommes que le langage est né pour faciliter leurs relations mutuelles” *Journal* 1992

Le livre : Raymond Boudon *L'art de se persuader des idées douteuses, fragiles ou fausses* Fayard 1990

CAMOUFLAGE et anonymat

Dans le langage courant “camouflage” est synonyme de dissimulation ou de tromperie. Pourtant le mot renvoie d’abord à une notion biologique. Ou plus exactement une stratégie inscrite dans les gènes de certaines espèces : elle leur permet de se fondre avec le milieu par la couleur ou la forme de leur corps. Le camouflage est d’abord l’équivalent d’une supercherie : l’animal échappe à la vision en se confondant avec l’arrière-plan. Chez l’homme, les stratégies se font culturelles et reproduisent à la chasse ou à la guerre, celles des animaux : il faut se rendre invisible pour altérer la perception de la proie ou de l’adversaire. De la peau de mouton que revêt Ulysse pour échapper au Cyclope à l’uniforme camouflé qui remplace le pantalon garance de nos piou-pious en 14-18, l’idée est la même : “casser” les formes reconnaissables, se recouvrir d’un leurre, n’émettre aucun des signaux (bruit, lumière, mouvement) ou les altérer. Le même principe appliqué aux tanks, aux navires, doit les rendre imperceptibles jusqu’à ce qu’ils puissent fuir ou frapper. Se camoufler consiste ainsi à “gagner du temps” sur l’attention du tueur ou du tué. C’est aussi devenir un secret (et non posséder un secret) : disparaître.

À partir de la seconde guerre mondiale, les stratèges se demandent comment échapper à des capteurs non humains, tels les radars. La furtivité consiste, par exemple, en l’emploi de formes renvoyant les ondes dans une certaine direction ou de peintures absorbantes afin de faire disparaître la “signature” caractéristique qui identifie un bombardier ou un torpilleur sur un écran. Mais les civils aussi vont s’apercevoir qu’il ont des raisons de chercher à échapper à d’autres machines de perception.

La notion de camouflage prend un tout autre sens à l’ère numérique où chaque citoyen se sent donc potentiellement traqué. Entre caméras de surveillance et bases de données croisées, sachant que tous ses déplacements physiques mais aussi ses transactions à distance (paiement, communication par téléphone ou Internet...) laissent une empreinte conservée quelque part, il se sent comme poursuivi par son passé. Même le principe de précaution ou la demande sécuritaire vont dans le même sens : rendre chacun de nos actes identifiables. Cela stimule la peur de *Big Brother*, tyran panoptique, mais aussi celle des *Little Sisters*, les sociétés qui collectent toutes les informations sur nous pour nous faire les offres les plus “personnalisées”.

Du coup commence une grande bataille technologique entre surveillés et surveillants : sur le Net, les hackers inventent des systèmes de cryptologie sophistiquée, des logiciels “anonymiseurs”, tandis que la substitution d’identité, du permis de conduire aux archives pénales, devient un des délits qui préoccupe le plus les autorités. Et la lutte pour le droit du citoyen à l’invisibilité ou à l’intimité devient un thème politique majeur.

La citation : G. Orwell : “ Naturellement, il n’y avait pas de moyen de savoir si à un moment on était surveillé. Combien de fois, et suivant quel plan, la Police de la Pensée, se branchait-elle sur une ligne quelconque, personne ne pouvait le savoir. On pouvait même imaginer qu’elle surveillait tout le monde, constamment...On devait vivre, on vivait, car l’habitude devient instinct, en admettant que tout son émis était entendu et que, sauf dans l’obscurité, tout mouvement était perçu.” “1984” publié en 1948

Le livre : D. Campbell. *Surveillance électronique planétaire* Allia 2001

CATASTROPHE

Le mot évoque l'idée un malheur, une destruction effroyable due à des causes naturelles ou accidentelles. De tels événements ont toujours scandé notre histoire ; dès le XVIII^e siècle, avec le désastre de Lisbonne de 1755 qui fait vingt mille victimes ou l'explosion de la poudrerie de Paris qui en tue mille en 1794, on réfléchit sur le sujet. Pourtant aucune époque autant que la nôtre n'a mis la catastrophe au centre de ses préoccupations. Ainsi le tsunami asiatique de la fin 2004 est apparu à beaucoup, après le 11 Septembre comme l'échec de la modernité : pas plus que le fanatisme ne disparaissait, notre immense pouvoir technique ne nous permettrait ni de maîtriser le péril, ni de le prévoir. Par ailleurs, nombre de catastrophes qui ont marqué les esprits (Amoco Cadiz, Bhopal, Tchernobyl) ont nourri l'idée qui débouchera sur celle du développement durable : nous devons avant tout minimiser les dommages et les dangers que nous laisserons en héritage aux générations suivantes. Notamment ceux qui résultent du développement économique. On passe ainsi insensiblement de la notion d'un progrès continu à l'idéal de faire, d'encourir ou de faire encourir le moins de mal possible. Pour ne pas dire de ne rien faire d'irréversible. Éviter le pire, plutôt que chercher à créer le meilleur des mondes.

Si on les examine en détail, les catastrophes qui nous préoccupent sont hétérogènes :

- naturelles (de type inondation ou tremblement de terre ou canicule ou autres phénomènes qui ont toujours existé mais qu'aggrave parfois la concentration de l'habit humain
- écologiques résultant de l'épuisement d'une ressource ou d'une pollution, les plus célèbres n'étant pas nécessairement les plus mortelles. Ainsi deux des catastrophes qui ont provoqué les plus grandes paniques, Seveso et celle la centrale nucléaire de *Three Miles Islands* n'ont fait aucun mort
- grands accidents miniers, explosions, déraillements et autres rappelant les accidents liés au machinisme du XIX^e siècle
- catastrophes de type inédit que personne n'avait anticipée faute de saisir à temps le rapport entre cause et effet : maladie de la vache folle ou propagation du virus HIV
- hypothétiques comme celles qui résulteraient du développement des OGM
- catastrophes dites "en miettes", comme les accidents individuels, de la route, du travail qui tuent beaucoup au coup par coup et régulièrement, sans former une grande catastrophe/événement

Si la perception de ces catastrophes est subjective dans toutes ses composantes – probabilité, responsabilité de ceux dont on pense qu'ils auraient dû les prévoir,, urgence et importance des contre-mesures – en revanche, il n'y a guère de catastrophe que l'homme ne puisse aggraver par sa fermeture d'esprit (imprévoyance, orgueil, déni de la réalité, carence d'imagination) par sa mauvaise organisation (censure de ce qui dérange, dispersion des responsabilités, absence de communication),ou par sa mauvaise gestion (impréparation, manque de coordination ou de proportionnalité dans la réaction, non-communication)...

La citation : Hans Jonas "Mais aujourd'hui l'extension de la puissance est également l'extension de ses effets dans le futur. Il en découle ce qui suit : nous ne pouvons exercer la responsabilité accrue que nous avons dans chaque cas, bon gré, mal gré, qu'à condition d'accroître aussi en proportion notre prévision des conséquences. Idéalement, la longueur de la prévision devrait équivaloir à la longueur de la chaîne des conséquences..." *Pour une éthique du futur* 1997

Le livre : J.P. Dupuy *Pour un catastrophisme éclairé Quand l'impossible est certain*, Seuil 2002

CHAOS

La physique confère un sens précis à ce terme et parle de lois du chaos. La Bible et Hésiode font du chaos l'état originel de l'Univers : le non différencié. Mais, dans le langage courant, chaos est synonyme d'imprédictibilité, désordre, absence de contrôle ou de lois. Il s'applique à une situation dont nul ne voit l'issue et qui résulte souvent de l'effondrement d'une structure de régulation. Tel est le cas dans les *zones grises* de la planète où prédominent groupes criminels et paramilitaires et où ne s'exerce aucune autorité légitime. Certes, on peut discuter de la subjectivité qui imprègne toute perception du chaos, ou spéculer sur sa capacité à créer un nouvel ordre ... Reste pourtant que la plupart de nos contemporains qualifient, par exemple, la situation qui a suivi l'effondrement de l'URSS de chaotique. Toute comparaison avec le désordre qui régnait au V^e ou au XIII^e siècle ne console guère. Le chaos aussi se mondialise, notamment en accroissant la perception que nous avons de nos fragilités et de nos interdépendances. Beaucoup découvrent un paradoxe : la prédominance d'une seule puissance se réclamant des valeurs de démocratie et de progrès est moins efficace pour imposer un semblant d'ordre que des systèmes délirants et immoraux comme la dissuasion par la terreur. La disparition de l'ennemi principal (dont le "terrorisme", indûment substantifié n'est qu'un pauvre avatar) aurait donc eu un effet de désordre inversement proportionnel à l'effet régulateur qu'exerçait un conflit à la fois principal et limité USA/URSS. Le système basé sur les souverainetés, les territoires et l'équilibre des puissances, si injuste qu'il ait été, assurait un ordre perdu que ne connaît plus un monde interdépendant et incontrôlable.

Le 11 Septembre et ses suites, "guerre au terrorisme" en Afghanistan et en Irak ont accrédité l'idée que nous vivons dans un monde "hobbesien", c'est-à-dire où les nations sont livrées à l'état de nature et de férocité. La constitution d'une République a tiré les individus dans la théorie de l'auteur du Léviathan. D'où la tentation pour les uns de réclamer plus du même : plus de globalisation, plus de concurrence, plus d'hyperpuissance... D'où la tentation chez les autres d'incriminer les stratégies qui seraient responsables de ce chaos. Ce sont notamment celles du désespoir et du terrorisme qui opposent leur volonté de vengeance et de destruction à ce qu'ils perçoivent comme l'ordre global. Mais ce sont aussi les stratégies contre-productives de l'hyperpuissance, des stratégies visant à assimiler (démocratiser, moderniser...) le reste du monde perçu comme danger jusqu'à le rendre finalement semblable à soi. Sous sa forme douce (*enlargement*, extension d'un modèle pacifique et prospère à la planète) ou sous sa forme dure ("guerre perpétuelle pour la paix perpétuelle", suppression de toutes les possibilités de désordre), la stratégie de reconquête face au chaos aboutit objectivement à son contraire. Ne serait-ce qu'en nourrissant le ressentiment et en multipliant les "petites guerres" qui n'aboutissent ni sur une paix ni sur une victoire.

La citation Nietzsche "Le caractère de l'ensemble du monde est de toute éternité celui du chaos, en raison non pas de l'absence de nécessité, mais de l'absence d'ordre" Gai savoir aphorisme 109

Le livre : Alain Joxe *L'empire du chaos*, La découverte 2002

CITOYEN

Initialement la citoyenneté est un statut, réservé à qui appartient à une Cité, est membre d'une communauté politique et à qui cela confère des droits et des devoirs. Le sens moderne, issu des Lumières, est celui d'une personne civique susceptible d'accomplir certaines fonctions politiques, ayant la nationalité d'un État organisé en République. On peut donc d'abord définir le citoyen par ce qu'il n'est pas :

- Il n'est pas étranger, puisque ses droits et devoirs sont liés à un territoire auquel il se rattache, où il accepte une certaine autorité et où il jouit de protections
- Il n'est pas sujet : on ne peut être citoyen, et non sujet que là où règne la Loi et non un Prince
- Il n'est pas aliéné ou incapable, ce qui sous-entend que, dans la République, certains même s'ils jouissent de droits ne soient pas citoyens pour autant. Selon les périodes, ces résidents ou nationaux n'ayant pas la citoyenneté peuvent être les esclaves, les pauvres, les femmes les mineurs, les fous. Les catégories varient mais pas le principe d'exclusion et de mérite. Est citoyen qui peut participer : il doit éventuellement faire la guerre ou voter en faisant usage de sa raison. Il ne suffit pas de bénéficier de certaines garanties et libertés (cela, c'est la démocratie), il faut aussi être un sujet actif et responsable (cela, c'est la République). Le cas échéant, cette citoyenneté peut se constituer contre, dans le conflit intérieur. Elle est à défendre et à réinventer tous les jours.

Le tout suppose à la fois un rapport territorial (être d'un pays), un rapport symbolique (se rattacher à un État incarnant l'intérêt général transcendant les intérêts particuliers et se situant au-delà de la société) et enfin un rapport communautaire (participer aux affaires communes).

Cette notion est classiquement liée à celle de volonté populaire, volonté qui doit se former dans certaines conditions, - lorsque le peuple est libre d'exercer sa parole et son jugement, par exemple - et s'exprimer par certaines médiations comme le vote et la représentation législative. La citoyenneté est inscrite dans un rapport avec la puissance souveraine qui est celle de l'État.

Toutes ces notions sont largement contredites par une vision post-moderne qui sépare la notion de citoyenneté de celle de nationalité ou de territoire. D'une part, les mouvements de population produisent en grand nombre des individus privés de citoyenneté, en ayant au contraire plusieurs, voire des cas de demi-citoyenneté (vote du résident à certaines élections par exemple). La notion de citoyenneté est menacée par de nouvelles sensibilités politiques dont témoigne le slogan quelque peu contradictoire de "citoyens du Monde". Dans le langage contemporain le sens du mot citoyen (entreprise citoyenne, démarche citoyenne...) s'est affadi au point de devenir un synonyme vague de solidaire, politiquement correct ou sympa.

La citation J.Derrida: "Le concept hérité du politique et de la démocratie a été réglé, contrôlé, et limité par les frontières de l'État-Nation par une territorialisation, par tout ce qu'on a cru entendre sous le beau mot de "citoyenneté".... Cet impératif, penser le politique au delà du politique en quelque sorte, ou le démocratique au-delà de la démocratie - nous est imposé concrètement, de façon urgent, tous les jours par la technique." *Echographies Galilée* 1999

Le livre : Dominique Schnapper *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*. Nrf. 1994

CODE

Le code a un sens normatif : l'ensemble des règles à respecter, des principes généraux s'appliquant à des situations particulières. Au sens linguistique, ou plus exactement au sens sémiologique qui considère la langue comme un code parmi les autres, il forme un système de correspondance entre le "quoi" (ce qui peut être dit ou représenté, ce dont il est question) et le "avec quoi" (l'ensemble des signes disponibles, forcément en nombre restreint et qui permettent d'exprimer, par exemple les lettres de l'alphabet ou les mots d'une langue). Le code, ensemble de règles et procédures, est donc destiné à convertir de l'information sous une autre forme qui la rend transmissible, enregistrable voire transportable. L'information ne peut nous être accessible que codée : succession de lettres ou d'autres signaux, variations de sons, images...

Le code est par excellence destiné à produire *plus* : plus d'information, plus de mémoire, plus de compréhension avec moins de signes. Il instaure un ordre intellectuel entre des éléments physiques, sons, couleurs, figures et, par là, engendre des effets intellectuels. Le code réutilise les mêmes signes suivant les mêmes règles afin de rendre une multiplicité de sens : c'est l'invariant qui permet des variations. Par exemple les principes généraux et universels de la langue permettent à chacun de composer son propre discours. Le code est donc régi par un principe d'économie : il requiert un répertoire d'éléments en nombre fini plus une combinatoire qui en détermine les relations. Toute communication suppose un code, qui garantit que le destinataire interprète à peu près comme l'émetteur, mais elle suppose aussi un support (une feuille de papier, un disque dur, une pellicule...) et un vecteur qui transmet.

Toutes ces notions terriblement abstraites prennent un sens particulier depuis que nous sommes entourés de machines employant le code numérique : le fait que toutes sortes d'informations - texte, musique, images animées, données mathématiques, algorithmes de logiciels, eux-mêmes déjà organisés par leur propre code - puissent être transposées en bits informatiques représente un bouleversement technologique. Sans ce système d'encodage binaire (oui/non, le courant passe ou ne passe pas) l'information ne pourrait être ni traitée, ni mémorisée, ni dupliquée, ni transportée de la même façon. Par ailleurs la prédominance du code numérique tend à nous faire oublier qu'il s'agit quand même d'opérations matérielles. On peut longuement disserter sur l'économie de l'immatériel ou sur la culture du virtuel, encore faut-il se rappeler que, pour fonctionner, tout cela suppose en amont des disques durs, des machines, des usines, des câbles, des infrastructures... Une donnée que l'on réalise très bien dès que l'on est dans un pays où tout le monde n'a pas accès à l'électricité et qui relativise beaucoup de promesses de la révolution de l'information.

La citation D. Bounoux : "Pour être reçue et faire forme, il faut qu'une information soit perçue comme écart à une forme, à un contexte ou à un code préalable et eux-mêmes invariants." *L'information contre la communication* Larousse 1995

Le livre : U. Eco . *La guerre du faux* , Grasset, 1985

CODE SECRET (CRYPTOLOGIE)

Un code secret est d'abord un système destiné à conserver contre tout tiers non autorisé la confidentialité d'un message. Celui-ci est traité de telle façon que seul puisse le comprendre celui qui en possède la clef, c'est-à-dire la règle conventionnelle de transposition permettant de passer de la langue naturelle à une forme cryptée apparemment incompréhensible et vice-versa. Dès l'Antiquité les militaires, les diplomates, les espions ont imaginé des systèmes d'alphabet secret ou de brouillage et substitution des lettres dans ce but.

Dans le code secret, le système de transposition (qu'il s'agisse d'un alphabet secret à clef ou d'un logiciel de cryptologie très complexe) est destiné à faire apparaître le message crypté comme le plus aléatoire possible : rien ne doit, par exemple permettre de remonter de la fréquence d'un signe dans le texte codé à sa fréquence dans le texte en clair, ni de présumer la moindre règle ou régularité. En somme, le problème du cryptologue est d'imiter le hasard tandis que celui de la cryptanalyse, la science qui "casse" les codes, est de découvrir le système conventionnel par raisonnement, essai et erreur. Ces deux disciplines ont fait d'énorme progrès tandis : la cryptologie après avoir fait appel à des machines à coder est devenue une discipline mathématique de pointe faisant appel à des logiciels et à des algorithmes sophistiqués. Tandis que la cryptanalyse, de son côté, mobilise toute la puissance de l'informatique pour découvrir les codes.

Le code secret ne sert plus seulement à des professions aventureuses, comme celle d'agent secret : il est devenu nécessaire pour garantir la plupart des transactions à distance que nous effectuons qu'il s'agisse de payer un achat ou d'envoyer un e-mail sans craindre qu'il soit intercepté. La prolifération des secrets accompagne la banalisation du code. Il se fait souvent code d'identification (tel le numéro de carte bancaire ou le mot de passe d'un ordinateur) qui autorise un accès (à un compte en banque, à une mémoire, etc.). Il s'ajoute au code de transmission qui doit garantir la confidentialité de la correspondance. La possession d'un code sert de plus en plus souvent de signature : on garantit que l'on payera ou que l'on est bien la personne juste en tapant sur quelques touches de son clavier. Il faut donc que le système soit probant et que les utilisateurs puissent lui faire confiance puisque le code sert autant à prouver qui l'on est qu'à cacher ce que l'on dit. Le chiffre qui donne l'accès à l'information dans des labyrinthes numériques d'Internet confère en même temps accès à du pouvoir et à de la valeur. Du coup, il pose des problèmes politiques et juridiques : des pays comme la France interdisent à leurs citoyens de posséder des logiciels de cryptologie trop puissants, du moins pas sans en avoir confié la clef à un tiers de confiance.

La maîtrise des systèmes de cryptologie devient donc un enjeu crucial de puissance pour les "sociétés de contrôle".

La citation *G. Deleuze* " Les sociétés disciplinaires ont deux pôles : la signature qui indique l'individu, et le nombre ou numéro matricule qui indique sa position dans la masse.(...) Dans les sociétés de contrôle, au contraire, l'essentiel n'est plus une signature ou un nombre, mais un chiffre : le chiffre est un mot de passe, tandis que les sociétés disciplinaires sont réglées par des mots d'ordre. " *Pourparlers* 1990

Le livre : S., Singh *Histoire des codes secrets de l'Egypte des Pharaons à l'ordinateur quantique* JC Lattès, 1999

COMMUNICATION

Le verbe communiquer est transitif et intransitif, si bien que l'on peut communiquer quelque chose ou communiquer tout court et, que, selon le cas, on pensera à la transmission de ou à la relation, au langage ou au partage. La communication d'un parti politique, c'est-à-dire sa rhétorique, la communication comme communion entre deux êtres, la communication des mass-media et la culture qu'ils véhiculent, la communication avec un appareil télématique qui ne fait que traiter des données, tout cela, ce sont des réalités que le langage range dans la même catégorie.

Par exemple, dans le langage courant, la communication est employée pour désigner la bonne interprétation des mêmes signes par deux personnes ou plus, voire l'harmonie qui en résulte entre elles (en ce sens, il s'agit donc essentiellement de résoudre des "problèmes de communication"). Mais la communication, ce sont aussi tous les moyens et les techniques par lesquelles les "gens de communication", *marketers*, publicitaires ou autres, tentent de séduire, de faire adhérer, bref de changer l'autre soit sur le plan cognitif (bien lui faire savoir quelque chose) soit au sens affectif.

Le phénomène de communication comporte deux aspects. D'une part quand il y a communication, un contenu minimal, un message, est transmis. D'autre part la communication établit des relations, des liens y compris des liens affectifs entre ceux qui y participent. D'où une contradiction souvent remarquée. Pour bien communiquer (au sens d'être en communion) mieux vaut se répéter ce que l'on sait déjà, ce qui est simple, familier et qui rassure, mais pour communiquer beaucoup d'information (au sens de transmettre des nouveautés qui engendrent de nouveaux savoir), il faut faire des efforts, s'adapter à des changements plus complexes, et tout cela nuit à la communication au premier sens. Et ainsi de suite...

La confusion sémantique se redouble d'une confusion idéologique. Un discours optimiste sur la société de communication assimile la communication à une valeur. Il fait l'apologie d'une transparence supposée génératrice d'accord. Il en déduit un impératif de communication (exprimez-vous, branchez-vous). Toute une mythologie de l'accessibilité grâce aux nouvelles technologies mêle ainsi apologie du grand partage égalitaire et rebelle à toute censure, considérations sur la nouvelle économie de l'immatériel, rêveries sur sa puissance pacifiante, voire hypothèse de ses effets "hominisants" (libérés des contraintes nous pourrions nous consacrer aux tâches de l'esprit). Il faut refuser une double facilité. D'une part, cette utopie, mais de l'autre aussi la dénonciation de l'utopie communicationnelle et la technophobie. Il faut y opposer tous les effets de hiérarchie et de transformation qu'engendrent médiations humaines et physiques. Communiquer, c'est transformer : tout le livre tourne autour de là. ?

La citation Ignacio Ramonet « En raison des révolutions économiques et technologiques, la sphère de la communication a tendance à absorber l'information et la culture, donnant ainsi naissance à une seule et même sphère globale et universelle : la *world culture*, d'inspiration américaine, une sorte de communiculture de masse planétaire. L'information ne résiste pas plus que la culture à cette massification... » *La tyrannie de la communication* 1990

Le livre : D. Bounoux *Introduction aux sciences de la communication*, La Découverte, 1998

COMMUNICATION DE CRISE

La communication de crise incarne un paradoxe, du moins pour ceux qui réduisent la “com ” à une rhétorique de séduction, voire à un lubrifiant assurant le fonctionnement d’un système. La crise implique à la fois perturbation, surprise, tension et risque ; elle oblige le “communicant ” à faire ce qui lui répugne le plus. Il s’exprime d’urgence au moment et sur le terrain qu’il n’a pas choisi, parfois dans une atmosphère d’agressivité ou de suspicion. La plupart du temps, il a une connaissance imparfaite de la situation, de la façon dont elle sera perçue et plus encore de ses développements futurs. Il risque d’être démenti ou contredit, y compris par son propre “camp ” par des gaffes et révélations tardives. Il ne sait pas s’il est confronté à une déstabilisation, à une rumeur, à un hasard. Il doit analyser a posteriori des faits que son entreprise ou son institution auraient dû interpréter a priori, quand tout semblait normal et paisible. Il est comme responsable d’un futur imprévisible et d’un passé imprévoyant.

Les recettes de la communication de crise se résument pour une bonne part à des listes d’erreurs à éviter. Qui se risquerait aujourd’hui à dire qu’un nuage radioactif s’arrête à nos frontières ou à déclarer au soir d’une catastrophe de type AZF qu’il y a 90% de chances qu’elle soit accidentelle ? L’effet démenti, contradiction ou incrédulité laisse des traces durables. Qui ignore quels dégâts peut provoquer une rumeur électronique boursière ou une campagne d’ONG ?

Les réponses ressortent le plus souvent au bon sens. Anticiper les crises, sélectionner les risques contre lesquels il est le plus urgent de se prémunir (et donc les domaines qu’il faut surveiller en priorité), s’exercer, simuler, prévoir des systèmes de secours, préparer des moyens de vérification, repérer les futurs interlocuteurs, intérioriser des impératifs de transparence, de crédibilité et de cohérence...

Pourtant, la communication de crise doit être autre chose qu’une anti-crise de la communication ; elle est plus qu’une procédure ou une série de recettes garantissant que l’on communique bien même dans une situation troublée. Ni une institution ni une entreprise ne peuvent se dispenser de prendre en compte des tendances sociétales, des mouvements d’idées, des reconfigurations de pouvoir et d’influence, des valeurs changeantes. Ce qui est perçu comme crise, aléa ou catastrophe aujourd’hui et qui nous fait peur n’est pas la même chose que ce qui nous préoccupait hier. Il n’y a pas de gestion des crises sans prise en compte des conflits, des idéologies et des stratégies.

Surtout, la communication de crise repose sur le facteur humain ; aucune procédure, aucune technologie, aucun aide-mémoire, aucun appel (tardif) à des spécialistes extérieurs, aucun logiciel ne peut remplacer la préparation mentale et psychologique des individus. Donc anticipation, simulation, réaction, correction... pour réagir à l’imprévisible.

La citation : Thierry Orsoni “la communication d’entreprise est une rare période heureuse entre deux communications de crise ” Site infocrise.com 2004

Le livre : T. Liebaert *La communication de crise* Dunod 2001

CONFLIT

Conflit est une catégorie générale, de rapports humain dont l'emploi le plus fréquent est le "conflit armé", au sens large de guerre. Récemment introduite, la notion de "conflit de basse intensité" (*Low intensity conflicts*) recouvre les confrontations qui combinent moyens politiques, économique, informationnels et militaires, tout restant en dessous du stade de la guerre et en dessous de son stade étatique (avec déclaration, traité de paix...) et dont l'éventail va du terrorisme à la guérilla..L'idée doit donc être interprétée du point de vue des puissances occidentales qui ne se sent pas menacée de façon essentielle dans de tels cas. Pour les acteurs sur le terrain, l'intensité est tout sauf "basse".

La notion de conflit international renvoie aussi à celle d'intérêt ou d'objectif : une telle situation naît quand deux acteurs internationaux ou plus – généralement des États – émettent des prétentions antinomiques. L'opposition est telle qu'ils peuvent être tentés de recourir à la force pour la résoudre. Qui dit conflit dit volonté : chaque partie entend maintenir un certain état du réel (ou le détruire ou le créer) et cet ordre est inconciliable avec celui de l'antagoniste. Le conflit est un jeu à somme nulle : ce que l'un gagne ne peut l'être qu'au détriment des aspirations de l'autre. Le conflit suppose cette double conscience et cette double volonté, donc un monde commun, une réalité, actuelle ou future, où naît le différend, et à laquelle se référer. Elle fonde l'éventualité de rapport de force et de communication entre les parties. Paradoxalement, un minimum de partage des codes est nécessaire pour que le conflit se développe ou se résolve.

Ce schéma idéal est rarement aussi clair aux yeux des parties. D'une part elles ne conçoivent pas toujours clairement les objectifs du conflit qui tend à devenir à la fois affectif (agressivité, hostilité à l'égard de l'autre) et cognitif : il est rare que deux antagonistes interprètent la réalité ou les messages de l'autre de la même façon. D'autre part le conflit lui-même est constitutif des identités d'où découlent à leur tour d'autres possibilités de conflits : ainsi en tant que Nation nous nous définissons volontiers par qui fut notre ennemi. Enfin la conception même la conflictualité, sa philosophie et sa valeur sont génératrices de conflits. On ne mène pas le même conflit selon qu'on y voit une composante du réel (le "père de toutes choses"), un moteur de l'Histoire ou un lamentable accident provisoire sur la voie du progrès.

La résolution des conflits fait l'objet de recherches qui vont de la pédagogie jusqu'aux négociations internationales. Et ceci sous de multiples formes : médiation, arbitrage, négociation appel à un système normatif de règles pour en brider l'intensité (ce qui veut souvent dire l'État de droit). La résolution du conflit suppose au moins soit que l'objectif d'un des acteurs puissent être atteint soit que les prétentions des acteurs puissent être modifiées. Mais là où ni la réalité, ni le code ne peuvent être transformés, naissent les conditions du conflit perpétuel.

La citation K. Boulding "Situation de concurrence dans la quelle les parties ont conscience de l'incompatibilité des positions potentielles futures et dans laquelle chacun désire occuper une position qui est incompatible avec les désirs de l'autre"
Conflict and defense, a general theory, NY Harper et Row 1962

Le livre : J. Freund *Sociologie du conflit* PUF 1983

CONFLIT INFORMATIONNEL

L'hypothèse que la société de l'information soit celle du conflit du contrôle et du secret prend consistance. Sur fond d'interrogations sur le pouvoir des mass media, les Technologies de l'Information et de la Communication bouleversent les conditions de l'affrontement. Elles permettent de nouvelles hégémonies et de nouvelles stratégies de perturbation. Elles facilitent destruction et chaos *high tech*. La guerre de l'information militaire ou économique, les stratégies de dominance informationnelle, la cyberdélinquance ou le cyberterrorisme occupent le premier plan de l'actualité, et posent des questions de libertés publiques.

Dans tout cela, il y a un point commun : l'information à la fois désirable, redoutable et vulnérable, et ses technologies : les outils de communication peuvent devenir des moyens de perturbation et de manipulation. Bref, il faut bien rapprocher deux termes que l'esprit du temps tend pourtant à imposer : Conflit et Information.

Pour les uns, les conflits subsistent bien que les idées dominantes opposent communication et violence, bien que le programme d'une société du partage et de la connaissance soit un idéal pacifique. Ils refléteraient les changements ou résistances liés à la globalisation et à l'extension des NTIC. Pour les autres au contraire, c'est parce que notre société dépend de l'information en tant que ressource, facteur d'organisation et de désorganisation, que se produisent ces conflits. Ils sont au croisement de trois domaines. D'abord les stratégies géopolitiques ou militaires : toutes les méthodes visant en temps de guerre à surveiller, paralyser ou dissuader un adversaire, en temps de paix à contrôler ses perceptions et initiatives, et dans tous les cas à diriger l'opinion. Ensuite les dérives de l'économie, de la concurrence vers des activités d'agression, de prédation, de déstabilisation... Enfin, toutes les luttes liées aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, qu'elles aient des motivations militantes, ludiques, délictueuses.

De pareils phénomènes sont à la fois stratégiques, symboliques et techniques

Ils sont stratégiques : les groupes recourent aux ressources de leurs intelligences pour agir sur les autres via l'information qu'ils propagent, traitent, organisent, interdisent.

Ils sont symboliques : le symbolique ce sont les images, les croyances, les valeurs et les représentations que partagent les acteurs. Comme toute activité humaine, le conflit est régi par ces puissances invisibles, y compris sous les aspects d'utopies, idéologies ou mythologies. Leur force d'attraction ne diminue pas avec la sophistication des techniques, bien au contraire.

Ils sont techniques : les technologies autorisent (mais ne déterminent pas) les manifestations du conflit. De la même façon, elle modifient les rapports de pouvoir, de savoir ou de croire, les rapports avec l'espace et le temps d'une époque.

La citation Cdt.t Ralph Peters "Nous sommes entrés dans l'âge du conflit constant.. Jusqu'à maintenant l'Histoire a été une quête pour acquérir l'information. Aujourd'hui le défi est de gérer l'information. Ceux d'entre nous peuvent choisir, digérer, synthétiser et appliquer les connaissances adéquates gagneront –professionnellement, financièrement, politiquement, militairement et socialement" cité in A. Joxe *L'empire du chaos*

Le livre : Panoramiques n°52 *L'information c'est la guerre* éd. Corlet 2001

CONSPIRATIONNISME ou THÉORIES DE LA CONSPIRATION

Les théories de la conspiration expliquent les grands événements par l'action de puissants visant un but criminel de domination : riches, secte, race élue, agents soviétiques, société secrète, militaires félons, fachos, ordre clandestin, *illuminati* ou maîtres du monde... Les théories peuvent concerner un seul type de faits ("Elvis Presley est vivant" ou "les extraterrestres sont parmi nous"). Elles peuvent se développer en véritables explications de l'Histoire, sur le modèle (souvent inversé) du complot judéo-maçonnique chère à l'extrême-droite. Le *conspirationniste*, celui qui croit de telles assertions tend généralement à rendre sa théorie infalsifiable au sens scientifique. En effet, il la présente de telle façon qu'aucun argument empirique ne pourra jamais en démontrer la fausseté. Avec ingéniosité il peut expliquer que la hausse ou la baisse du baril de pétrole résultent d'un complot capitaliste pour asservir les peuples. Ou encore l'unanimité des scientifiques à condamner ses thèses lui offre une confirmation supplémentaire : la "science officielle" est complice. Là où les autres voient des faits souvent contradictoires, les conspirationnistes décèlent les signes d'une volonté et l'interprètent. Ils ont adopté ce que nous avons surnommé la "mentalité X files" : la vérité est ailleurs, la "thèse officielle" est systématiquement fausse. Aucun fait n'est innocent. De plus, il est stimulant d'imaginer des complots dont il faut découvrir les indices: voir le succès du livre "Da Vinci code".

Le conspirationnisme postule donc que tout ce qui nous inquiète résulte d'une action planifiée plutôt que de la volonté divine, des lois de l'Histoire ou, pire, du hasard. Il peut s'appliquer à des faits non expliqués ou mal expliqués (ainsi, s'il existe une foule de théories de la conspiration contradictoires pour expliquer l'assassinat de Kennedy, il est difficile de croire que Lee Harvey Oswald n'a pas agi seul et qu'il n'y a pas eu une vraie conspiration encore à démontrer). Mais plus généralement le conspirationnisme avance une explication d'autant plus attirante qu'elle contredit celle généralement acceptée. Par exemple il explique le 11 Septembre par un complot sioniste ou de militaires U.S. d'extrême-droite et non par le terrorisme. Soit encore, des faits que l'on croirait dus aux accidents ou à l'erreur humaine sont planifiés (lady Di a été assassinée, les affameurs bloquent l'arrivée du blé). seconde, Le conspirationnisme n'est pas (que) la rumeur même si la seconde relaie souvent le premier. Ce n'est pas non plus (ou pas seulement) une légende urbaine (ces histoires extraordinaires qui se répètent par bouche-à-oreille ou mail-à-mail). Le conspirationnisme est un mode de fonctionnement de l'esprit d'autant plus troublant qu'il ne peut pas avoir systématiquement tort : la mafia existe vraiment, il y a authentiquement des réseaux d'influence qui tente d'agir dans l'ombre...

La citation Sénateur Mc Carthy : "Comment expliquer notre situation actuelle sauf à croire que des hommes haut placés dans le gouvernement se concertent pour nous mener au désastre ? Ce doit être le résultat d'une grande conspiration à une telle échelle qu'elle excède tout exemple antérieur dans l'histoire de l'humanité" Déclaration faite pendant la "chasse aux sorcières" 1953

Le livre : Umberto Eco *Le pendule de Foucault* Livre de Poche 2000

CRISE

Crise est devenu une notion si englobante qu'il devient plus facile d'énumérer ce qui n'est pas en crise que ce qui l'est (de l'éducation ou des relations internationales, à la modernité et du logement à la filière bovine). La définition la plus générale qu'on puisse en donner est la rupture brusque d'un ordre considéré comme normal (considéré, car il n'y a, au final, rien de plus normal que d'aller de crise en crise). La crise c'est "l'imprévu comme d'habitude" : la rencontre de l'incertitude et du désordre. Elle est davantage que l'événement qui la provoque (souvent le désastre) et peut être facilement aggravée et pérennisée par une mauvaise gestion et une perception inexacte voire tout simplement par la panique. Ainsi les crises internationales reposent en large partie sur la représentation de dangers futurs, les crises informationnelles sur la perte de confiance dans les mécanismes de contrôle, les crises financières sur des comportements individuels de fuite du risque, même si ces comportement sont collectivement dommageables, ... Bref la crise est la perturbation d'un ordre supposé stable et prévisible, donc largement une affaire d'interprétation.

Naturelle (tremblement de terre), industrielle (de type Seveso), sanitaire (contamination), la crise devient aujourd'hui très vite médiatique, cognitive, crise des systèmes informationnels, crise de réputation, de fiabilité, de traçabilité, d'évaluation ou de publicité du risque, de conformité aux critères éthiques, politiques, sociaux ou écologiques. Ajoutons qu'elle peut être déclenchée et amplifiée par toutes sortes d'attaques informationnelles. De fait, toute crise est à la fois de communication et d'information. De communication parce qu'elle est immédiatement mise sous les projecteurs des médias, et que notre société obsédée par l'utopie du zéro-risque est ultrasensible à tout événement dramatisé (dont la crise est le cas paroxystique). C'est une crise d'information dans la mesure où elle résulte tantôt d'une information (vraie ou fausse) qui a été divulguée ou a été mal protégée, tantôt d'une information dont on découvre qu'elle faisait défaut au moment voulu ou encore d'un système d'information qui fonctionnait mal.

À rebours de ce que croyaient les prophètes de la "société de l'information", - les nouvelles technologies, à commencer par Internet, ne prémunissent pas contre les crises ; elles les multiplient. Internet favorise les rumeurs, le "pilori numérique" que constituent les sites ou forums agressifs, parodiques ou dénonciateurs, l'intoxication, la désinformation, la panique, l'attaque anonyme, bon marché, sans frontières.... Et surtout, la Toile est le royaume de l'urgence. Le temps représente un facteur crucial. Ceci va du "déli d'accès" qui paralyse une entreprise par le simple fait de la perte de temps, à la course de vitesse entre médias et versions des faits, du temps qui manque pour vérifier au gouffre de l'imprévisibilité future.

La citation Edgar Morin "Crise signifie indécision. C'est le moment où, en même temps qu'arrive une perturbation, surgissent des incertitudes"

Le livre : P. Lagadec et X. Guilhou *La fin du risque zéro* Eyrolles 2002

CULTURE

La notion peut aussi bien être réservée à quelques oeuvres particulièrement marquantes, s'appliquer aux objets les plus quotidiens et les plus triviaux, comprendre jusqu'aux croyances et aux habitudes qui gouvernent la vie de tous les jours. Pour les uns, la culture se borne pratiquement au programme lettres et philosophie du bac, pour d'autres elle inclut la façon de se moucher et de faire l'amour (tout ce qui est non naturel). Selon les cas, il s'agit d'un processus (le fait de cultiver), d'un état (celui d'un "esprit cultivé"), d'un domaine de la connaissance, de la qualification d'oeuvres et pratiques d'une certaine élévation, de l'ensemble des systèmes symboliques spécifiques d'une société, voire de ceux d'un groupe plus restreint

Culture longtemps fidèle à son étymologie latine, se réfère à l'idée d'une "mise en valeur" de l'esprit, voire d'un enrichissement de l'âme (*cultura animi*) puis en vient très tard à désigner les disciplines propres à engendrer, dans une perspective humaniste, des individus "cultivés". Ce ne sont pas nécessairement ceux qui possèdent certaines connaissances, mais ceux dont les talents et potentialités se sont enrichis au contact de ce que d'autres esprits avaient déjà étudié ou créé avant eux. D'où l'opposition entre œuvres appartenant au domaine de la culture ou de la haute culture et celles qui seraient seulement distractives.

Les historiens des idées s'accordent à voir dans la compréhension divergente des mots "culture" et "civilisation" de part et d'autre du Rhin un véritable drame historique européen : ainsi, au moment de la guerre de 14-18 la France a le sentiment de mener le combat universel de la "civilisation" contre la barbarie teutonne déguisée en *Kultur*; alors que l'Allemagne voit dans cette "Kultur" un principe spirituel, l'identité même d'un peuple, ce qu'il hérite et que menace la superficialité et le cosmopolitisme de la prétendue "civilisation" ..

S'ajoutera plus tard la confusion que crée l'emploi du mot culture par l'ethnologie et l'anthropologie anglo-saxonne en particulier. Pour elles relève de la culture tout ce qui touche aux moeurs, aux habitudes, règles, codes, ce qui détermine le comportement d'un individu, tout ce qui n'est pas strictement "naturel". Et donc tout ce qui caractérise un groupe par rapport à un autre.

Par un abus de langage, on en arrive enfin à parler de la culture-rock, de la culture d'entreprise, de la culture gay, de la culture d'une génération, d'un parti, etc..., ce qui désigne tout ce que les membres d'un groupe ont en commun: habitudes, goûts,...

Ce que l'on entend par culture ne se comprend souvent par ce qu'on lui oppose : qu'on en voie le contraire de l'inculture, le rempart contre la barbarie, la marque de l'acquis par rapport à l'inné, le fondement d'une identité collective par contraste avec l'universalité de la technique, ou encore la caractéristique d'une communauté par rapport à d'autres.

La citation Claude Lévy-Strauss "Toute culture peut être considérée comme un ensemble de systèmes symboliques au premier rang desquels se placent le langage, les règles matrimoniales, les rapports économiques, l'art, la science, la religion" *Sociologie et anthropologie* 1966

Le livre : Hannah Arendt *La crise de la culture*. Gallimard 1972

CYBERCULTURE

Existe-t-il une cyberculture ? En ce cas, elle se définirait moins par son contenu (le style, l'invention ou les valeurs esthétiques communes aux créations numériques, aux sites ou aux diverses formes de réalité virtuelle) que dans des pratiques comme la navigation ou l'hypertextualité (le fait de pouvoir "sauter" d'une page d'un site, à une autre à l'autre bout de la planète, par des liens)

Pour les technophiles le numérique nous libère des anciennes limites : temps, espace, rareté des savoirs ou messages, pesanteur des traces. Les technophobes, eux, ressentent comme autant de soumissions le fait d'être ainsi privés de médiations, de délai, de territoire au profit d'un monde illusoire. Le débat n'est pas nouveau : accroissement de nos capacités grâce à nos prothèses contre perte de notre autonomie au profit de nos créations, extériorisation de notre pensée contre invasion de notre Moi, abolition des obstacles contre perte de la distance nécessaire

Les premiers, tel Pierre Lévy inventeur du terme, plaident pour une "cyberculture". Celle-ci suppose une double virtualisation : celle des messages qui ne s'achèvent jamais et se renvoient les uns aux autres, et celle des mouvements des navigateurs qui circulent ainsi sans contrôle dans le cyberspace au gré de leurs libres connexions et de leurs regroupements. La cyberculture tendrait à l'Universel puisqu'elle viserait à englober tous les hommes et tout ce qu'ils se disent.

Le virtuel dépasserait alors les limitations de l'écriture qui fige le sens, le renferme dans le message et sépare l'émetteur du récepteur. Perte du centre, éclatement du sens en de multiples éléments, instables, éphémères mais toujours ouverts sur d'autres sont alors exaltés comme signes de cette nouvelle aventure.

La seule vraie question subsiste : une culture peut-elle se définir uniquement par un mode de traitement symbolique ? Certes, une culture n'est pas un stock d'œuvres de l'esprit ainsi labellisées par certains. Ses instruments de conservation et de renouvellement ne contribuent pas moins à la déterminer. Mais elle est aussi et avant tout un contenu, sélectionné, hiérarchisé, fixé, durable, un ensemble de significations que de nouveaux esprits peuvent s'approprier fut-ce pour s'y opposer, donc des formes prégnantes. La culture, ce n'est pas "ce qui reste quand on a tout oublié", mais elle sert aussi à oublier, à rejeter dans l'insignifiant ou dans l'inacceptable des formes esthétiques ou des idées au profit d'autres. La culture sélectionne ce qui sera transmissible entre tout ce qui est accessible. Elle fixe une limite entre un trop de stimulation et un trop de répétition. Ce serait un paradoxe que le caractère d'une culture soit de tout conserver, de ne rien discriminer, de confondre trace et événement, d'abolir la référence commune au profit du contact universel, de ne rien intégrer ou styliser mais de tout explorer. Si cyberculture il y a, elle est donc à inventer.

La citation P. Lévy "Le cyberspace n'engendre pas une culture de l'universel parce qu'il est partout en fait, mais parce que sa forme ou son idée impliquent en droit l'ensemble des êtres humains"

Le livre : Pierre Lévy *Cyberculture* Odile Jacob

CYBERESPACE ET INFOSPHERE

Le mot formé de la réunion de cybernétique et d'espace (*cyberspace* = *cybernetics*+*space* en anglais) apparaît en 1984 dans un livre de science-fiction, le *Neuromancien* de William Gibson. Il désigne "Une représentation graphique de données extraites des mémoires de tous les ordinateurs du système humain" Depuis, l'expression est entrée dans l'usage et sert à désigner le "monde" virtuel qui naît de la connexion des ordinateurs du monde entier échangeant des données. Il nous apparaît en effet comme un espace dans la mesure où nous avons l'impression de nous déplacer "dans" l'information, - par exemple en cliquant sur un lien hypertexte qui nous enverra du site A au site B suivant une proximité sémantique. Il en va de même en participant à un jeu électronique où nous déplaçons un personnage qui va dans plusieurs directions et y rencontre choses et événements nouveaux. Bref, tout se passe comme si nous nous projetions hors de nous-mêmes dans le nouvel espace-temps de la réalité virtuelle. Le cyberspace est en réalité à la fois celui des signaux électroniques circulant physiquement entre des ordinateurs et l'espace mathématique qui se traduit en images sur notre écran. Le tout représenterait à la fois la masse étonnante et toujours en croissance des connaissances humaines mais aussi une structure particulière où tout est directement ou indirectement relié à tout, puisque les informations se renvoient les unes aux autres.

La notion de cyberspace se confond largement avec Internet réseau de réseaux informatiques reposant sur le même protocole de communication (TCP/IP) avec le World Wide Web (dit aussi le Web ou la Toile) qui, lui-même n'est qu'une partie d'Internet. Certains emploient la notion d'infosphère. Ce serait la "sphère virtuelle des contenus numérisés issue de l'interconnexion de l'informatique, des télécommunications et des médias" selon le commissariat au Plan. D'autres étendent la notion au-delà du numérique pour désigner l'univers créé par l'ensemble des documents produits par les hommes. Cela recouvrirait la totalité des productions de l'esprit de notre espèce formulées de façon à les rendre communicable donc partageables par d'autres. L'idée est sans doute inspiré par celle de "noosphère" inventée par Teilhard de Chardin en 1947 pour désigner "l'enveloppe de substance pensante" que notre espèce a rajouté à sa biosphère. Ce serait donc le milieu des représentations produites par nos cerveaux, échangeables et dans lequel nous vivons au moins autant que dans notre milieu naturel.

Par ailleurs, le préfixe "cyber" se décline sous de nombreuses formes (cyber-commerce, cyber-guerre) pour désigner des pratiques liées aux technologies de l'information et de la communication dont cyberculture qui désignerait à la fois les productions intellectuelles rendues possibles par ces nouvelles technologies et le rapport que nous entretenons avec elle (intelligence collective, navigation dans le cyberspace...)

La citation : Luciano Floridi. "L'infosphère est aujourd'hui un milieu toujours plus étendu et pénétrant. L'humanité a désormais la capacité de passer la majeure partie de sa propre vie consciente et mentale en travaillant, en créant, en communiquant, en découvrant, en jouant, en commerçant et en interagissant presque exclusivement à l'intérieur de l'infosphère, en se déplaçant entre ses différentes régions" *Internet & Net Economy*, Il Sole 24-Ore Libri. 2002

Le livre : P. de Flichy *L'imaginaire d'Internet* La Découverte 2001

CYBERTERRORISME

Les juristes traitent de *cybercrimes* via Internet. Les techniciens cataloguent les méthodes délictueuses pour prélever, falsifier, contrôler ou détruire données ou systèmes informatiques. Elles vont du virus, au déni d'accès qui rend un site inutilisable par saturation.

Le *hacktivisme* sorte de *cybercontestation*, est aussi un phénomène avéré. Ses motivations idéologiques, dénonciation de Big Brother et de la mondialisation, ses formes sont bien connues. Les *hacktivistes* recourent au Réseau, soit pour mobiliser l'opinion par des actions spectaculaires, soit pour "punir" institutions ou entreprises. Cela va depuis le fait de modifier un site par un slogan rageur jusqu'à provoquer une faillite.

Par ailleurs, il est indéniable que des groupes terroristes communiquent ou font de la propagande via Internet.

Mais le *cyberterrorisme* ? L'idée est que le pays le plus puissant peut être mis à genoux par des attaques cybernétiques touchant ses systèmes de communication dépendants de l'informatique : financiers, électriques, distribution de l'eau, du gaz et de l'essence. Ce sabotage nouvelle manière pourrait toucher des infrastructures vitales et répandre le chaos dans la finance, la circulation aérienne, l'action de la police ou des services sanitaires... Seul problème : personne n'a jamais rencontré un *cyberterroriste*, sauf à considérer comme tels les internautes qui, s'en sont pris aux sites de l'OTAN, de l'U.S. Army, de Tsahal ou du Hamas, du gouvernement serbe, indien ... Sans grand dommage ni grand écho, d'ailleurs.

Les "avantages" théoriques du cyberterrorisme sont connus : anonymat, action à distance, faible coût, faible risque. Mais il y a des inconvénients. Le premier est la subsidiarité : une telle agression, pour avoir un impact plus important que quelques heures de désordre devrait préparer d'autres initiatives et atteindre simultanément les réseaux vitaux d'un pays. Ce type d'offensives semble plutôt destiné à relayer par un effet de désordre une violence à grande échelle. Il faut donc raisonner sur un scénario de science fiction : une offensive dont personne ne connaît l'efficacité, dont nul ne sait la valeur de menace ou de dissuasion, ou la possibilité de répétition, ni qui seraient vraiment les victimes. Ce ne sont pas de minces inconvénients pour le terrorisme qui suppose impact psychologique et force démonstrative. Autre limitation : impossible de revendiquer l'attentat, donc risque qu'il soit attribué à un autre. Et, pour le cyberterrorisme d'État, le danger d'être affecté par un désordre, bancaire par exemple, qu'il aurait déclenché.

Le cyberterrorisme pourrait pâtir de son défaut de visibilité, et de son déficit symbolique et spectaculaire. Les cadavres et cratères, plus leur image filmée, ont une valeur contagieuse. Un attentat qui s'en prend à des informations et à des bits numériques agit-il de la même façon et sur l'imaginaire de la victime et sur celui de l'auteur ? Le terrorisme a peut-être aussi besoin de corps pour prendre corps.

La citation Dorothy E. Denning : "*(le cyberterrorisme est) la convergence du cyberspace et du terrorisme. Le mot recouvre les opérations de piraterie informatique à motivation politique, destinées à provoquer de graves dommages, tels que pertes humaines ou dégâts économiques considérables.*"
Georgetown University

Le livre Virginie Vacca *Cyberterrorisme et infoguerre* CEIS 2004

CYCLE DU RENSEIGNEMENT

La notion de cycle du renseignement est issue du monde de l'espionnage, mais les démarches qu'elle recouvre peuvent se transposer dans un cadre civil. Ce "cycle" se divise en phases – quel que soit le nom qu'on leur donne – allant de la recherche à l'emploi de l'information pour la décision stratégique. Le processus commence donc par la définition des priorités de recherche, Il se poursuit par l'enchaînement des opérations au cours desquelles un acteur (le plus souvent un service étatique) oriente ses recherches, recueille les données, les analyse et les transmet aux responsables concernés pour les aider à prendre la bonne décision. Globalement ce cycle est destiné à "éclairer la réalité" au profit de ces décideurs dans une démarche volontariste. L'idée à retenir sous la diversité des désignations et des procédures est d'abord que "chercher l'information" ne consiste pas à accumuler des données mais à discerner les éléments signifiants et à les faire parvenir au point de décision.

Le processus est d'abord qualitatif et sélectif : il faut commencer par savoir ce que l'on a besoin de savoir. Ce besoin peut être déterminé par une hiérarchie de risques et opportunités ou par le projet de vérifier une hypothèse. Il doit se traduire par une demande claire et implique des choix puisqu'on ne peut pas tout savoir (et que vouloir trop savoir devient contre-productif si la décision est paralysée en attendant de "toutes les données"). Répondre à des questions n'est pas surveiller l'environnement.

Puis il faut savoir où savoir : identifier les sources utiles et aller obtenir l'information. Certes, à ce stade, il existe une différence entre le renseignement proprement dit qui est la quête active de l'information (y compris en employant des correspondants rémunérés, en accomplissant des démarches illégales, bref en espionnant) et la très honnête veille telle que la pratiquent les entreprises. Que ladite information soit ouverte et obtenue légalement, ou qu'il s'agisse d'une sulfureuse activité clandestine, change tout à la morale de la chose, mais rien à sa logique.

Suit la phase où l'on commence à savoir ce que l'on sait : l'analyse. Ceci suppose de qualifier la valeur des éléments recueillis, de les comparer, de les remettre dans leur contexte et d'en retirer la valeur significative. Analyser, c'est d'une certaine façon traduire : transformer le bruit de l'information dispersée, en ce qui fait sens. On nomme souvent "renseignement" tout court l'information ainsi traitée et synthétisée pour un décideur. Très souvent l'analyse doit aboutir à une anticipation

Vient enfin le stade où il s'agit de faire savoir : la diffusion, évidemment très sélective, de l'information. Le problème est alors que l'information juste parvienne au décideur en étant clairement interprétée et sans lasser son attention (trop d'avertissements tuent la vigilance). Le décideur peut à son tour formuler de nouvelles questions qui "relancent" le cycle de l'information.

La citation D. Lucas "Le cycle du renseignement est un cadre organisé. En nourrissant la réflexion, il permet d'éclairer la stratégie des dirigeants. En répondant aux questions que se posent les entreprises il est un instrument entre les mains des opérationnels"

Le livre : L. Hassid et N. Moinet *les PME face au défi de l'intelligence économique. Le renseignement sans complexe*. Dunod 1999

DÉSINFORMATION

La désinformation consiste à propager délibérément des informations fausses pour influencer une opinion et affaiblir un adversaire.

- “Propager” sous-entend un caractère public, souvent des médias et des vecteurs : comme la rumeur qui en est parfois le vecteur, la désinformation est faite pour être reprise.
- “Délibérément” demande au moins chez l’acteur la connaissance de sa finalité, même si les “repreneurs” et propagateurs de l’information peuvent être inconscients ou simplement aveuglés par leurs préjugés idéologiques.
- “Des informations” ce qui requiert qu’il s’agisse de relations de faits, de descriptions de la réalité, et non de simples jugements moraux ou opinions.
- “Fausses” implique que ce soient des affirmations contraires à la réalité ou recadrées de façon à en altérer l’interprétation. Il ne saurait s’agir de simple rhétorique ni d’exagération.

Le mensonge ici porte sur la réalité qu’il décrit (un fait faux), sur la personne ou l’appartenance de qui la rapporte (la désinformation prétend émaner de source non partisane) et, enfin, sur le but de son énonciation qui est de produire un dommage et non d’informer. Cela en fait une sorte de mensonge au cube. Cette stratégie agit indirectement contre quelqu’un et par le biais d’un intermédiaire (médias, opinion abusée), d’où un jeu à trois - initiateur, public, victime –qui peut faire appel à de véritables mises en scène ou à la construction d’une pseudo-réalité..

La désinformation est souvent une version politique de la diffamation au sens pénal : le fait d’attribuer faussement à quelqu’un un comportement honteux. Non seulement la désinformation dit rarement du bien de ses victimes, mais elle leur impute le plus souvent de noirs complots, le plus habile étant parfois d’accuser la victime d’être elle-même désinformatrice et de décrédibiliser tout ce qu’elle dira.

- La désinformation est faite “pour influencer une opinion” : imposer une croyance ou des attitudes à un public plutôt qu’une décision à un responsable, même si le premier n’empêche pas le second. Ce public peut être l’opinion adverse, celle des alliés, des neutres ou l’opinion internationale en général ; on peut viser les masses ou des cercles plus restreints. La première n’est possible que là où existe un espace public, avec débats et pluralité d’opinions et de connaissances.
- “Et affaiblir un adversaire” : la désinformation diminue les capacités offensives de *l’Autre*, soit en divisant l’autre camp, soit en l’inhibant moralement, en le désorganisant. Toujours négative, elle diffère de l’endoctrinement, dont la finalité est d’obtenir l’adhésion. Plus simplement encore, la désinformation accroît la confusion et le désordre. Elle est le contraire de ce que devrait être l’information au sens étymologique : information, mise en forme.

Paradoxe : Internet, en permettant à chacun de devenir éditeur presque sans contrôle et anonymement, a largement favorisé l’éclosion de la désinformation, notamment dans un cadre de guerre économique.

La citation Paul Virilio “Faute d’une nécessaire culture de la désinformation, du moins nous faudrait-il suivre le conseil du stoïcien antique recommandant à un ami de ne pas tout rapporter aux yeux et le mettant en garde contre le trop-plein du regard” *La machine de vision* 1988

Le livre : G. Durandin, *L’information, la désinformation et la réalité*, PUF, 1993

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans les années 1970, les premières inquiétudes écologiques se nourrissaient de projections terrifiantes, . Ainsi,celles du Club de Rome, anticipaient la croissance de la population, de la pollution et de l'activité économique et annonçaient pour un proche avenir un non moins inquiétant épuisement des matières premières et de l'énergie. Certains en concluaient à la nécessité de limiter la croissance, voire à la croissance zéro. Ce slogan inquiétait les pays du Sud peu désireux d'avoir à s'arrêter aux portes du paradis de la prospérité sans en avoir goûté les fruits.

En 1987, à l'occasion d'une réunion de l'ONU, le fameux rapport Brundtland lance l'idée du développement durable (certains préfèrent "soutenable", c'est-à-dire qui pourrait être supporté par l'environnement sur le long terme). Un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs Il s'agit donc d'établir un compromis entre maintenant et demain, Nord et Sud, pérennité et justice, intégrité de l'environnement présent et besoins des générations à venir, souci du bien-être et de l'égalité, sécurité et efficacité, croissance et absence de destruction irréversible. Bref, cette stratégie de réconciliation préconise la gestion prudente des ressources non renouvelables –le capital naturel– conciliable avec la plus grande prospérité possible. D'où un impératif très en phase avec l'esprit du temps: réduire les risque et les effets de la puissance. La notion de développement durable se retrouve en arrière-plan de beaucoup d'idées : principe de précaution, gouvernance globale, fossé nord-sud.

Sauf à adhérer au principe "après moi le déluge", ou, à moins, au contraire, de prôner la "décroissance durable", tels certains écologistes partisans d'une réduction urgente de la consommation, quantitativement (mais, ajoutent-ils, pas qualitativement), il est difficile de s'opposer au développement durable. Le problème commence avec son interprétation. Les uns en retirent une vision quantitative et utilitariste de l'économie (croissance de la production et progrès continu), mais corrigée d'une raisonnable prudence, et du respect des équilibres. Les plus optimistes voient même un avantage concurrentiel dans l'adoption de ces stratégies. Les autres déduisent du principe de précaution une justification de tous les modèles alternatifs. Surtout le projet de la durabilité suppose un arbitrage entre la rationalité économique classique (maximiser production et profits) et le souci écologique et éthique. De même, elle implique de résoudre des conflits d'intérêts qui ne sont pas seulement entre générations vivantes et à venir, mais aussi entre acteurs du présent, notamment les États. Il se pourrait donc que le développement durable ne soit qu'une façon de redécouvrir un des plus vieux problèmes de la philosophie politique : celui de l'intérêt général.

La citation Rapport Bruntland "Pour répondre aux besoins essentiels, il faut réaliser tout le potentiel de croissance ; le développement soutenable nécessite de toute évidence la croissance économique là où ces besoins ne sont pas satisfaits. Ailleurs développemtn et croissance économique sont compatibles, à condition que le contenu de celle-ci respecte les principes que sont la soutenabilité et la non-exploitation d'autrui" 1992

Le livre : R. Passet, *L'économie et le vivant*, Payot 1979

DIPLOMATIE PUBLIQUE

Officiellement c'est l'action visant à "promouvoir l'intérêt national des États-Unis par la compréhension, l'information et l'influence des publics étrangers". Les cercles dirigeants US sont persuadés d'avoir gagné la guerre froide en grande partie sur le plan culturel et idéologique, mais ils ont désormais peur de perdre la guerre face au terrorisme s'ils ne parviennent à gagner "les cœurs et les esprits. D'où le retour à la diplomatie publique.

Les néo-conservateurs se sont surtout juré de ne plus rééditer les erreurs des années Clinton : compter sur l'exemple de la prospérité et la mondialisation heureuse pour répandre les valeurs américaines à travers la planète. Pour le dire autrement ils sont obsédés par la question posée le 11 Septembre : «Comment se fait-il qu'un pays qui a inventé Hollywood et Madison Avenue ne sache pas répandre une meilleure image hors frontières ?»

Le but avoué est d'exporter sa culture ou sa vision du monde autant que de convaincre de la légitimité de ses buts. Pareille ambition renvoie aux expériences du passé et à l'après-guerre. Via le *Congrès pour la Liberté Culturelle*, la CIA, dont on oublie qu'elle a inventé la guerre culturelle, subventionnait indistinctement les traductions de Malraux ou Orwell, le jazz ou Stravinski, quand elle ne favorisait pas l'*action painting* de Jackson Pollock comme antidote au réalisme socialiste. Mais l'idéologie est une chose trop sérieuse pour être confiée aux espions.

L'USIA (*U.S. Information Agency*), établie en 1953 par Eisenhower, a vite assumé cette responsabilité pour toute la guerre froide. Outre ses nombreux programmes d'échange pour les élites étrangères (Giscard d'Estaing et Margaret Thatcher en bénéficièrent en leur jeune temps) l'action de l'U.S.IA est surtout illustrée par la *Voix de l'Amérique*, *Radio Europe Libre* et autres programmes qui eurent un impact indéniable sur les pays socialistes soumis au monopole de l'information.

Après une période de turbulence bureaucratique, l'USIA fut rattachée au Département d'État en 1999 et plutôt négligée. Dès le lendemain du 11 Septembre, elle est revenue au premier plan. Il existe actuellement un sous-secrétariat d'État à la Diplomatie Publique orienté vers la reconquête du monde musulman.

Elle s'appuie largement sur la diffusion radio et télévision. À la *Voix de l'Amérique* et autres *Radio Asie Libre*, se sont ajoutées *radio Sawa* et *radio Farda* ainsi que *Middle East Television*, concurrente supposée de l'incontrôlable al Jazira mais aussitôt discréditée dans le monde arabe par l'origine de ses fonds.

Visiblement, il ne s'agit plus de montrer le mode de vie américain de façon attractive (c'était une stratégie de guerre froide et les feuilletons télévisés s'en chargent), il s'agit de réorienter le monde islamique. Et, dans tous les cas de répandre une culture dite démocratique pour assécher les sources de la haine terroriste (dans la phraséologie néo-conservatrice, l'ennemi est rituellement désigné comme «les extrémistes qui haïssent la liberté»). Une tâche immense à en juger par la progression de l'antiaméricanisme dans le monde.

La citation Irving Krisol : "De grandes nations dont l'identité est idéologique comme l'Union Soviétique d'hier et les États-Unis d'aujourd'hui ont inévitablement des intérêts idéologiques outre leurs intérêts matériels".

Le livre : Frances Stonor Saunders *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre Froide culturelle*, Denoël 2003

DOMINANCE INFORMATIONNELLE

En un sens initial, " infodominance " ou dominance informationnelle, est un néologisme d'origine militaire désignant un avantage tactique, opérationnel. Il se réfère surtout aux moyens techniques de connaître le champ de bataille et de plonger l'*Autre* dans le brouillard, donc à une différence de savoir entre adversaires. Dans ce schéma, l'un des antagonistes doté de sa haute technologie possède, omniscience et ubiquité ; l'autre, exposé partout, ne sachant plus rien, paralysé par le désordre est traqué plutôt que combattu au sens propre.

Du moins en théorie ! Car la pratique révèle les limitations de cette vision D'une part, cette perspective confond agir sur les choses et agir sur les gens. L'adversaire n'est pas long à découvrir les failles des systèmes technologiques : une vulnérabilité dans un modèle technique repérée par un attaquant est vite connue dans des système de monoculture technique. Ou encore, par des tactiques de perturbation, telles que leurres, faux signaux, dissimulation, il peut affoler des systèmes ultra sophistiqués, Le faible, le petit, le souple, le rapide, le rustique, le clandestin se réadapte très vite et surprend les grosses machines coûteuses par des stratégies asymétriques.

En un second sens, plus géostratégique, " infodominance " désigne un objectif économique et politique: la gestion du monde par et pour les technologies de l'information. Par ces technologies dans la mesure où la puissance d'une nation est censée reposer davantage sur sa capacité de diriger des flux d'information et de savoir que sur la possession de territoires. Pour ces technologies, puisqu'il s'agit de mener la planète vers le paradis de la société de l'information, comme les marxistes voulaient la mener à la société sans classe. Il ne s'agit plus, à ce stade, du gain d'un avantage dans le conflit, mais de la transformation des règles du conflit, voire de l'abolition du conflit.

Le concept se transpose dans le domaines civil et économique La dominance informationnelle devient synonyme de propagation d'une vision du monde à travers la standardisation et le contrôle des moyens de communication, passage à la société de l'information peut être envisagé dans la perspective d'un nouveau déterminisme historique : une sorte de sens de l'Histoire mènerait naturellement à ce stade celui que personnifie l'hyperpuissance, son économie, sa technologie et son mode de vie. Sous réserve qu'elle puisse "formater la globalisation" ("*shape the globalization*" comme on disait dans les années Clinton). Cette thèse s'est révélée fautive parce que les réactions à la globalisation de type terrorisme et jihadisme dissipent cette illusion technicienne et optimiste, mais aussi dans la mesure où le contrôle des moyens de communication est illusoire. Il se heurte au caractère proliférant de ces moyens de communication (phénomène des télévisions arabes jouant le rôle d'anti-CNN par exemple) mais aussi aux résistances culturelles.

La citation : Ph. Baumard "*L'information dominance ...* postule que le contrôle global des infrastructures et des flux d'information permet d'atteindre une dominance globale des économies et des politiques. Cette conception naïve méprise le fossé qui sépare le contrôle de l'information de la formation des jugements et des croyances, aussi bien chez les décideurs que dans l'opinion" *la guerre cognitive* 2002

Le livre : C. Harbulot et al., *La guerre cognitive*, Lavauzelle 2002

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Que la connaissance ait une valeur semble évident. Elle est désirable puisqu'elle sert à quelque chose. Ce quelque chose peut être de réaliser une performance, une action qui n'était pas possible auparavant ou pas aussi facilement. Ainsi, telle formule d'une molécule permet désormais de guérir telle maladie. La connaissance est également désirable à mesure ce qu'elle nous fait : ainsi la compréhension de telle théorie nous rendra, pensons-nous, plus savants, plus conscients de la beauté, du sens ou de la complexité du monde. Elle nous rend meilleurs ou plus heureux en somme. Le problème commence quand nous voulons mesurer cette valeur surtout en termes monétaires. Or, nous vivons à la fois dans une société où la production de connaissances nouvelles (ou la gestion intelligente des connaissances préexistantes) est le premier facteur de puissance et de prospérité, mais aussi dans monde de l'échange et de la circulation où tout se monnaie. Les travaux sur l'économie de la connaissance mettent en avant les avantages de sa production et de sa diffusion en termes de gain de productivité, ou de cohésion sociale.

Mais la connaissance est immatérielle et d'autant plus facilement appropriable par celui qui ne l'a pas produite qu'elle peut être codifiée. Plus elle est formalisée (facile à résumer en suite d'instructions ou en informations susceptibles de figurer sur un document) et plus elle est facile à stocker, traiter et transporter (une facilité qui augmente avec les NTIC et le code numérique), bref, plus il suffit d'un simple cerveau pour se l'approprier, plus il est difficile d'en conserver l'exclusivité. Même les stratégies sophistiquées du secret ne servent qu'à gagner un temps d'avance dans le monopole savoir qui sera finalement diffusé et dont le taux d'accroissement et de renouvellement (donc d'obsolescence) est une des caractéristiques.

Par ailleurs, la connaissance ne s'use pas si l'on s'en sert. Le même récepteur peut l'employer plusieurs fois et la répandre à son tour ;sa nature n'est pas changée par son nombre d'utilisateurs, entendez par le nombre de ceux qui la possèdent. Cet emploi est sans rapport avec le coût d'ailleurs très difficile à mesurer de sa production : coût financier bien sûr (frais de Recherche et Développement par exemple) mais aussi coût humain ou coût collectif (l'excellence du système d'éducation d'un pays, p.e.).

Enfin, la connaissance est plus un bien de production que de consommation: elle est productrice de connaissances qui s'appuieront sur ses acquis pour se développer à leur tour. Ce qui a été découvert par l'un d'entre nous deviendra tôt ou tard non seulement le bien de tous, et participe du mouvement d'accroissement exponentiel de la somme des connaissances accessibles. Ce qui ne contribue pas non plus à en faciliter l'appréhension uniquement chiffrée ou économique. Ces caractéristiques (les "externalités de la connaissance" en termes savants) font de son économie le domaine des stratégies collectives, mais aussi également offensives, tant est forte la tentation de "tricher".

La citation : Sommet de l'union européenne à Lisbonne en 2000 "Devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique, capable d'une croissance économique durable..."

Le livre : D. Foray *L'économie de la connaissance*, La Découverte 2000

EMPIRE

Le terme est souvent utilisé comme synonyme d'hyperpuissance, d'hégémonie ou de volonté de dominer, et presque toujours à propos des U.S.A. Chez certains, ce vocable se nourrit de réminiscences léninistes : l'impérialisme comme tendance structurelle du capitalisme à poursuivre le développement cumulatif de la production par l'asservissement de nouvelles zones de ressources et de marchés. La nation d'Empire ainsi généreusement employée suppose la simple prédominance d'une Nation sur les autres et leur exploitation. Or l'Empire n'est pas seulement une puissance qui obtient d'autres États richesses, soutien ou obéissance par contrainte ou influence. C'est une entité spécifique, non un mode d'expansion. Historiquement, la forme de l'Empire (romain byzantin, austro-hongrois...) suppose un centre d'autorité fédérant diverses nationalités au nom d'un principe supérieur, et éventuellement ayant vocation à y intégrer l'ensemble des peuples. C'est l'inverse de l'État-Nation fondé sur la souveraineté d'un peuple, lié à un territoire, caractères qui n'empêchent en aucune façon ledit État de s'emparer de colonies ou de dominer ses voisins.

L'emploi du mot Empire à propos de l'Amérique n'est pas le privilège de ses seuls adversaires, ni forcément une injure, ni même de gauche. Dès le début du XX^e siècle un courant d'impérialisme "progressiste" s'affirme aux U.S.A. ; il vise à rendre le monde plus démocratique (traduisez : plus semblable à eux). Dans cette perspective puissance, défense de ses intérêts ou marchés américains ne sont pas inconciliables avec l'expansion de la démocratie. Au contraire l'Amérique a vocation à représenter un modèle universel. Les néo-conservateurs actuels se sont ralliés à l'idée d'un Empire "bienveillant" et d'un destin "manifeste" des U.S.A. Leur hégémonie se justifierait par leur mission de propagation de la liberté, mais aussi par la nécessité de protéger le monde de périls comme le terrorisme et l'islamisme. Ces nouveaux impérialistes sans complexe se voient comme des "wilsoniens" musclés, par allusion au président de la première guerre mondiale qui voulait faire du monde "un lieu sûr pour la démocratie".

Dans les années 70, Raymond Aron avouait son embarras à définir la "République impériale" américaine, sans colonies, oscillant entre repli et conquête. Aujourd'hui, la difficulté est plutôt de distinguer entre nationalisme américain (un nationalisme de crainte orienté par le besoin de faire du monde un lieu sûr pour l'Amérique) et globalisation.

Le best-seller altermondialiste de Hardt et Negri, *Empire* utilise le concept pour désigner un processus de régulation de la globalisation qui implique le déclin de la souveraineté et des États Nations. Ainsi, le présent Empire en voie de constitution serait presque le contraire d'impérialisme traditionnel : il se penserait comme fin de l'Histoire et avènement d'un ordre indépassable. Il ne laisserait aux U.S.A qu'un rôle, certes privilégié, de pièce majeur d'un dispositif qui n'aurait plus de centre ou de capitale.

La citation P. Sloterdijk "L'Europe sera le séminaire où les gens apprennent à réfléchir après l'Empire" *Si l'Europe s'éveille*, 2003

Le livre : Anatol Lieven *Le nouveau nationalisme européen* J.C. Lattès 2005

ÉTHIQUE

S'il fallait à toute force trouver une différence entre morale et éthique, il faudrait mettre la première serait du côté de la loi et des normes qui régissent la conduite, la seconde (au-delà du sens de la discipline philosophique qui étudie la morale) ressortissant plutôt à l'attitude ou au désir de produire le Bien. Cette acception plus individualiste et plus orientée sur le "souci" éthique (davantage en tout cas que sur l'espérance de récompenses dans un autre monde ou sur l'obéissance à un dieu) prédomine: éthique évoque davantage la bonne volonté et de l'estime de soi que la discipline et l'obéissance. Les prescriptions morales varient suivant les époques ou les latitudes : elles peuvent recommander ici de tuer un homme qui vous a mal regardé, là d'arriver vierge au mariage, ailleurs de ne pas écouter de musique ou de ne pas écraser un moucheron. En revanche la référence obsessionnelle que fait notre époque à l'éthique mérite examen.

L'éthique dominante s'orientent sur l'accomplissement de soi et sur le principe général de respect et tolérance (ne faire de mal ni à la nature ni aux autres hommes, n'exercer aucune violence ni discrimination...). Quitte à contredire le caractère ascétique, rigoriste, traditionnel, austère, contraignant qui était associé au mot morale.

Ce discours est omniprésent dans l'espace public : de la bioéthique à la charité spectacle, du perpétuel appel à la solidarité à la référence constante aux "autorités morales", de la prolifération des codes déontologiques aux prescriptions sécuritaires et hygiénistes qui régissent notre façon de nous alimenter, de ne pas fumer, de ne pas polluer... Politique et économique se réfèrent à une finalité éthique, par nature supérieure. Certains ajoutent qu'à long terme le respect de l'éthique est générateur de consensus donc plus efficace que la force en politique. Et d'autres qu'il est économiquement rentable. Tel est le discours de l'entreprise "responsable et éthique" bardée de normes et de certifications, débordante de bonne volonté. La thématique de la responsabilité (faire que les conséquences de ses actes contribuent le moins possible au mal du monde) l'emporte sur celle du devoir pur. L'impératif éthique (être solidaire et respectueux) et l'impératif économique (être rentable) restreignent le champ du politique voué à faciliter la production des biens et la réalisation du Bien. Par ailleurs ce grand retour de la morale (au moins comme discours public) s'appuie sur la multiplication des droits : l'éthique consisterait alors non dans le respect d'interdits qui concrétiseraient une loi divine ou naturelle, que dans le constat de droits inhérents aux différents sujets : les individus, la Nature, les communautés humaines... L'éthique peut ainsi coexister avec la permissivité dans le domaine des mœurs et le culte du bonheur, ce qui choque le moraliste à l'ancienne, mais fonctionne parfaitement comme système de motivation de l'individu postmoderne.

La citation G. Lipovetsky "Il y a peu nos sociétés s'électrisaient à l'idée de libération individuelle et collective, la morale étant assimilée au pharisaïsme autant qu'à la répression bourgeoise. Cette phase a vécu : tandis que l'éthique retrouve ses lettres de noblesse, une nouvelle culture est en place qui n'entretient plus que le culte de l'efficacité et de régulations sages, de la réussite et de la protection morale : il n'est plus d'utopie que morale..."

-Le livre G. Lipovetsky *le crépuscule du devoir. L'éthique indolore des nouveaux temps démocratiques* NRF 1992

ÉVÉNEMENT

L'événement : ce qui advient, des faits qui se produisent et qui surprennent. Ces faits ne sont pas nécessairement fortuits comme l'accident ou la catastrophe, mais ils font contraste avec le cours ordinaire des choses et posent une énigme à notre besoin d'explication. Il n'y a donc pas d'événement en soi mais événement pour quelqu'un qui lui confère ce statut à mesure de l'importance, de sa nouveauté et de la signification qu'il lui attribue. L'expression "faire événement", entrée dans l'usage, elle désigne le processus par lequel un fait prend une dimension supérieure, et mérite analyse, réflexion voire jugement de valeur éthico-politique.

Du coup, le statut de l'événement dépend largement de celui des médias dominant d'une époque qui le construisent le sélectionnent et le recyclent. D'où quelques paradoxes :

- Les médias ne transcrivent plus l'événement, souvent ils le suscitent : en Somalie on a vu l'U.S. Army programmer des guerres humanitaires sur rendez-vous avec les grands médias, mais y renoncer dès que les caméras saisissent une scène non prévue par le scénario : des boys morts, des indigènes bêtement mitraillés. Dans la vie civile une bonne part des événements qui nous sont rapportés, sans être nécessairement faux, sont imaginés, préparés, mis en scène, précisément pour être vus. Dès les années 60, Daniel Boorstin pressentait ce qu'il nommait les pseudo-événements produits pour être reproduits et donc commentés.
- La principale fonction des médias – dans l'attente supposée d'événements – est de dire qu'ils sont là et qu'il n'y a rien à dire, sinon que la planète entière vibre de la même émotion et partage la même attente. L'absence d'information ne fait pas obstacle à la communication. Au contraire. Et la réaction à un fait (telle l'émotion planétaire face à une catastrophe) peut devenir à son tour événement ou fait de société donnant lieu à commentaire en boucle.
- L'événement médiatisé tend de plus en plus à interpeller le destinataire, le public, c'est-à-dire à lui demander implicitement de prendre parti par une émotion ou un jugement moral. "Réagissez, vous êtes concernés..."
- La partie vaut le tout, l'individu la Cause, l'exemple l'explication. Un témoignage de victime, une mort filmée, une bavure condamnent un camp. D'où la tentation du trucage. De l'image un peu esthétisée et un peu posée pour complaire aux goûts de la presse jusqu'à la pure et simple mise en scène, en passant par les images mal légendées, mal montées ou hors contexte s'ouvre le champ miné qui sépare l'erreur de bonne foi de la totale manipulation. Mais surtout l'attention médiatique portée à ce qui est décrété "événement" tend à donner un statut exemplaire à tout et n'importe quoi. Ce qui ne facilite ni le travail de réflexion, ni la prise de distance par rapport à l'immédiat.

La question n'est donc pas tant – ou pas seulement – que les événements rapportés par les médias soient vrais ou faux, il est de comprendre en fonction de quelle grammaire ils ont été choisis, mis en scène (avec une temporalité, un début, un développement, une fin), interprétés, investis...

La citation: G. Borradori "Un événement nous expose à une situation face à laquelle nous sommes incapables de nous approprier complètement ce qui se passe. L'une des caractéristiques de l'événement est son caractère absolument imprévisible car ce qui ne peut se prévoir ne peut non plus s'expliquer entièrement" in *Le "concept" de 11 Septembre* Galilée 2004

Le livre : D. Boorstin *L'image* Julliard 1963

GESTION DE CRISE

La notion de gestion des crise – appliquée aussi bien dans les relations internationales que dans les affaires - suppose que, le risque zéro étant un mythe, il faille se doter de méthodes et structures les plus adaptées pour maîtriser au mieux les crises pendant, mais aussi avant et après.

En amont, la gestion de crise commence par sa détection. Elle repose souvent sur de signaux faibles et doit se faire quand il est psychologiquement difficile de reconnaître sa montée. Une telle gestion suppose aussi des tâches de surveillance prévention, et préparation. Les premières comprennent l'analyse périodique de la situation dont ses propres faiblesses et vulnérabilités, l'entretien des réseaux "capteurs" de signaux d'alerte, l'identification des facteurs déclenchants. Les secondes exigent la fixation de priorités, l'établissement de scénarios et l'élaboration de procédures de réaction rapide. La préparation, enfin, est à la fois logistique, financière, communicationnelle, organisationnelles (création de cellules de crise par exemple) et surtout culturelle et morale (apprendre à faire face à l'imprévisible).

Pendant la crise la tâche paradoxale de "gestion" - paradoxale puisque par définition l'entreprise ou l'institution fonctionne hors ou à rebours de ses règles habituelles, entre surprise permanente et anticipation de l'imprévisible-recouvre de nombreuses tâches. Citons : l'évaluation des causes des dégâts, de leur ampleur et de leur durabilité, une anticipation raisonnable du développement de la crise, l'identification des facteurs positifs (remèdes, alliés, ressources, opportunités), la fixation de priorités d'action, la collecte de renseignements, la communication de crise et la logistique. Cette phase est aussi celle du réajustement permanent des hypothèses et solution, de la réévaluation des options et de l'adaptation aux contraintes de temps, d'information imparfaite, de moyens disponibles mais aussi aux réactions des autres. La compréhension de la façon dont les différents acteurs (y compris au sein de l'organisme en crise) se représentent et vivent la situation n'est pas le facteur le moins important. D'autant que, qui dit crise dit souvent négociation en période défavorable. L'auto-examen ou l'auto-correction, la coordination interne (communicants, logisticiens, direction, acteurs sur le terrain, experts), la capacité d'éviter les erreurs dès le début, ne sont pas non plus les pré-requis les plus faciles à assurer.

L'après-crise n'est pas non plus à laisser au hasard : la sortie de crise et la réactivation des mécanismes habituels, le facteur confiance, les impacts financiers, juridiques, médiatiques ou autres de la crise, et surtout l'apprentissage des leçons de la période de rupture et éventuellement la réécriture des scénarios, des plans de crise et des programmes de formation et vérification.

La gestion de crise suppose donc pour principale qualité la capacité d'apprendre non à prévoir l'imprévisible, mais à s'y adapter et à en exploiter les potentialités.

La citation M. van Creveld "Il n'y a pas de succès possible – ou même concevable – qui ne soit basé sur l'aptitude à tolérer l'incertitude, à l'intégrer dans ses raisonnements et à l'utiliser" *La transformation de la guerre* 1998

Le livre : C. Roux-Dufort *Décider et gérer en situation de crise* Dunod 2003

GESTION DES CONNAISSANCES

Plus connue sous l'anglicisme *knowledge management*, voire par l'acronyme KM, la gestion des connaissances recouvre l'ensemble des techniques visant à faire le meilleur usage possible des savoirs dans une organisation, et en particulier une entreprise. Ils sont de plusieurs sortes :

- acquis à l'extérieur, par exemple par une pratique judicieuse de l'intelligence économique et doivent aboutir à la bonne personne au bon moment
- informations plus ou moins formalisées (sous forme de document p.e.) qui sont disponibles au sein de l'organisation mais ne sont pas forcément connus de lad bonne personne ou sont mal exploités (retours d'expérience, bonnes pratiques..)
- savoirs informels ou tacites ou savoir-faire d'individus ou de groupes (communautés de pratique). Ces connaissances peuvent se perdre lorsqu'ils disparaissent – par exemple du fait de la retraite – . Ceux qui possèdent ces compétences n'ont souvent pas pu ou pas eu l'occasion de les consigner

Il s'agit donc tout à la fois de favoriser la création de connaissances, de les capitaliser, de les rendre disponibles à l'endroit juste et au moment juste et de valoriser au sens le plus large tout un patrimoine immatériel. Ceci suppose à la fois une gestion de données, plus une synergie entre les groupes et les individus composant l'organisation (dont souvent aucun ne peut disposer de tout le savoir à lui seul) plus des méthodes d'encouragement à la créativité et à la capitalisation et au partage de l'expérience et de la connaissance. Donc une bonne documentation, sa répartition intelligente et une utilisation des compétences. La vogue du KM dans les années 90, est marquée par la prolifération du mot, de théories, d'experts et agences de conseil, de logiciels destinés à faire de façon sophistiquée et automatisée ce qui semble après tout le bon sens même. Tout cela reflète, outre un effet de mode difficile à nier, un double phénomène : le sentiment croissant de la valeur des actifs immatériels nécessaire pour faire face à un environnement changeant de plus en plus vite, et le risque de surinformation encouragé par les facilités technologiques

Quant à la pratique du KM, elle a souvent suscité, outre un jargon compliqué la création d'outils informatiques : systèmes et logiciels destinés à explorer, classer et conserver de vastes bases de données, représentations graphiques ou cartographiques de la connaissance ainsi acquise, programmes censés faciliter la décision ou systèmes experts de solution de problèmes..., plus, bien entendu, tous les systèmes de circulation et répartition des connaissances.

Mais la gestion de la connaissance suppose aussi et surtout des pratiques permettant à une organisation de devenir "partageuse" et apprenante. Par ailleurs, sans s'hypnotiser sur le caractère cumulatif de la gestion de connaissances, ou de les considérer seulement comme des ressources à exploiter, il est souvent nécessaire d'insister sur l'aspect stratégique et culturel: les réseaux humains et leur attitude.

La citation : Ronald Laing "Si je ne sais pas ce que je sais, je peux penser que je ne sais rien" *Nœuds* 1971

Le livre : R. Dieng et al. *Méthodes pour la gestion des connaissances* Dunod 2002

GOVERNANCE

Le gouvernement est une institution qui exerce un pouvoir dont il est simple dépositaire, et qui émane de l'État. La notion de "gouvernance" est, elle, issue du monde de l'entreprise : la "*corporate governance*". Cet ensemble de mécanismes plus ou moins explicites régissent les rapports entre dirigeants et actionnaires et doivent réduire frictions et pertes. Ils consistent souvent de "bonnes habitudes" ou principes, et supposent davantage d'équilibre pratique des pouvoirs plus que de normes formalisées. Gouvernance évoque donc à la fois efficacité et coopération ou négociation entre les acteurs agissant dans un but commun. L'idée de gouvernance semble s'opposer celle de hiérarchie ou d'autorité (au sens de capacité d'obtenir une obéissance au nom d'un facteur moral ou symbolique). La gouvernance est présentée par ses promoteurs comme moderne, pragmatique et volontaire. Ils parlent aussi de gouvernance de projet à propos des conditions de réussite : bonne circulation de l'information et coopération entre les acteurs

Puis le terme s'est étendu à la sphère politique : les organisations internationales l'ont remis à la mode dans les années 80. Elles ont commencé à prôner la "bonne gouvernance" ou une "gouvernance globale". L'expression recouvre alors les critères d'honnêteté, de bonne gestion, de contrôle des gouvernés sur les actes des gouvernants, voire une tendance à résoudre pacifiquement les conflits qui doivent régir la vie politique. C'est à de tels critères que doivent se soumettre des États pour recevoir certaines aides, ou pour être intégrés à l'Union Européenne "Gouvernance" suppose transparence et refus des rapports de force, pour ne pas dire marché, communication et démocratie à l'occidentale. L'emploi du mot est tout sauf innocent. Il suggère un système de régulation d'interdépendances, un mode de fonctionnement et d'adaptation au changement ; et mille sortes de notions descriptives et assez molles, et fait l'impasse sur les rapports de conflit ou de pouvoir. La "gouvernance" fait apparaître la décision comme quelque chose qui advient naturellement, comme la résultante d'une multitude de micro-actions : cogestion, codirection où chacun participerait à un degré ou à un autre. Du coup l'autorité disparaît au profit des autonomies et du consensus. Le mot décrit plutôt le comment ce devrait être qu'il n'explique le pourquoi cela est.

Par ailleurs, il efface la différence entre relations contractuelles, intérêt général, pouvoir, légitimité et domination au sein d'une catégorie générale. La gouvernance est souvent qualifiée de "mondiale" et reflétant les interdépendances liées à la globalisation, ce qui est présumer que les gouvernements sont largement dépossédés de leurs compétences au profit des organisations internationales et de la société civile. C'est ce qui la rend si commode et permet au libéral de l'employer comme à l'altermondialiste, à Pierre d'y voir le synonyme de démocratie participative et à Paul de comprendre gestion rigoureuse.

La citation Commission spéciale des Nations Unies "(la gouvernance globale) est la somme des pratiques par lesquelles individus et institutions tant privées que publiques gèrent leur affaires communes. C'est un processus continu par lequel les conflits d'intérêts peuvent être surmontés et une démarche coopérative mise en œuvre".

Le livre : *Livre blanc de la gouvernance européenne*, Commission des communautés européennes 2001

GUERRE (sens classique)

Longtemps, la guerre, même menée hors du cadre étatique (guerre civile, guérilla...), a supposé trois conditions minimales:

- **Des outils** spécifiques, les armes. Elles agissent sur les gens et non sur les choses. De l'arme naît la possibilité d'administrer la mort collective. De la mort organisée, la notion d'ennemi. Combattu non pour ce qu'il est personnellement ou pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il représente et pour ses appartenances, l'ennemi polarise la notion de guerre.
- Des **collectivités organisées**. Au sens strict, la guerre ne saurait être privée (même si elle peut satisfaire les intérêts particuliers du Prince ou des marchands de canon) : le combattant se reconnaît comme membre d'une communauté qui dispose de sa vie et lui confère le droit de la retirer à une certaine catégorie d'hommes (les ennemis) sans commettre un crime.. Même le guérillero sans uniforme évoque une collectivité de référence, "le peuple en armes". Même le professionnel froid (comme le mercenaire) se rattache à son corps des soldats de fortune. Ces appartenances s'inscrivent dans une continuité (sinon c'est une bataille). Il faut donc entretenir ce lien à travers le temps.
- Un but spécifique : **la victoire**. Elle commande la paix, et suppose soit la disparition physique de l'ennemi, soit qu'il renonce à ses revendications en se rendant, soit enfin qu'il s'établisse un compromis, un traité, qualifié à juste titre de semi victoire. La stratégie dispose des moyens violents contre une autre intelligence et une autre volonté. Mais elle agit en vue d'un ordre stable: telle province reviendra à tel peuple, telle autorité politique disparaîtra, La victoire est un discours à la postérité que le vaincu ne pourra plus contredire.

De multiples notions découlent ou découlaient des séparations :

- militaire qui combat, politique qui le commande et civil qui subit la guerre
- belligérants et neutres
- front et arrière
- période de guerre et période de paix

Par ailleurs, tout un édifice philosophique définissait des guerres justes (par leur objet ou leur nécessité) et des guerres injustes et dans leur principe et dans leur déroulement. L'idée générale qui articulait cet édifice intellectuel était celui d'une certaine symétrie entre les adversaires. Ceci est particulièrement évident dans la notion d'ennemi juste – celui qui est juste un ennemi et non un criminel absolu - donc avec qui une paix et une réconciliation seront possible demain. L'ennemi juste est juste un ennemi..

Toutes ces notions, et pas seulement celle de guerre ritualisée avec déclaration, pourparlers, lois de la guerre, sont actuellement balayées par plusieurs phénomènes : l'explosion de formes de violences incontrôlables, la conviction de l'Occident qu'il ne fait pas la guerre mais châtie des criminels. Il se persuade d'en avoir d'autres ennemis que ceux du genre humain et la tendance générale de la guerre la pousse à devenir "hors limites", c'est-à-dire à englober toutes sortes de moyens non militaires.

La citation Clausewitz "La guerre n'est rien d'autre qu'un duel à une vaste échelle. La guerre est donc un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. La guerre est un conflit de grands intérêts réglé par le sang et c'est seulement en cela qu'elle diffère des autres conflits." *De la guerre*

Le livre : Qia Liang et Wang Xiangsui *La guerre hors limites* Payot 2003

GUERRE DE L'IMAGE

Toute guerre suppose le recours à des images. Elle mobilise des symboles de la Nation ou de la communauté et produit souvent des représentations esthétisées qui exaltent les héros d'un camp, leurs morts et leurs victoires (monuments, cénotaphes, tableaux martiaux...). La propagande au vingtième siècle mobilisa des images réalistes, depuis des photos truquées jusqu'aux films de fiction, pour incarner les symboles du Bien et du Mal et pour entraîner les foules.

Pourtant la notion de "guerre de l'image" est surtout liée à la télévision. Après le Vietnam, les stratèges se U.S. se persuadent qu'ils ont perdu la guerre parce que le public U.S. a été démoralisé par les photos des victimes emblématiques de la guerre (comme une petite fille sous le napalm) ou par les séquences réalistes des boys périssant au loin. Les médias permettent désormais à l'arrière de constater *de visu* que la guerre, cela sert d'abord à faire des morts. D'où l'idée que la guerre de l'image sera l'art de montrer ou de cacher les bons morts et les bonnes victimes.

La première guerre du Golfe – surabondance de moyens télévisés permettant de suivre les événements en *live* mais avec zéro mort visible –, la guerre du Kosovo – où les caméras se concentrent sur la souffrance des réfugiés et transforment la guerre en opération humanitaire –, les opérations en Somalie – une sanglante bavure filmée entraînant le retrait des Etats-Unis –, autant de nouvelles étapes. Dans tous les conflits actuels qu'il s'agisse de la seconde Intifada, du 11 Septembre ou de l'Irak, la lutte des armes se double d'une lutte pour contrôler les images de la souffrance et de la mort. Aux méthodes occidentales plus ou moins contraignantes visant à obtenir une image "propre" sans dégâts collatéraux s'oppose une stratégie de perturbation de type terroriste : cassettes testaments de kamikazes ou exécutions filmées et diffusées sur Internet. La guerre de l'image devient la lutte pour imposer face à l'adversaire des images ayant une forte charge émotive et symbolique à commencer par celles des sévices à la prison d'Abou Graïbh. Cette guerre se déroule sans frontières, à la fois sur la Toile et sur les écrans de télévision. Il est désormais de plus en plus difficile de contrôler les images sur son propre territoire. Quant au champ de bataille international, la rivalité entre les télévisions américaines par satellite de type CNN et les télévisions dites "arabes" comme al Jazira laisse présager d'autres affrontements.

La citation M. Mc Luhan "Les guerres chaudes du passé se faisaient au moyen d'armes qui abattaient l'ennemi homme par homme. Même les guerres idéologiques consistaient au XVIII^e et XIX^e siècle à convaincre les individus un par un d'adopter un nouveau point de vue. La persuasion électrique par la photographie, le cinéma et la télévision consiste, au contraire, à plonger des populations tout entières dans une nouvelle imagerie" *Pour comprendre les médias* 1968

Le livre : F.B. Huyghe *Écran/ennemi*, 00h00.com 2002

GUERRE DE L'INFORMATION

Les stratèges, les spécialistes de l'intelligence économique ou les gourous des nouvelles technologies emploient des mots inquiétants, souvent précédés de "cyber" ou "hyper" ou "info" : cyberterrorisme, hypercompétitivité, cyberguerre, infodominance... Tous ces termes renvoient à l'idée de "guerre de l'information" dite aussi infoguerre. Celle-ci consiste pour une part à dérober, détruire, pervertir l'information, qu'il s'agisse de connaissances intellectuelles ou de données informatiques. Le but est de provoquer un dommage, de handicaper l'adversaire afin de gagner une hégémonie. Le conflit informationnel se place au croisement de trois domaines. D'abord géopolitiques ou militaires : toutes les méthodes visant en temps de guerre à surveiller, paralyser ou dissuader un adversaire, en temps de paix à contrôler ses perceptions et initiatives, et dans tous les cas à diriger l'opinion. Ensuite, les dérives de l'économie, et surtout de la nouvelle économie, de la concurrence vers des activités d'agression, de prédation, de déstabilisation. Enfin, toutes les luttes liées aux NTIC, qu'elles aient des motivations militantes, ludiques, délictueuses.

On parle souvent de la guerre "par, pour et contre" l'information. Par l'information : en produisant des messages efficaces – qu'il s'agisse de transmettre des instructions ou de rallier des partisans – mais aussi en fabriquant des virus informatiques ou en gérant au mieux un savoir supérieur à celui de l'adversaire. Bref, l'information utilisée d'une certaine façon se transforme en arme ou en facteur de supériorité. Pour l'information : il s'agit, cette fois de l'acquérir comme on s'empare d'une richesse. Il est évident qu'il y a avantage à percer les secrets de l'autre, à se procurer certains renseignements pertinents sur ses intentions, sur l'environnement : peu importe alors que la lutte se déroule sur le champ de bataille ou qu'elle vise à gagner des marchés ... Quant au "contre l'information", il est la conséquence des deux premiers. Il faut s'attendre fort logiquement à ce que l'autre lutte lui aussi "par l'information", ... Il faut donc prévoir des boucliers pour se protéger aussi bien contre une cyber-attaque, que contre un bruit propagé par la presse ou contre un stratagème.

Il serait tout aussi juste de dire que le conflit fait apparaître les informations comme

- désirables (des bases de données, des images satellite, des codes d'accès, bref des renseignements qu'il faut acquérir),
- comme vulnérables (des logiciels, des mémoires, des sites, des réseaux, les informations ou vecteurs d'information qui peuvent être faussés)
- et comme redoutables (des virus, des rumeurs, bref toute dont la propagation est favorable à un camp et nuisible à l'autre).

La citation : Alvin et Heidi Toffler, "Le savoir est désormais la ressource centrale de la destructivité, de même qu'il est la ressource centrale de la productivité".
Guerre et contre-guerre 1994

Le livre : Panoramiques n°52 *L'information c'est la guerre* éd. Corlet

GUERRE ÉCONOMIQUE

Le concurrent n'est pas l'ennemi. : la "vraie " guerre tue de "vrais " gens tandis que l'affrontement économique, si féroce qu'il soit, reste limité dans ses moyens et dans ses objectifs. "Guerre économique " reste donc une image, même si dans cette guerre comme dans la vraie, on recourt aux mêmes procédés, notamment de lutte par l'information. Mais là encore si les techniques se ressemblent (espionner, déstabiliser, décrédibiliser...), leur finalité n'est pas la même. Dans une vraie guerre la propagande et la désinformation visent une collectivité identifiée à ses croyances et à ses symboles. L'ennemi est assimilé une catégorie : le capitalisme, le bolchevisme, les Serbes, les Arabes, les Boches. La guerre de l'information consiste alors souvent alors en imputations de crimes et mensonges, en démonstration de la perversion foncière de l'ennemi ou des principes qu'il incarne. Le registre reste limité : complots, trahisons et atrocités en tous genres. Et, corollairement, exaltation de son identité, affirmation que "Dieu marche avec nous ",

La guerre de l'information économique n'a pas, en principe, cette ambition "pédagogique". Elle cherche souvent à gagner un avantage indu sur le concurrent, au plus à lui infliger un handicap, pas à lui imposer une volonté politique. Elle le combat pour ce qu'il a, pas pour ce qu'il est.

Il n'est pas rare, dans cette perspective de décrédibiliser une marque ou une activité commerciale. Mais l'offensive reste dans le registre du futur et du probable : manque de fiabilité financière d'une entreprise, dangerosité de ses produits, accidents ou épidémies, péril écologique ou sanitaire. Il subsiste une différence fondamentale entre le fait de prétendre qu'une marque ou un produit ne respectent pas les règles universelles de salubrité, de précaution, et celui de diaboliser tel peuple ou telle idéologie.

Pour le dire autrement, la concurrence économique mobilise de plus en plus des techniques dites de guerre de l'information, exactement comme la stratégie politique et militaire, voire terroriste, peut recourir à des procédés de type sabotage informatique, intoxication, détournement de flux financiers ou rumeur sur la Toile. Ainsi, un système d'interception des messages comme Echelon, d'abord destiné à surveiller les Soviétiques pendant la guerre froide s'est reconverti dans la "guerre économique " ou dans la guerre antiterroriste. Il y a donc partage des moyens ou des techniques, qu'elles soient "capacitantes " (tout ce qui met en mesure de faire ce que l'adversaire ou le concurrent ne peut pas faire) ou agressives (celles qui affaiblissent cet adversaire, en atteignant son moral, sa coordination ou son image). Pour autant, attaquer la réputation d'une firme ou lui voler un marché par des procédés assimilables à l'espionnage n'est pas combattre un ennemi.

La citation C. Harbulot : "Le passage de l'ancienne à la nouvelle économie modifie la nature des affrontements économiques et concurrentiels pour une raison essentielle : l'attaque par l'information coûte moins cher et a plus d'effets immédiats que l'attaque par les méthodes de renseignement traditionnel... La dimension de l'échiquier n'est plus la même car Internet introduit l'échelle planétaire dans la diffusion des messages" in *Pouvoir d'entreprise* été 2000

Le livre : D. Fonvielle., *De la guerre économique* P.U.F., 2002

HUMANITAIRE

Apparaît d'abord un adjectif dont le sens est proche de "philanthropique" et souvent accolé à des organisations non gouvernementales. Ainsi la Croix Rouge fondée au XIX^e siècle et qui se donne pour but de soigner toutes les victimes dans les guerres entre États agit au nom de la commune humanité qui nous rapproche de notre semblable et nous enjoint de l'aider. Cette notion de compassion solidaire est comme une version laïque de la vertu de charité. Puis dans la période des grandes désillusions idéologiques, les dernières décennies du XX^e siècle, avec la prolifération et la montée en puissance des ONG, l'humanitaire devient un domaine de l'activité internationale : on travaille "dans l'humanitaire" comme on rentre en politique. L'idéal, aider les hommes au nom de notre plus petit commun dénominateur –notre capacité à imaginer leur souffrance et à y compatir– devient un idéologie minimale : il faut diminuer le mal fait à ce corps, ici et maintenant. Elle remplace des utopies maximalistes et leurs lendemains qui chantent. Elle permet, comme dans le cas de réaction au tsunami asiatique de 2004, de se convaincre à peu de frais de l'émergence d'une conscience planétaire. L'humanitaire ainsi substantifié devient vite un impératif pour le politique, enclin, soit par conviction soit pour complaire aux médias, à lancer des opérations humanitaires, à créer des couloirs humanitaires ou à soulager des crises humanitaires. Avec l'avantage annexe qu'être toujours du côté des victimes, peut servir de politique de substitution : la "diplomatie humanitaire", théoriquement neutre, intervenant en cas de catastrophe mais aussi de conflit infra-étatique (guérilla) permet aussi de sauter par-dessus l'obstacle de l'État Nation. Et favorise des influences.

Un pas de plus est franchi avec la revendication d'un "droit d'ingérence humanitaire" qui, au nom de l'urgence et de l'horreur, récuse principe de souveraineté. Il fait obligation à la communauté internationale de mener éventuellement des guerres pour sauver des vies comme au Kosovo en 1999. Avec pour second paradoxe d'aboutir au bout de quelques années à ce qu'il était censé empêcher : un État mono-ethnique de fait. Le "souci humanitaire", avec la bonne gouvernance, le marché, la société de l'information, et la démocratie représentative fait désormais partie du programme d'élargissement (*enlargement*) du modèle occidental. Sans céder aux facilités du soupçon idéologique (l'humanitaire instrumentalisé ou alibi) rappelons que les promoteurs de la guerre en Irak, dont les néo-conservateurs, défendent le principe de la guerre "préemptive" : intervenir avant qu'il soit trop tard contre des États détenteurs supposés d'armes de destruction massive, amis présumés du terrorisme et ennemis avérés des droits de l'homme. Ces guerres menées au nom de ceux que l'on bombarde – pour les délivrer de leurs tyrans – se réclament de façon explicite des principes humanitaires.

La citation C. Rufin (Action contre la Faim) "Le rêve humanitaire accompagne le lent cheminement de pensée du public occidental. L'espoir, d'abord placé dans l'au-delà de la vie éternelle, puis dans la réforme de cette terre, gît maintenant dans l'espace immédiat du sublunaire, dans ce que nous voyons, qui est ici et aujourd'hui" ¹¹

Le livre : Jean-Christophe Rufin, *Le piège Quand l'aide humanitaire remplace la guerre*, J.C. Lattès 1986

IDÉOLOGIE (Propagation de l')

Qu'elle s'exprime sous forme d'un lourd traité ou d'un bref slogan, l'idéologie, ce sont des propositions explications et prescriptions relatives au monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être. Ces idées relient qui les adoptent et les opposent à d'autres (une idéologie est toujours une pensée contre).

De plus, adopter c'est adapter. La translation des idées n'est pas un mécanisme binaire : je crois / je ne crois pas. Elle implique participation. L'idéologie me change : je n'interprète plus le monde suivant les mêmes grilles. Mais je change l'idéologie : comme partisan, j'en donne ma version, comme membre d'une communauté nouvelle, je contribue à ses évolutions et à ses succès. La "demande" idéologique détermine aussi le marché des idées. De ce point de vue, la définition –plutôt de droite – de l'idéologie comme fumées et rêveries, et celle –plutôt de gauche – comme "conscience fautive", traduction des intérêts d'un groupe en discours justificateur, ne rendent guère compte du comment.

La propagation de l'idéologie suppose des médiateurs et des vecteurs. Dans nos sociétés, cela s'appelle des intellectuels et des médias même si la famille, l'armée, le syndicat, le milieu social transmettent les idéologies, au même titre qu'ils *inculturent*.

Intellectuels et médias ont un rapport plus essentiel avec l'idéologie : leur fonction est de lutter pour occuper l'attention des citoyens. Leur raison d'être de leur apprendre à juger le monde. Là où des appareils de transmission plus "lourds", institutions, Église, armée instillent l'ensemble des préjugés d'une population donnée (la *doxa* chère aux sciences sociales), les médias et les intellectuels réagissent à l'événement quotidien et le l'insèrent dans des cadres explicatifs. À l'instant donné, ils jugent et tranchent, conjuguant l'idéologie au présent. Du moins dans nos sociétés.

L'idée que, par nature, le premier est critique, voire qu'il est un clerc voué au service des valeurs universelles, au détriment de ses intérêts temporels et de ceux de sa communauté pareille idée est fautive. Tout comme sa représentation symétrique du "chien de garde", alibi de l'ordre établi. L'intellectuel ne se caractérise pas par la production d'idées - justes ou fautes, délirantes ou utiles, généreuses ou hypocrites -, mais par la volonté de les traduire dans la réalité via l'opinion. Il prétend intervenir sur le cours des choses par la seule publication de son jugement.

De la même façon, il est naïf de réduire les médias au rôle de fourriers de l'idéologie dominante). D'abord pareille affirmation est tautologique : si une idée dominante ne dominait pas les médias que dominerait-elle ? Ensuite parce que c'est plus que simplificateur : médias amplifient aussi des changements et mettent en valeur des contradictions et des dissidences.

La citation H. Arendt "Une idéologie est précisément ce que son nom indique : elle est la logique d'une idée.... L'émancipation de la pensée à l'égard de l'expérience" Le système totalitaire

Le livre Baechler J. , *Qu'est-ce que l'idéologie ?* Gallimard, 1976

IMAGES RUMORALES

Image rumorale : ce néologisme désigne les images qui circulent sur Internet et qui se repassent d'internaute à internaute. Suivant le cas, elles représentent un touriste posant au sommet d'une des *Twin Towers* quelques secondes avant l'attentat du 11 Septembre, l'image du diable dans la fumée de l'incendie quelques minutes après... Bush en situation ridicule, un animal géant, un accident incroyable, une disparue retrouvée...

Comme la rumeur tout court, celle qui circule de bouche-à-oreille- ces photos racontent quelque chose qui a à voir avec le sexe, l'argent, de supposés complots des puissants, les extra-terrestres, les monstres, le surnaturel mais aussi des dangers cachés, des aliments empoisonnés, des enlèvements d'enfants... Ces images sont présentées comme rares, souvent comme des preuves réfutant une version officielle. Dans tous les cas ils n'émanent pas des grands médias, mais de circuits parallèles : pour celui qui les reçoit il est donc valorisant de les retransmettre.

Un seul internaute peut renvoyer une image à des dizaines d'autres d'un seul clic, le suivant reprenant l'image ou le texte en l'accompagnant le cas échéant de modifications ou d'un commentaire qui en modifie l'interprétation (par exemple un internaute peut présenter comme douteuse une image qu'il a reçue comme authentique...). Comme pour les autres e-rumeurs, il est souvent très difficile de comprendre le but de celui qui a initié le processus : gag, recherche esthétique ou technique (faire le plus beau trucage, faire croire au canular le plus énorme le maximum de gens), dénonciation politique, déstabilisation d'une entreprise, délire mystique, manie du complot...

Ces images - forcément numériques - sont-elles truquées ? Pas forcément. Certaines photos assument même avec humour leur volonté de détournement. Il existe même des images rumorales dessinées, reprenant le principe du détournement de publicité. D'autres prétendent simplement être surprenantes ou pourraient constituer de simples photographies d'art. mais, dans tous les cas, l'image rumorale rappelle qu'Internet, loin de mener à la société du savoir ouvre les autoroutes de l'incertitude.

Leur prolifération reflète surtout un phénomène technique : alors que le trucage d'une photographie argentique était un procédé relativement difficile et plus ou moins décelable, avec l'image numérique et un logiciel accessible à tous, chacun peut réaliser sa propre image truquée et surtout la diffuser dans le monde entier ; le succès ne dépendra de la réceptivité des internautes. Ceci rejoint une tendance plus générale : il est de plus en plus difficile de contrôler la prolifération d'images – vraies ou fausses – hors de tous les circuits médiatiques ou officiels, qu'il s'agisse d'un canular ou des authentiques images de sévices à Abou Graibh.

La citation : P. Virilio "Faute d'une nécessaire culture de la désinformation, du moins nous faudrait-il suivre le conseil du stoïcien antique recommandant à un ami de ne pas tout rapporter aux yeux et le mettant en garde contre le trop-plein du regard" *La machine de vision*

Le livre : P.Froissart *La rumeur histoire et fantasmes* Belin 2004

INCERTITUDE

Si l'imprévisibilité est la caractéristique des événements dont nous ignorons s'ils se produiront, et quand et comment, l'incertitude est la situation caractéristique de qui ne dispose pas d'éléments de calculs qui lui permettent de trancher à coup sûr avant d'agir. Autrement dit, c'est la situation la plus normale qui soit et nous la vivons quotidiennement. C'est une évidence que connaissent bien les stratèges, puisque le plus célèbre d'entre eux, Clausewitz, disait déjà que la guerre est faite de brouillard et de friction. Le premier résulte de la méconnaissance incompressible de facteurs comme les plans de l'ennemi, les difficultés de l'environnement ou le comportement des hommes, la seconde de tous les changements qui s'introduiront entre les plans que l'on conçoit et leur exécution réelle : mille petits hasards, retards, imperfections..., dont l'addition transforme en chaos la construction intellectuelle la mieux planifiée. Et, bien sûr, l'accumulation d'information ou des capacités de traitement supérieures ne réduisent pas l'incertitude ; parfois elle augmente à proportion de la puissance de calcul ou de la puissance tout court.

Voir la façon dont les dizaines de milliards de dollars dépensés les U.S.A. en "intelligence", ses satellites, ses ordinateurs et l'incroyable accumulation de matière grise à Washington aboutit à des erreurs comme la non-anticipation du 11 Septembre ou la mauvaise planification de la guerre d'Irak après la victoire.

La fin du vingtième siècle et le début du suivant n'ont pas été marquées par une "montée" particulière des incertitudes (comparativement, la chute de l'Empire romain, les grandes pestes ou les invasions mongoles n'étaient pas non plus des situations d'une clarté aveuglante pour leur contemporain), en revanche nous avons vécu avec une intensité particulière la révélation de deux phénomènes.

Le premier est la persistance de l'aléa ou de l'accident au cœur de nos systèmes techniques comme le montre l'explosion d'une navette spatiale ou métropole hypermoderne en panne de courant. Et ceci nous paraît d'autant plus scandaleux que nous pensons réduire l'incertitude vécue (donc le risque) par le progrès de la technique et par la mutualisation du risque grâce à l'assurance et à la solidarité de l'État providence.

Le second, phénomène est la révélation de conséquences inconnues d'innovations techniques. Ainsi le développement du transport aérien ou celui des transfusions sanguines favorisant la propagation du virus HIV ou la rationalisation de l'alimentation du bétail répandant le prion et l'épidémie de vache folle. Le changement mental qui en a résulté se traduit notamment le succès de l'impératif de précaution. Cette montée des incertitudes (y compris celles qui découlent des avancées scientifiques ou des inventions et avancées futures) entraîne un double danger : la paralysie de la décision (quand on prévoit tout, on n'ose rien), ou la négligence des facteurs cruciaux (si tout est incertain, on ne prépare rien).

La citation Anthony Giddens "Le vieux postulat des Lumières suivant lequel la connaissance réduit progressivement l'incertitude cède le pas à la notion selon laquelle c'est la production de connaissance qui est génératrice d'incertitude. Une bonne partie de l'incertitude du monde provient de la connaissance, pas de l'ignorance" (*New Statesmans Oct 1997*)

Le livre T. Ferenczi (dir.), *De quoi sommes-nous responsables ?* Le Monde-Édition, 1997

INDUSTRIES CULTURELLES

Le débat agitant l'Amérique des années 50 (sous l'influence des intellectuels allemands dits "critiques " de l'école de Francfort). Il était à la mode dans les années 70 où l'on ne parlait qu'aliénation, société du spectacle, idéologie invisible, totalitarisme doux et manipulation des masses. Il revient régulièrement, par exemple à propos des la télé-réalité. Il porte sur les effets d'une culture, et fabriquée de façon standardisée pour être consommée par le plus grand nombre, oubliée renouvelée.

Ce n'est ni l'ancienne culture populaire présumée authentique, ni la culture "cultivée " des élites (qui vont au musée et au concert, se piquent de goût et de critique...). Comment la nommer ? Les premiers critiques parlaient de culture de masse, notion trop vague. Cela évoque des productions imaginaires ou intellectuelles aux normes supposées de délectation du consommateur moyen (donc un contenu destiné à plaire à un public indifférencié). Mais la notion renvoie aussi au mode de production de ces contenus : à une certaine époque, la technologie a permis de diffuser des messages à un nombre potentiellement illimité de destinataires générant un des plus importants secteurs de la vie économique. En ce cas sa critique se confond quasiment avec celle des mass media Enfin, culture de masse évoque l'idée d'une culture qui "massifie ", donc dont une des fonctions serait de contribuer à produire des individus eux-mêmes standardisés, de leur imposer des goûts et des habitudes, de contribuer à en faire des consommateurs euphoriques et satisfaits de leur sort. La culture de masse se définirait donc par ses effets plus que par sa qualité ou sa fabrication.

Autour de la notion d'industries culturelles, qui finalement a été préférée à la précédente, s'est donc développée toute une littérature par ceux qu'Umberto Eco a surnommé les "apocalyptiques ", les critiques qui sont persuadés que les médias ne "véhiculent " pas seulement une idéologie qui, globalement se satisfait du monde tel qu'il est, mais qu'ils "sont " l'idéologie : celle du spectateur passif d'un monde imaginaire, réduit à manifester ou pas sa satisfaction de ce qu'il ingurgite. L'idéologie serait donc surtout répandue par la fiction ou les œuvres distrayantes. Passivité des spectateurs, imaginaire réduit à des stéréotypes, "invasion " du Moi par un flux de sons et d'images interdisant toute distance critique, détournement des désirs des consommateurs s'identifiant à une existence rêvée conforme aux besoins du système économique : il n'y a pratiquement aucun reproche qui n'ait été adressé aux industries culturelles. Ces reproches mêlent mépris "aristocratique " d'une culture vulgaire et crainte "gauchisante "qu'elle n'empêche les masses de se révolter. Des réflexions plus fines comme celle d'Edgar Morin soulignent la tension ou contradiction entre le caractère "industriel " de cette culture et la nature imprévisible, individuelle, changeante et inconsciente de ce dont elle se nourrit : l'imaginaire.

La citation: E ; Morin "selon les cas ou les conditions, on peut concevoir que, d'un point de vue sociologique, la culture de masse soit opère une division imaginaire et constitue une fabrique de rêves, soit au contraire intègre au sein de la société des mythes et des idées-forces. En général, la culture de masse joue à la fois l'un et l'autre rôle, ce qui en fait une authentique culture, au sens ethno-sociologique du terme "

INFLUENCE

L'influence – art de faire vouloir à autrui ce que vous voulez – suppose une action indirecte sur les perceptions et les évaluations de cet autrui. Ce processus passe par l'image que l'on émet, par le message que l'on propage, par les vecteurs et réseaux que l'on mobilise.

L'influence prestige fonctionne en suscitant (délibérément ou pas) le désir d'imitation que ce soit l'adolescent qui s'efforce de ressembler à ses idoles, ou le “suiveur” de la mode qui désire chercher à faire partie d'une élite. Mais le modèle s'applique également en géopolitique. Ainsi la diplomatie de la France a tendance à faire confiance au prestige de sa langue, de sa culture, et de son titre de patrie des droits de l'homme, tandis que les Américains insistent souvent sur le “*soft power*”, sur la capacité d'attraction de leur prospérité, de leurs médias et de leur mode de vie pour amener d'autres populations à désirer ce que veulent les U.S.A.

Quand l'influence est envisagée comme “propagation”, comme capacité de faire adopter un point de vue à travers les messages et représentations, le processus se confond largement avec celui de la persuasion. Encore faut-il préciser qu'influencer c'est plus qu'amener un individu ou un groupe à accepter un énoncé de fait - X lave plus blanc - ou un impératif - votez machin. L'influence joue plus sur les codes ou les cadres que sur les contenus, plus sur les critères du choix en général que sur le choix particulier, et davantage sur le formatage des esprits que sur le bourrage des crânes.

Reste enfin le recours aux réseaux d'influence. Qu'elle se manifeste par le misérable “trafic d'influence” qui réprime le code pénal, par le lobbying ou par de grandes opérations de mobilisation de l'opinion internationale elle présuppose des capacités que ne permet pas une organisation hiérarchique ou formaliste. L'influence obéit à deux principes qui en font un art tout de pratique : précision et coordination. L'efficacité de l'influence naît d'abord du sens du lieu et du temps, de la façon d'évaluer les potentialités ou les résistances, puis d'appliquer le minimum de pression pour obtenir le plus grand effet. Mais elle suppose aussi la capacité de trouver des alliés, de faire converger des forces, de travailler pour les mêmes objectifs jusqu'à exercer une véritable emprise morale ou intellectuelle sur les décideurs ou la population. C'est par exemple un domaine où excellent le mouvement altermondialiste : il tient sur la scène internationale une place sans commune mesure avec une puissance politique au sens classique (nombre d'électeurs par exemple)

Une véritable influence combine un rayonnement, une rhétorique capable plus que de persuader, de faire partager un point de vue à l'influencé, et enfin, un certain rapport influent/influencé qui passe souvent par l'établissement d'alliances et de réseaux. Toute groupe d'influence efficace repose sur l'emploi des trois, qu'il s'agisse du Vatican ou du journal Le Monde, de Greenpeace ou de la Mafia.

La citation Gérard Chaliand “Les politiques d'influence sont de l'ordre des stratégies indirectes. A une époque où celles des actions directes sont de plus en plus rares et bridées pour les Etats industriels démocratiques, ... elles constituent des vecteurs subtils, plus ou moins feutrés, pour conforter des positions économiques, politiques et culturelles” www.diploweb.com

Le livre : L. François et al *Business sous influence* Ed. Organisation 2004

INFORMATION

Le mot “information ” recouvre plusieurs sortes de réalités :

- des données, c'est-à-dire des traces matérielles stockées quelque part, depuis une stèle de pierre jusqu'à des cristaux de silicone dans un disque dur. Elles perpétuent des signes (mots, images, sons, bits électroniques). Les données perdurent à travers le temps
- des messages, c'est-à-dire, de l'information en mouvement. Elle est destinée à un récepteur capable de l'interpréter, et de la distinguer comme signifiante d'entre tous les signaux qu'il reçoit. Les messages circulent à travers l'espace et s'adressent à quelqu'un
- des savoirs, c'est-à-dire de l'information, interprétée et mise en relation avec d'autres informations, dans un contexte et faisant sens. Les connaissances sont produites par le cerveau de quelqu'un
- des programmes, depuis le code génétique jusqu'à un logiciel, qui contiennent des instructions destinées à un agent matériel. Les programmes “font ” virtuellement quelque chose.

On peut dire plus généralement que l'information est une différence qui engendre des différences : cela signifie qu'elle doit a) émerger d'un fond ou d'un bruit, donc pouvoir se distinguer b) susciter une réaction qualitative chez celui qui la reçoit et l'interprète, que cette réaction soit la compréhension d'un sens ou un simple état émotif.

L'information comme catégorie générale est l'incessant processus de passage entre des données, des messages, des connaissances et des programmes. Or, dans l'usage courant, et suivant le contexte le même mot, information, désigne

- son contenu (ce en quoi elle renseigne et innove),
- son acquisition (le fait d'être informé),
- son mode de circulation (les moyens par lesquels elle parvient),
- sa mesure (comme lorsque l'on parle de gigabits d'information)
- et le résultat attendu (le fait de “mettre en forme”, conformément à l'étymologie).

De là trois ambiguïtés. D'abord elle qui porte sur le rapport entre données et connaissance. Il est évident que la disponibilité de données, ou les instruments qui en permettent le stockage, le traitement, le transport, ne garantit pas un savoir (une représentation organisée de la réalité, la rendant plus intelligible, donc l'assimilation de l'information mise en relation avec les autres informations que l'on possède). Or savoir consiste aussi à éliminer, hiérarchiser, classer les données accessibles, non à les accumuler.

Une autre ambiguïté porte sur les rapports entre information et communication. Il y a une certaine contradiction entre information, nouveauté demandant un effort et la communication comme effusion ou communion.

Une troisième ambiguïté porte sur réduction de l'incertitude et réduction du conflit. C'est l'idée fort ancienne que les affrontements résultent d'une ignorance et qu'une véritable connaissance d'autrui mènerait à la réduction des hostilités. Le téléphonographe, le cinématographe ou le dirigeable ont suscité autant de discours prophétiques et optimistes avant 14-18, que le Web 2.0

La citation N. Wiener "Information est un nom pour désigner le contenu de ce qui est échangé avec le monde extérieur à mesure que nous nous y adaptons et que nous lui appliquons les résultats de notre adaptation" *Cybernétique et société* 1954

Le livre : D. Bounoux . *Sciences de l'information et de la communication*, Larousse, 1993

INFOSTRATÉGIE

L'infostratégie, un néologisme que nous proposons est l'étude des conflits (modalités, occurrences, motivations et finalités...) liés aux systèmes de transmission et communication caractéristiques de la société dite de l'information. Le champ de cette discipline à inventer serait celui des changements régissant les rapports entre conflit et information

En effet, les nouvelles technologies ont bouleversé les conditions

- du faire-savoir - avec la constitution de méga-archives numériques et des réseaux informatiques
- du faire-percevoir - avec à la fois des instruments de surveillance omniprésents, le cyberspace et les réalités virtuelles -
- du faire-faire - les machines informationnelles qui "commandent" l'action d'hommes ou de machines, d'une station spatiale au portillon du métro
- et du faire-croire : à l'époque des télévangélistes ou de la politique-spectacle, on ne croit plus de la même façon qu'à l'époque de la chaire ou du préau d'école.

Du même coup, elles bouleversent les conditions de l'affrontement. Elles permettent en particulier de nouvelles formes de domination (acquisition d'une supériorité ou d'un profit par l'information, "prédation" informationnelle, contrôle des perceptions ou connaissances, d'une victime..) mais aussi de destruction et de chaos (paralyse d'infrastructures techniques, désinformation ou dénigrement, atteinte à l'intégrité des mémoires ou des systèmes d'information). Acquisition, altération ou rétention des connaissances à l'aide de machines à stocker, traiter ou propager des informations deviennent des méthodes banales.

Pour le dire autrement, la plupart des crises ou des craintes actuelles naissent

- De faits de violence : des conflits armés ou non dans lesquels s'affrontent des groupes organisés, du simple délit du pirate informatique jusqu'aux guerres du futur, du désordre civil à la domination informationnelle globale
- De faits de communication : la puissance visible des mass media de leurs mots et de leurs images ou l'action invisible, des bits informatiques
- De faits technologiques : Internet est à la fois le symbole de leur prédominance et le réceptacle des fantasmes qu'ils suscitent, discours utopique sur la société de l'information ou discours apocalyptique sur la domination, la surveillance et les inégalités, version high tech.

La conjonction de ces phénomènes justifie une vision unitaire du conflit informationnel qui se manifeste dans au moins trois domaines :

- dans la sphère privée : risque de fichage, de surveillance du citoyen, de détournement de données mais aussi traçage et manipulation au service de stratégies commerciales
- dans la vie économique : à travers ce qu'il est convenu de nommer guerre économique ou intelligence économique offensive
- dans le domaine stratégique : toutes les techniques en temps de paix ou de guerre par lesquelles des informations sont gérées, détruites ou retournées contre une cible politique et stratégique.

La citation M. van Creveld "L'art de la stratégie consiste donc à employer la force contre la faiblesse, ou pour reprendre l'image du vieux stratège chinois Sunzi à jeter des rochers sur des œufs. Il en résulte une interaction dynamique complexe de deux pensées qui s'opposent, caractéristique de tous les échelons de la stratégie.

Le livre F.B. Huyghe *L'ennemi à l'ère numérique* PUF 2001

INTELLECTUEL

La définition du dictionnaire “dont la vie est consacrée aux activités intellectuelles” pourrait s’appliquer aujourd’hui à : chaque travailleur qui manipule bien davantage des symboles et des informations que des choses. En réalité, l’intellectuel ne se définit ni par la taille ou l’usage de son cerveau, ni par sa compétence en un domaine précis (philosophie, sciences humaines, lettres...) mais par sa volonté d’agir sur le monde par "influence". Telle est du moins l’acception qui s’est imposée avec le “manifeste des intellectuels” au moment de l’affaire Dreyfus : se considéraient comme tels ceux qui protestaient contre la condamnation du capitaine Dreyfus au nom de principes universels de droit de justice et de vérité. L’intellectuel intervient dans les affaires publiques au nom d’une compétence ou réputation acquise ailleurs. Il rentabilise en droit d’intervention sur la scène publique les dividendes d’une œuvre supposée de l’esprit.

Il en existe donc bien des variantes historiques de l’intellectuel. Le “clerc” de Benda qui s’exprime au nom de valeurs statiques, abstraites, désintéressées (et ouvertement détachées de toute contingence pratique), voire contre les intérêts de son propre pays. Le clerc de Sartre (plaidoyer pour les intellectuels) engagé, toujours en situation entre dominants et dominés, ne pouvant "s'évader" même par le silence, produit de son temps, vivant sa contradiction (de l’Universel et du particulier) et la dépassant. L’intellectuel selon Aron (“L’opium des intellectuels”), victime des mythes du temps en est la contre-figure parfaite : il est par excellence fourrier des idéologies politiques qui “mêlent toujours, avec plus ou moins de bonheur des propositions de fait et des jugements de valeur”. L’intellectuel organique (selon Gramsci) est engagé au service d’une cause. L’intellectuel critique cher à l’école de Francfort est le dénonciateur du système et de l’idéologie dominante, même si sa protestation n’a qu’une valeur de témoignage moral. Plus récemment, est apparu l’intellectuel médiatique, triple spécialiste de l’universel, du général et du moral, tranchant de tout surtout sur les plateaux de télévision, généralement pour s’indigner et condamner.

Parallèlement la frontière s’efface entre intellectuels habilités à dire le vrai et le bien et ceux que les premiers auraient autrefois considérés comme des amuseurs : artistes "non créatifs" et autres représentants de la culture de masse. Ceux-ci se tenaient jadis dans une prudente neutralité et n’accédaient pas à l’honneur de délivrer un message. Autrefois le titre d’intellectuel conférait le droit de donner son avis sur l’actualité et éventuellement de passer à la télévision. Désormais, le fait de passer à la télévision oblige quasiment à faire part de son opinion sur tout et consacre "intellectuel". Bref, il n’y a pas une catégorie d’intellectuels dont il faudrait déplorer ou pas la crise ou la disparition, il y a des rapports de pouvoir intellectuel propre à chaque époque.

La citation R. Debray “ensemble des personnes socialement fondées à publier une opinion individuelle concernant les affaires publiques, indépendamment des procédures civiles régulières auxquelles sont astreints les citoyens ordinaires”

Le livre J. Julliard, N. Wincok *Dictionnaire des intellectuels français* Seuil 2000

INTELLIGENCE COLLECTIVE

Le terme “intelligence collective” peut se comprendre à deux niveaux. Tout d’abord : les communautés virtuelles ou des groupes voués à la résolution de tâches en commun ou à la maîtrise de connaissances peuvent progresser par des pratiques d’intelligence collective facilitées par des technologies en réseau. À un niveau beaucoup plus général, l’intelligence collective se confond quasiment avec la dimension culturelle de la condition humaine ; certains parlent du développement de l’intelligence collective, notamment grâce aux NTIC, comme d’un idéal historique.

Dans la première acception, l’intelligence collective désigne donc des méthodes de coopération cognitive : produire et gérer ensemble du savoir. Or, pour cela, il ne suffit pas de bonne volonté, d’esprit de partage, d’enthousiasme et d’altruisme. Il faut d’abord des structures pour permettre l’incessant passage d’un vers tous et le traitement de l’information en flux et non en stocks. Il faut des règles pour organiser la répartition des tâches, la coopération compétitive qui permet de comparer les solutions proposées par chacun et d’adopter la meilleure. Il faut la circulation rapide des inventions (dans le double sens du mot invention : trouver quelque chose qui existait et que l’on ne connaissait pas ou créer une idée ou une forme nouvelle), le partage des ressources. Or seconde condition, tout cela mobilise des technologies de l’immatériel. Elles permettent à chaque membre de la communauté de contacter chaque autre mais aussi d’avoir accès aux mêmes aux ressources documentaires et à l’œuvre commune en cours d’élaboration. Ces technologies, celles du numérique et des réseaux, offrent un accès un accès commode à l’information de partout et en tout temps ; elles permettent également de déléguer à des supports et logiciels des tâches de stockage des mémoires, de raisonnement et calcul, de représentation graphique des connaissances, d’aide à la création...

Si nous considérons maintenant l’Intelligence collective comme catégorie globale, elle concilie deux dimensions de l’évolution culturelle de notre espèce, évolution facilitée par le langage et par ses supports (écriture, imprimerie, audiovisuel et télétransmissions, cyberspace). La première est celle de la diversité créative : les “solutions” proposées par chaque créateur ou chaque culture à nos besoins, à commencer par les besoins imaginatifs, culturels et spirituels sont infiniment diverses. Mais la seconde dimension est celle de la transmission : ce qui a été créé une fois n’a pas à être réinventé puisque nous en conservons collectivement la trace, qu’il s’agisse de l’invention du feu, d’une philosophie ou de la partition d’une symphonie. Le développement de l’intelligence collective passerait donc à la fois par cette effervescence créative et par le partage/transmission de ses fruits, le tout étant largement facilité (mais pas mécaniquement déterminé) par les TIC. Ce qui ne signifie en aucune façon que nous soyons collectivement devenus plus intelligents..

La citation N. Moinet “L’intelligence est une aptitude stratégique générale à résoudre des problèmes particuliers. Le réseau offre à l’intelligence un moyen d’action stratégique formidable : le lien. Le réseau est ainsi comme le filet du pêcheur : face à des proies agiles, presque insaisissables, le filet englobe leur champ d’action, resserrant son piège jusqu’à les capturer” *La guerre cognitive* 2002

Le livre : Pierre Lévy *L’intelligence collective* La découverte 1994

INTELLIGENCE ECONOMIQUE

L'intelligence économique (souvent réduite à ses initiales "IE") est la version française de ce que les anglo-saxons nomment *competitive intelligence*. Dans notre pays, la notion est apparue en 1994 dans un rapport d'Henri Martre. Celui-ci insistait sur la notion "de recherche, de traitement et de distribution, en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques", le tout légalement, afin de bien distinguer l'IE de l'espionnage industriel

Le rapport que le député Carayon a consacré à l'IE en 2003 reprend le thème et identifie trois objectifs auxquels doivent coopérer l'État et les entreprises :

- la maîtrise du patrimoine scientifique et technologique à protéger en priorité, ce qui suppose donc des hiérarchies stratégiques
- la détection des menaces et des opportunités par l'acquisition de l'information utile à la décision économique au sens large
- des politiques d'influence au service de l'intérêt national et/ou de l'entreprise.

Dans la pratique, ces trois éléments composent une stratégie. Il s'agit, à travers la gestion des flux de connaissance - surabondants dans la société dite de l'information - de réduire ses vulnérabilités, d'anticiper les potentialités positives ou négatives de l'environnement (pour trouver des marchés, par exemple), et enfin de créer des opportunités. L'I.E. est indispensable dans une société où l'avantage compétitif repose souvent sur la capacité de maîtriser des connaissances avant les autres mais aussi sur celle de produire des images positives et de trouver des alliés.

Il faut donc concilier:

- La protection légale et technique des informations détenues par l'entreprise. Cet aspect défensif est souvent mis en avant en raison de ses connotations romantiques -secret, renseignement-. S'il constitue la base de la sécurité, ce n'est pas le plus décisif
- La recherche de l'information pertinente au moyen de la veille et de la coopération. La veille elle-même se décline en veille prospective, environnementale, concurrentielle, sociétale... Elle doit ouvrir sur tous les phénomènes non économiques interférant avec la marche de l'entreprise. Ce processus cognitif appelle un complément, l'anticipation des risques d'image. Il faut aussi prévoir et déceler les tentatives de déstabilisation informationnelle, les rumeurs, l'intoxication. Savoir ce qu'il faut, savoir ce que l'on sait et empêcher qu'autrui ne croie ou ne sache ce qu'il ne faut pas : autant d'aspects d'une même démarche pour traduire l'acquisition d'information en capacité d'action.
- Le troisième volet, l'influence qui agit en amont de la performance économique suppose la vision la plus large. C'est un mode d'action indirect sur les perceptions et évaluations d'autrui. Il passe par l'image que l'on émet (tel le prestige d'un pays), par le message que l'on propage (ce que les Américains nomment «diplomatie publique»), par les vecteurs et réseaux que l'on mobilise (les réseaux), et plus souvent encore, par une combinaison des trois : prestige, persuasion, médiation. L'influence est cruciale, depuis sa version la plus triviale, le lobbying, jusqu'aux grandes stratégies des États pour s'ouvrir de futurs partenariats économiques par la diplomatie, la culture, l'éducation...

La citation : B. Carayon : "L'intelligence économique devrait être une vraie et grande politique publique de l'Etat à l'instar de ce que sont les politiques de santé, d'environnement ou de fiscalité. L'intelligence économique peut nous aider - État, entreprises, collectivités territoriales, associations et fondations- à promouvoir collectivement nos intérêts dans les nouvelles enceintes de régulation et de normalisation" *Rapport sur l'intelligence économique 2003*

Le livre : P. Achard et J.P. Bernat, *L'intelligence économique*, ADBS Editions, 1998

LIBÉRALISME, Néolibéralisme

Aux formes classiques du libéralisme :

- libéralisme économique qui considère le marché comme capable de maximiser la satisfaction des besoins en biens et services et la recherche de l'intérêt privé comme la meilleur garant de l'intérêt général
- libéralisme politique qui souhaite un État réduit à ses fonctions essentielles et lui préfère systématiquement l'initiative des individus
- libéralisme philosophique ou culturel qui prône le droit de chacun à rechercher la vérité par ses propres voies

s'est ajouté le phénomène du néo-libéralisme, ou plutôt l'utilisation polémique du terme ou d'"ultra-libéral". Le terme est employé de façon péjorative, surtout par les altermondialistes dont beaucoup analysent paradoxalement la "mondialisation néolibérale" comme une défaite idéologique de leur camp face à une stratégie volontariste. Quand ils ne versent pas dans la théorie du complot.

L'avènement du néo-libéralisme est marqué dans les années 70/80 par un double phénomène intellectuel et politique. Sur le plan théorique des idées comme celles de Hayek ou de Milton Friedmann et celles de l'école de Chicago connaissent un succès surprenant. Elles bénéficient du discrédit qui frappe les théories marxistes, social-démocrates ou keynesiennes et, de façon plus générale toute espérance en une reconstruction rationnelle de la société humaine. En politique, c'est la stratégie offensive de dirigeants comme M. Thatcher ou Ronald Reagan qui lancent un vaste mouvement de déréglementation, donc de déconstruction de l'État-Providence dont la pérennité semblait pourtant admise, y compris à droite.

Le néolibéralisme représente d'abord le succès d'idée longtemps ultra-minoritaires, mais qui trouvent très vite des relais et des vecteurs en se présentant comme une espérance alternative aux "vieux" dirigisme. Le programme du nouveau libéralisme est moins de supprimer les obstacles à un marché parfait à laquelle il ne croit guère que d'établir la concurrence dans tous les domaines. Cette stratégie offensive est relayée par les organisations internationales de type FMI, OMC, Banque Mondiale (les bêtes noires des altermondialistes). Elle est en synergie avec la fluidité croissante des capitaux financiers qui favorise le règne de la concurrence mondiale et l'impératif de rentabilité. Paradoxe supplémentaire la montée du néo-libéralisme est une victoire sur le politique par des moyens politiques..

Il s'est imposé par une méthode quasi bolchévique de conquête de l'État et de son appareil idéologique. C'est un autre bizarrerie que d'avoir ainsi prétendu incarner une révolution dans le sens de l'Histoire, plutôt que de s'être imposés "naturellement" par la démonstration – évidemment impossible à administrer – de la supériorité de la libre initiative à l'échelle planétaire. Ce "seul monde possible" qui se justifie de la fatalité de l'économie ne constitue en rien une revanche du réel sur les utopies : il est né dans les livres et dans les bureaux.

La citation F. Hayek "C'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le développement d'une civilisation qui sans cela n'aurait pu se développer ; c'est par cette soumission quotidienne que nous contribuons à construire quelque chose qui est plus grand que ce que nous pouvons comprendre"

Le livre S. Halimi *Le grand bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde* Fayard 2004

MANIPULATION

Manipulation D'un premier sens qui est celui de manier ou transformer des minerais ou des produits chimiques (et maintenant l'ADN comme dans "Manipulation génétique") ce mot a pris un sens proche de manœuvre obscure. Dans l'usage commun - très péjoratif - la manipulation est un concept explique-tout : les comptes du chômage sont manipulés, les Russes sont manipulés par Poutine, les gens ne pensent pas comme moi ; c'est qu'ils sont manipulés par les médias. Ce mot renvoie à plusieurs idées :

- a) Que la manipulation prend valeur explicative, car s'ils agissaient librement ou spontanément, les citoyens n'auraient pas fait ce qu'ils ont fait.
- b) Qu'elle est clandestine (sauf pour l'observateur malin qui parle et s'en aperçoit)
- c) Qu'elle est délibérée : le manipulateur utilise des méthodes indirectes, parfois des mensonges ou des mises en scène.
- d) Qu'elle passe par l'opinion du manipulé qui est amené à croire quelque chose ou à lui accorder une valeur conforme aux souhaits du manipulateur
- e) Que le manipulateur y a un intérêt parfois matériel, souvent psychologique ou idéologique.

Cette notion est à utiliser avec la plus grande prudence pour deux raisons. La première est qu'il est difficile de dire où commence la manipulation et qui ne la pratique pas peu ou prou dans ses rapports avec les autres ne serait-ce que pour se faire aider ou aimer. Qui n'a jamais dit "Vous avez les plus beaux yeux du monde", "Je te le rends demain" ou "Je suis tout à fait de votre avis, chef" ? On ne peut pas ne pas manipuler.

Le second problème est que toute tentative de décrire le fonctionnement d'une manipulation révèle très vite un mensonge (A dit x qu'il sait non vrai à B), une ruse (A fait x afin que, comme il le souhaite, B fasse y en croyant obtenir un tout autre résultat), une mise-en scène (A présente la réalité x de telle façon que B arrive à conclure y). Pourquoi ne pas être plus précis.

Ainsi, il est fréquent de qualifier de manipulation l'emploi de la vieille rhétorique qui vise à convaincre en conduisant le raisonnement d'autrui dans la direction voulue et en suscitant ses émotions : c'est agir à la fois sur un plan logique et sur un plan proprement pathétique : faire éprouver des passions à autrui. Or c'est une chose d'agir sur les gens, directement, par un discours persuasif. C'en est une autre que d'agir sur la situation en organisant de fausses apparences.

Enfin, il y a des degrés de gravité dans la manipulation. Donc, pas mettre dans le même sac de véritables crimes d'État (comme les Soviétiques falsifiant les massacres de Katyn) et les trucs du camelot qui cherche à provoquer l'achat suivant d'autres critères que son utilité objective (épater le voisin, profiter d'une occasion, être cohérent par rapport à un premier choix...). Pas plus qu'il ne faut confondre propagande et publicité, il ne faut mélanger petites astuces et grandes manœuvres.

La citation : Edward Bernays : "La manipulation consciente et intelligente des habitudes et des opinions organisées des masses est un élément important dans une société démocratique. Ce mécanisme invisible de la société constitue un gouvernement invisible qui est le véritable pouvoir dirigeant de notre pays. Ce sont les minorités intelligentes qui se doivent de faire un usage systématique et continu de la propagande" *Propaganda*, New York, 1928

Le livre : T. Breton *La parole manipulée*, La Découverte 2000

MARQUE

La marque est d'abord un nom associé à des produits et garantissant une notoriété.

Elle porte une certaine image : l'ensemble des qualités réelles ou supposées que l'on attend desdits produits, donc le style de consommation à laquelle elle s'adresse, voire toutes les connotations symboliques (nature, jeunesse, beauté, solidité) qu'elle suggère. Dans l'ancienne économie, il allait de soi que les consommateurs achetaient des produits ou des services et que la marque, certes bien mise en valeur par la publicité ou validée par un consensus des consommateurs, fonctionnait comme facteur de reconnaissance et comme promesse de satisfaction. C'était en quelque sorte une valeur de signification ajoutée à la valeur d'échange de la chose vendue.

Puis il est devenu évident que la marque s'autonomisait par rapport à l'ensemble des produits et finissait par incarner des valeurs propres de prestige ou d'identification. Il devient difficile de croire que l'essentiel et le désirable ne soit pas la marque elle-même. Le produit simple vecteur, contribue au fétichisme de la marque. Surtout chez les plus jeunes générations elle devient une composante de l'identité, individuelle ou communautaire, un totem pour une époque qui se veut sans tabou.

Ce phénomène est renforcé par la stratégie des marques elles-mêmes qui se présentent de plus en plus comme des moyens de "devenir" plutôt que d'avoir. Elles adoptent le langage des valeurs : valeurs d'origine (américanité, cosmopolitisme), d'appartenance (branché, jeune...), de réalisation de soi (le produit qui "révèle votre vraie nature" ou celui qui vous engage à juste le faire, *just do it* comme Nike), voire d'éthique. Ainsi le succès du marketing politiquement correct. Aux U.S.A., les marques non seulement se défendent de contribuer à la destruction de l'environnement, de participer à l'exploitation de pays ou de pratiquer la discrimination à l'égard de telle ou telle minorité, mais ils tentent de s'associer aux valeurs éthiques dominantes. Symboles du pouvoir dans la mondialisation et du pouvoir de la globalisation – elles sont les drapeaux de multinationales plus riches et plus puissantes que beaucoup d'États – les marques sont à la fois les signes d'une transformation de l'économie (de la vente des choses à celle de symboles et d'états de conscience) et d'une mutation politique et culturelle que l'on nomme cocolaisation ou Mcworld. La notion de style de vie fait la synthèse de ces composantes y compris celle de styles de vie dits minoritaires produits pour bobos ou pour "marginiaux", combinant ainsi les prestiges de la prospérité et ceux de la "différence". La marque devient la principale cible de certains altermondialistes à la fois persuadés de s'adresser ainsi aux vrais maîtres du monde, qui ne sont pas les gouvernants et de viser l'image donc l'essentiel.

La citation N. Klein : "La croissance astronomique de la richesse et de l'influence culturelle des multinationales remonte à une simple idée, apparemment inoffensive, développée par les théoriciens du management dans les années 1980 : vendre des marques plutôt que des marchandises"

Le livre : Naomie Klein *No logo* Léméac, <Actes Sud 2001

MASS MEDIA

Mot né dans les années 20, mélange de latin et d'anglo-américain : un medium, sans accent est un mot latin, qui signifie initialement à la fois un milieu et un intermédiaire. "Mass media" est une notion liée aux innovations de l'ère industrielle (cinéma, affiche, radio, télévision, presse). Il désigne des moyens de communication destinés aux masses, selon un schéma un-vers-tous. Ils permettent de toucher immédiatement des audiences nombreuses et physiquement dispersées. Le public concerné tend à être anonyme (de moins en moins déterminé par la catégorie sociale, l'âge, le sexe, l'ethnie, etc. puisque tout le monde a accès à la consommation médiatique). D'autre part les mass-media supposent consommation rapide et renouvellement perpétuel : une nouvelle chasse l'autre, un spectacle le précédent...

Or, "masses" n'est pas une notion des plus claires. Certains entendent par là "beaucoup de gens" (ce qui n'est guère scientifique) ; d'autres des publics "massifiés", transformés en éléments indistincts, ce qui revient à présumer de leur influence et poser que la société moderne, contrairement à celles qui la précèdent serait "l'ère des masses". Mais, l'expérience a montré que les médias "classiques" la télévision, la radio pouvaient viser des publics très spécialisés et que leurs contenus se diversifient à mesure qu'ils se multiplient.

On peut enfin comprendre que les mass media sont des industries et sont soumis aux conditions de la production de masses, qui permet de reproduire un message en de multiples exemplaires (ou de le répandre sur de vastes zones géographiques). revient à mettre l'accent sur la technique. Mais dans ce cas, nous retournons à la case départ : faut-il considérer, le medium comme simple vecteur par quoi passe l'important, c'est-à-dire le message ? Ou faut-il, au contraire considérer qu'il constitue un "milieu" technique, un environnement dans lequel nous sommes immergés et qui, de ce fait, change nos façons de considérer la réalité ? La réponse est tout sauf aisée puisque les médias sont à la fois des vecteurs de messages et suivant le mot de McLuhan "le prolongement de nos sens".

Par ailleurs, l'idée même que les médias modernes soient nécessairement "de masses" ou "massifiants" est discutable. Il est même tentant de voir en Internet le contraire des mass media : chacun peut théoriquement devenir émetteur à son tour, les contenus semblent infiniment diversifiés, le récepteur peut très bien ne plus se contenter de recevoir des messages fabriqués "à la chaîne" pour un public moyen présumé. Ainsi, un CD Rom ou un DVD, où chacun peut naviguer à sa guise, ou interagir avec un logiciel est-il un "mass media", même fabriqué à des millions d'exemplaire ? Pour toutes ces raisons, ce terme vague de mass media est à peu près tombé en désuétude. On dit simplement maintenant un média, des médias, pour désigner les moyens de communication technologiques susceptibles d'atteindre le public.

La citation Neuman W. Russell : "Les conclusions répétées de cinquante années de recherches systématiques des sciences sociales révèlent que le public des mass media, jeunes ou non, n'est pas abandonné à lui-même et que les médias ne sont pas tout puissants. La théorie qui découle de ces observations et selon laquelle les médias ont des effets modestes et conditionnels permet de mettre en perspective le cycle historique de panique morale que suscitent les nouveaux médias", *The Future of Mass Audience*, New York, 1991

Le livre : G. Derville, *Le pouvoir des médias* PUG 1997

MEDIA

Quand nous parlons d'un média spécifique, comme le cinéma ou la télévision, nous songeons à divers phénomènes dont le résultat est que le contenu du cerveau de A est passé plus ou moins bien dans celui de B, C et ainsi de suite.

Un média demande

- un support (des ondes, des électrons, une pellicule, du papier pour enregistrer),
- -plus des moyens de reproduction et de transport (des presses à imprimer, des caméras, des antennes, des ordinateurs),
- -plus des codes ou conventions (qui vont de la langue française aux codes cinématographiques),
- -plus des modes de traitement (le contenu est passé par une saisie au clavier, par la mise en scène d'un tournage avec trois mille figurants, ou par la fabrication d'une statue, par un bavardage au téléphone).

Si l'on remonte en amont, un média suppose des institutions, des groupes qui régissent son fonctionnement (la rédaction de TF1, les correspondants AFP, le petit monde germanopratin de l'édition, le bureau de la censure épiscopale).

En aval nous rencontrons : des auditeurs, lecteurs ou spectateurs qui se rassemblent dans des salles ou restent chez eux. Ils utilisent tel sens, tel instrument de réception, telle capacité d'interprétation apprise (alphabétisme, culture cinématographique, conventions culturelles)... Ils suivent le message de bout en bout comme au spectacle, ou peuvent le déchiffrer dans l'ordre qu'ils veulent, le modifier, y répliquer... L'efficacité du média (sa capacité de propager avec exactitude et constance le contenu initial dans d'autres cerveaux) dépend donc de cette longue chaîne : une logistique et une balistique des messages.

Pour le dire autrement, quand nous parlons d'un médium nous ne parlons pas en réalité d'une chose mais de la rencontre de moyens matériels destinés à faire circuler des messages et d'institutions, des groupes d'hommes organisés dans une certaine culture. Pour donner un exemple simple : quand nous disons "la télévision fait ceci ou cela dans notre société" combien de fois devrions-nous dire "les journalistes" ou "ceux qui choisissent les programmes". Inversement, combien de nos remarques sur le travail des journalistes devraient en réalité s'adresser aux contraintes techniques : images et temps disponibles, logique de la production...

Les médias servent à vaincre le désordre (en sélectionnant et mettant en forme des informations), la distance (en atteignant des récepteurs), le temps (en conservant des mémoires) et des résistances (celle de l'indifférence ou du scepticisme des récepteurs ou des messages concurrents). Il ne faut pas pousser à l'absurde, ni classer "média" tout instrument exerçant un effet direct ou indirect sur nos représentations mentales. N'est pas média tout ce qui permet d'exprimer une signification quelconque comme notre cravate "exprime" notre bon ou notre mauvais goût et notre statut social. Un média doit à la fois organiser, conserver et transporter des messages variables

La citation U. Eco "Le média n'est pas le message ; le message devient ce que le récepteur le fait devenir en l'adaptant à ses propres codes qui ne sont ni ceux de l'émetteur ni ceux du chercheur en communication... Mais le message dépend de la lecture qu'on en donne, dans l'univers de l'électricité il y a encore de la place pour la guérilla : on différencie les perspectives de réception, on ne prend pas la télévision d'assaut, mais la première chaise devant chaque télévision" *La guerre du faux*

Le livre : Mc Luhan *Pour comprendre les médias* Mame 1977

MÉDIOLOGIE

La médiologie est une discipline fondée par Régis Debray et qui traite des fonctions sociales supérieures (religions, art, politique, idéologie, mentalités) dans leurs rapports avec les structures de transmission, elles-mêmes dépendantes du développement technologique (supports, réseaux, vitesses, types de mémoire conservée). Elle étudie les relations entre des formes dites nobles de l'existence sociale avec le domaine dit inférieur. Donc, plutôt que des médias, elle traite des moyens de transmission, qu'il s'agisse de techniques comme l'ordinateur ou la radio ou des types d'organisation (école, parti, église) qui transmettent eux aussi.

Il y a donc trois manières principales d'aborder la médiologie

- 1 Par une réflexion sur les techniques. D'où une logique des conséquences : soit l'apparition du papier, de la bicyclette ou d'Internet, que se passe-t-il ? Quelles répercussions sociales, mentales ? Qui gagne du pouvoir, qui en perd ? Qu'est-ce qui devient pensable, impensable, mémorable, obsolète, prestigieux, ringard ? Quelle vision du monde implicite entraîne la nouvelle technologie ? Comment interagit-elle avec les technologies antérieures ? Quelles résistances et détournements suscite-t-elle ? Comment réorganise-t-elle le milieu "écologique/civilisationnel" où elle apparaît ? La perception du temps, de l'espace, la mémoire ?
- 2 Par une réflexion anthropologique.. Pourquoi, comment nous sommes "naturellement" culturels et "naturellement" techniques. En quoi nous dépendons de..... Comment nous sommes produits par ce que nous produisons : les instruments qui prolongent notre corps, nos sens ou notre cerveau, et les communautés dont nous faisons partie. Nous fabriquons nos prothèses qui multiplient notre force, nos sens ou notre mémoire ; du coup nous déléguons, donc l'usage de nos forces, de nos sens et de notre mémoire est définitivement modifié.
- 3 Par la question de la croyance. Les outils et l'efficacité de la *propaganda fidei*. La recherche des conditions du faire-croire : quels types d'inscription, d'organisation, d'incarnation du message le rendent efficace, le propagent et le font perdurer ? Inversement, on peut se demander : soit telle configuration médiologique, quels jugements de faits ou de valeur, quels systèmes mentaux, quels messages "passent" ou ne passent pas ? On peut faire plus subtil ; penser la coproduction médiation/message non pas en termes binaires (performant/ non performant) mais comme une sorte de réorganisation de la hiérarchie, voire du "style" des idées : à quoi ressemblent les énoncés qui se propagent.

En d'autres termes la médiologie s'intéresse à la fois aux systèmes de contraintes matérielles et des guidages techniques grâce auxquels circule un message, aux systèmes de croyance et à leur devenir(les mots en "isme", les convictions qui trouvent repereur) aux idées en générale comme des rapports entre un outil de communication et un pouvoir.

La citation "Sont regroupées sous le nom de "médiologie" (Paris, 1979) les études portant sur les intersections technique/culture. Comment nos successives techniques de transmission et de transport ont-elles en particuliers modifié nos modes de penser, de croire et de savoir " site des Cahiers de médiologie

Le livre : R. Debray *Introduction à la médiologie* PUF 2000

MESINFORMATION

Par commodité on nommera “mésinformation” toute situation où le sujet, n'accède au degré de connaissance de la réalité auquel il pourrait prétendre au regard de son intelligence, de ses moyens de perception, du temps et de l'effort qu'il y consacre, de ses sources d'information... C'est donc une anomalie relative, à évaluer cas par cas, ou un déficit variable par rapport à une situation idéale d'information parfaite.

Les divers types correspondent aux différents sens du mot information (données, nouvelles, savoirs).

Dans le premier sens une altération physique de données peut nous mésinformer comme en cas de mauvaise réception ou de conservation défectueuse de signaux, ou d'accident sur les circuits de communication. Une altération de la perception peut jouer le même rôle. Mais toute perturbation “objective” de l'information doit être évaluée en fonction de notre capacité subjective de découvrir du sens à partir de données incomplètes. Ainsi, dans certaines expériences en laboratoire, on étudie la réaction de cobayes face à des expériences truquées : on propose par exemple à des sujets des séries de chiffres auxquelles il faut trouver un sens ; il n'y a en réalité aucune signification dans ces séries, mais si les cobayes feignent d'en trouver un, et ils sont encouragés à cette fausse lecture par des récompenses. Le cerveau humain est capable de créer un système d'interprétation cohérent mais délirant à partir de données arbitraires et aléatoires.

La mésinformation peut résulter de nos rapports avec nos “sources d'information”, médias ou réseaux humains dont nous proviennent des “nouvelles”, donc des énoncés relatant des événements. Resterait encore à distinguer ce qui est désinformation délibérée, erreur involontaire ou encore sélection, cadrage et réinterprétation du réel en fonction des préconceptions. Toute nouvelle fautive ou orientée ne constitue pas de la désinformation. Par ailleurs notre paresse (toujours les mêmes sources, toujours le connu), notre goût pour les stéréotypes, notre allergie à tout ce qui est complexe et au dérangent, notre tendance à éviter la dissonance cognitive (les informations qui contredisent nos opinions préétablies), notre goût du sensationnel et du facile font souvent de nous les pires responsables de notre propre mésinformation, aggravée par la surinformation inhérente à l'offre médiatique.

Quant à la troisième forme de mésinformation elle résulte des mille façons dont les individus (et à plus forte raison ces individus collectifs que les sont les organisations et bureaucraties) sont capables d'interpréter le réel pour le réduire au connu, au prévisible ou au souhaitable. Voir les manières dont des groupes composés de gens individuellement très intelligents et possédant toutes les données nécessaires peuvent collectivement aboutir à un déni total de la réalité (idéologique par exemple) ou à des décisions absurdes.

La citation Paul Watzlawick “De toutes les illusions, la plus périlleuse consiste à croire qu'il n'existe qu'une seule réalité. En fait, ce qui existe, ce ne sont que différentes versions de celle-ci dont certaines peuvent être contradictoires et qui sont toutes des effets de la communication et non le reflet de vérités objectives et éternelles”

Le livre : Paul Watzlawick *La réalité de la réalité Confusion désinformation, communication* Seuil 1978

MONDIALISATION

Version française du mot globalisation, “mondialisation ” recouvre à la fois l’idée d’un mouvement général historique, une fatalité pour certains, et celle d’une force . Or qui dit force dit résistance.

En tant que mouvement, la mondialisation ne résulte uniquement ni de la circulation croissante des choses et des gens, ni de l’internationalisation de la concurrence et de l’échange . Ces tendances sont bien plus anciennes, -mais de trois phénomènes de la fin du XX^e siècle :

- les TIC qui réduisent les frontières et délais qui freinaient la circulation instantanée de l’information, que ce soit sous la forme de messages, de modèles culturels, de flux financiers traités à distance
- la chute du Mur qui a aboli le principal obstacle à l’extension planétaire du marché et à l’influence de l’hyperpuissance américaine (celle-ci confondant à certains égards sa cause avec celle de la globalisation économique, politique et culturelle)
- l’incroyable développement du capital financier et sa non moins étonnante fluidité.

Le résultat le plus visible de la globalisation n’est ni l’unification de la planète, ni le triomphe d’une forme quelconque d’universalité, même celle de l’idéologie libérale. C’est un sentiment de dépendance inédit : dépendance des individus à l’égard d’entités sur lesquelles il n’ont aucun contrôle (la Modernité, les lois du Marché, les délocalisations, la compétitivité...), dépendance de l’État, autrefois maître des frontières protectrices à l’égard des forces économiques ou politiques qui régissent la planète, dépendance des économies, dépendance des institutions autre fois vouées à la socialisation des individus (l’école, l’église, l’armée) à l’égard de changements qui les dépassent. Enfin et surtout, mondialisation économique, mondialisation politique (on a peut-être un peu vite enterré les États et les Nations) et mondialisation culturelle, n’avancent pas au même rythme ni sans contradictions.

Plus se développe la mondialisation, plus elle renforce donc le sentiment d’une interdépendance de tous les problèmes, de la criminalité à la pollution ou de la précarité économique à la standardisation des esprits. Considérée comme une force qui tendrait à l’uniformisation des normes et des comportements, la globalisation suscite donc des résistances.

L’une se dit altermondialiste et approuve le principe d’une disparition des frontières tout en réclamant que la globalisation soit égalitaire, humaniste, respectueuse des faibles, pas uniquement marchande, contrôlée. Bref, si sa force de contestation publicitaire est considérable, sa capacité alternative est douteuse, oscillant entre nostalgie de l’État providence et utopisme.

. L’autre, identitaire suppose un repli sur les appartenances communautaires, souvent rêvées, et un refus total de la modernité. La forme la plus violente, terroriste, a ressuscité la figure de l’ennemi global, à la fois intérieur et extérieur, puisqu’il n’y a plus de frontières ni de périphérie où s’arrêterait le camp de la mondialisation.

La citation Zaiki Ladi “Le fond du problème de la mondialisation résulte de l’interaction entre un monde sans frontière et un monde sans repère” *Un monde privé de sens* Fayard 1996

Le livre : Ramonet, Chao et Wozniak *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation* Plon 2003

(N)TIC

Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (certains suppriment le "Nouvelles" et disent TIC, d'autres ajoutent "et de la connaissance") désigne l'ensemble des médias qui sont nés

-dans la décennie 1970, du rapprochement entre la radiotélévision et les télécommunications, via le câble et le satellite,

-puis dans les années 1980, du rapprochement entre les télécommunications et l'informatique, c'est-à-dire la télématique et le service en ligne,

-et enfin, depuis 1990, de la convergence entre l'audiovisuel, l'informatique et les télécommunications ; on parlera alors du multimédia en ligne et hors-ligne.

La notion est donc extraordinairement large. On parle aussi de "nouveaux médias", issus du rapprochement des techniques de l'informatique, de la télécommunication et de l'audiovisuel. La première caractéristique des NTIC est donc la convergence – due en grande partie à l'exploitation du code numérique commun - : des technologies d'enregistrement, de traitement et de transport de l'information peuvent "dialoguer" et contribuer à l'énorme augmentation de l'infosphère, la masse des informations, connaissances et spectacles produites au cours des dernières années. Les activités liées aux NTIC regroupent à la fois les industries de contenu comme l'audiovisuel celles des services de télécommunication, tous les produits manufacturés nécessaires et tous les biens et services qui exploitent les premiers. Par ailleurs l'impact social et culturel de technologies qui bouleversent les moyens traditionnels de relier les hommes sont immenses : il s'est du reste produit une multitude d'essais d'anticipation plus ou moins prophétique ou de plans des autorités politiques et destinés à faciliter l'adaptation à ces changements (la fameuse "révolution de la communication") ;

L'accent est généralement mis sur les conséquences positives de ces changements : gains de productivité et développement des connaissances, mais aussi en termes culturels et politiques, progrès de la communication entre les hommes, accroissement des possibilités d'expression, fin des frontières et des cloisonnements... Ainsi nombre d'organisations internationales se proposent de lutter contre la "fracture numérique", celle qui séparerait les populations qui ont accès à ces technologies et à leurs effets et, d'autre part, les exclus de la société de l'information, par leur pauvreté, par des obstacles culturels, par le sous-équipement de leur pays... L'expansion des NTIC apparaît à beaucoup comme un véritable sens de l'histoire : l'espérance qui était hier investie dans le développement de la production matérielle semble s'être reporté dans la "révolution" des TIC.

Cette transformation – qu'on la nomme passage à la société de l'information ou en réseaux – est donc tout sauf une surprise : jamais aucune société autant que la nôtre n'a attendu un tel impact politique, économique, social et culturel du développement de technologies. Ne l'a rêvé, peut-être.

La citation : M.Castells "Le terme "informationnel" caractérise une forme particulière d'organisation sociale, dans laquelle la création, le traitement et la transmission de l'information deviennent les sources premières de la productivité et du pouvoir en raison des nouvelles conditions technologiques dans cette période historique ci... Par exemple un des aspects majeurs de la société informationnelle est la logique du réseau imprégnant sa structure de base" *La société en réseaux* 1998

Le livre : Marc Guillaume *l'empire des réseaux* Descartes et cie 1999

NUMERIQUE

Le mot correspond à l'anglais digital. Caractéristique des signaux codés sous forme de données binaires (0 ou 1). Ces signaux sont discrets au sens mathématique (le signal est là ou pas). Ainsi, sur l'écran de notre ordinateur, les couleurs d'un objet photographié ne sont pas reproduites par une intensité électrique ou autre, mais traduits en nombres ou plus exactement en série de zéros et de un. Celles-ci indiquant la position de chaque pixel et la part du rouge du jaune et du bleu, les trois couleurs de base dont se compose chaque point colorié. Il en va de même pour le son, les lettres, etc. Par contraste avec le codage analogique, qui suppose une forme quelconque de ressemblance entre ce qui est représenté et ce qui représente (p.e. entre l'intensité d'une couleur naturelle, et l'intensité de l'exposition à la lumière d'un fragment de pellicule argentique dans un appareil de photo) le numérique permet, au moins en théorie

- a) une reproduction parfaite de l'original à la copie
- b) une multiplication à l'infini
- c) un transport sans perte due à l'usure et donc théoriquement un accès à distance à l'information de tout point et sans délai de transport
- d) une modification possible en ses moindres détails de l'information, d'où par exemple le caractère spectaculaire des trucages numériques indiscernables
- e) le codage du contenu d'autres médias (des textes écrits, des images animées, de la musique, les algorithmes de logiciel) qui peuvent être rassemblés sur un seul et même support.

Ainsi l'existence des technologies numériques permet de créer des multimédias (qu'il serait beaucoup plus exact de nommer unimédias), c'est-à-dire des supports électroniques qui enregistrent des données de tous ordres : textes, images, sons, graphiques, logiciels et permettent à l'utilisateur de nouvelles formes de navigation, combinaison ou interaction avec ces données.

Dans la pratique on utilise facilement "révolution numérique" ou "société digitale" pour désigner tous les phénomènes induits par ces énormes facilités de stockage, transport et traitement nés du régime numérique. Par exemple, le numérique (couplé au principe des réseaux typique d'Internet) "permet" en principe de consulter de chez soi un nombre incalculable de documents, écrits, sons ou images. De façon plus générale, le fait d'être entourés d'une multitude d'appareils numériques, un ordinateur, un appareil de photo, un téléphone portable,.. confère à chacun de nous des possibilités de stockage de l'information, de consultation à distance, d'interconnexion mais aussi d'émission, de création, de modification qui était jusque là inconnue. Le support numérique est donc par excellence celui des technologies de l'intelligence ou de l'économie de l'immatériel.

Dans la pratique aussi, "numérique" est devenu le synonyme de "lié à l'informatique" ou "en relation avec les Technologies de l'Information et de la Communication). Ainsi la "fracture numérique" est celle qui séparerait ceux qui profitent des merveilles d'Internet et ceux que leur handicap matériel ou culturel en priverait.

La citation : Pierre Lévy "Ainsi le numérique hantait le média depuis toujours. Car le numérique est l'absolu du montage, le montage portant sur les plus infimes fragments du message, une disponibilité indéfinie et sans cesse réouverte à la combinaison, au mixage, au réordonnement des signes"

Le livre : P. Lévy *Qu'est-ce que le virtuel ?*, La Découverte, 1995

ONZE SEPTEMBRE

“Onze Septembre ” (*Nineleven* pour les Américains) est devenu un syntagme figé dont l’usage suggère au moins deux choses. La première est le caractère unique et indicible des attentats. Ils seraient si incommensurables à toute violence politique antérieure qu’il faudrait les désigner comme “les événements ” ou 9/11. D’autre part cela implique que plus rien ne serait pareil après cette violence fondatrice (ou révélatrice). Peut-être davantage que la chute du Mur, celle des Tours ouvrirait donc une époque : le “vrai ” XXI^e siècle. Notion que la plupart d’entre nous ont intégrée en parlant le plus naturellement du monde d’un “monde de l’après onze septembre ” qui aurait démenti toutes les prophéties de la mondialisation heureuse.

L’unicité des attentats ne tient pas tant au nombre “record ” des victimes (encore que plusieurs guérillas exotiques fassent plus de 3000 morts par an sans faire la première page des journaux), ni à son caractère de première (encore qu’il y ait eu auparavant d’autres attentats sur le territoire U.S). Elle reflète la nature symbolique de l’acte : l’humiliation de l’hyperpuissance que n’accompagnait aucune revendication et qui recherchait un effet d’effroi spectaculaire maximal. Après le 11 Septembre, les USA déclarent à la fois leur volonté de mener une “guerre globale au terrorisme ” qui pourrait durer plus d’une génération et de “reconfigurer ” le Moyen-Orient en y propageant la démocratie. Cela signifie que la guerre ne doit plus servir à faire céder la volonté politique d’un adversaire (par exemple en écrasant un État ennemi pour qu’il se rende) mais à vaincre une croyance, en éradiquant les racines planétaires de la haine des U.S.A. et de leurs valeurs. De ce point de vue, ne serait-ce que par la révolution intellectuelle qu’il a provoquée à Washington, le 11 Septembre a produit des effets symboliques immenses par la signification qui lui est accordée des deux côtés, et des changements stratégiques qui s’en sont ensuivis.

La seule question qui vaille est de savoir combien peut perdurer une telle croyance et quelles en seront les conséquences durables. Pour le dire autrement : la force symbolique du 911 est-elle celle d’un traumatisme qui s’usera avec le temps ou implique-t-elle un changement des règles de la conflictualité (fin de la guerre classique, développement d’une guerre globale permanente entre partisans de la globalisation et perturbateurs sans territoire : terroristes, criminels...)?

En faveur de cette hypothèse le fait que cette guerre ressemble à une prophétie auto-réalisatrice : plus la stratégie américaine tente d’éliminer l’ennemi unique, et d’effacer le 911, plus elle fait monter l’antiaméricanisme, plus elle suscite – comme en Irak - ses ennemis et favorise la prolifération terroriste. En sens inverse, on peut arguer qu’aucune mythologie politique ne peut résister durablement à l’usure des volontés, aux résistances de la réalité et aux pesanteurs des intérêts géostratégiques. Réponse ? Rendez-vous pour le dixième anniversaire du 11 septembre.

La citation: Gans Eric “de la même façon que l’Holocauste a inauguré l’ère postmoderne en faisant du ressentiment victimaire le critère principal de tout changement politique, le 11 septembre y a mis brutalement fin...”
Chronicles of love and resentment, 20 Oct 2001

Le livre : J. Derrida et J. Habermas *Le concept de 11 Septembre* Galilée 2004

PERSUASION

La persuasion est le processus délibéré visant à faire accepter une proposition pour vraie, ou pour désirable par quelqu'un, voire même à l'amener à se comporter de la façon souhaitée. En ce sens, nous ne cessons de nous efforcer d'agir sur autrui et de persuader. Mais la chose prend une tout autre dimension dès que la persuasion quitte le domaine des relations interpersonnelles et devient une technique collective. Dès l'Antiquité naît l'idée d'une méthode pour gagner la conviction d'autrui dans un procès, un débat politique ou une controverse. Cette science, la rhétorique des Grecs, repose sur la façon de disposer ses arguments logiques afin de conduire à la conclusion voulue, sur la manière de faire éprouver à l'autre les sentiments désirés (pitié, indignation, admiration, désir..) et enfin sur le recours à l'autorité des valeurs : l'argument logique plus pathétique, plus éthique. La formation classique met cet art du parler efficace sur le même plan que la grammaire (art de bien parler) ou la logique (art de parler vrai).

Au vingtième siècle sous le double signe du développement de la publicité et celle de la propagande politique, toute réflexion sur les médias commence par la question de la persuasion. Tout d'abord, il faut distinguer entre les degrés de la persuasion : persuader d'acheter une lessive n'est pas la même chose que faire voter ou convertir au communisme. Séduire n'est pas l'emporter dans une controverse scientifique. Une persuasion de conformité ou de renforcement n'est pas une persuasion visant au changement.

Mais surtout, plusieurs décennies de travaux sur le "pouvoir des médias" obligent à abandonner toute prétention à une persuasion scientifique. En effet, les facteurs semblent nombreux et contradictoires (prédisposition du "persuadé" et relations sociales qui interfèrent avec son interprétation du message et sa conviction, variation suivant le medium employé, effet dans le temps, concurrence d'autres messages...). Sur ce point, un nombre impressionnant de travaux, théories ou expériences conteste que la manipulation soit imparable. Et surtout qu'elle soit simple. Une forte proportion des écrits sur la question depuis l'après-guerre semble vouloir réfuter le mythe fondateur des masses fascinées et contrôlées. Cette quasi-unanimité des chercheurs s'appuie à la fois sur la complexité du processus de persuasion, sur l'équivoque de son effet. Par ailleurs la faculté de persuader n'est pas une propriété inhérente à certains mots disposés d'une certaine façon ni à certaines images qui agiraient directement sur notre inconscient : chacun interprète à sa manière, voire résiste au message en fonction de la foi qu'il accorde à sa source, de son propre code d'interprétation et de bien d'autres facteurs. Cela ne signifie pas que publicité et propagande soient inefficaces, ni que nous soyons indemnes des risques de manipulation ; simplement il n'existe aucune certitude automatique quant au succès de "techniques" de persuasion

La citation Platon : (cet art de persuader) "surpasse de beaucoup tous les autres arts et c'est de loin le meilleur : car il asservit toute chose par le consentement et non par violence" *Gorgias*

Le livre : R. Bautier. *De la rhétorique à la communication* P.U.G. 1994

POLÉMOLOGIE

Le projet d'une "science de la guerre" (tel est le sens littéral de polémologie), remonte à 1945. Gaston Bouthoul fonde cette discipline et entreprend d'étudier les facteurs dits "polémogènes" : les corrélations éventuelles entre les explosions de violence et des phénomènes économiques, culturels, psychologiques et surtout démographiques récurrents. Bouthoul insiste beaucoup sur ces derniers, quitte à faire quasiment des guerres un régulateur de la population, un "infanticide différé". La guerre serait justiciable d'une explication scientifique (au moins de ses régularités) et dotée d'une éventuelle fonction sociale. Bouthoul prône davantage la recherche de substituts pacifiques que son utopique suppression. La polémologie "à la française" incarnée par l'Institut Français de Polémologie est concurrencée dans le monde germanique, nordique et anglo-saxon par une "irénologie" (science de la paix, *Peace Research*, *Friedenforchung*). Celle-ci s'appuie sur des méthodes quantitatives, sur la théorie des jeux et sur des méthodes de négociation pour proposer des issues pacifiques aux conflits. Souvent plus politiquement correcte elle dénonce volontiers la "violence structurelle" qu'elle attribue à l'exploitation.

Ni la polémologie ni l'irénologie n'ont empêché la moindre guerre et les scientifiques n'ont pas fini de discuter des "causes" de la guerre ou de ses remèdes. Pourtant, le principe même "si tu veux la paix, connais la guerre" reste valide et le projet excellent. Il faudrait-il aujourd'hui l'élargir au spectre général du conflit. L'ancienne forme de la guerre, définie comme rencontre organisée de deux groupes utilisant des moyens de mort et alternant avec des périodes de paix doit être revue. Non seulement la "guerre classique" (interétatique, déclarée, aboutissant à un traité...) disparaît au profit de multiples formes de guérilla, terrorisme, désordres, violences criminelles, massacres interethniques... Mais la fraction la plus riche de l'humanité – nous- croit avoir renoncé à la lutte armée sauf sous la forme de guerres "humanitaires", des opérations de police contre les ennemis du genre humain (tyrans, terroristes, épurateurs ethniques, mafieux...). Elle entend la gérer comme un problème technologique.

Il faudrait donc inventer une polémologie des "Nouvelles Violences Symboliques et Techniques".

- Nouvelles, pour autant que nos catégories anciennes en rendent mal compte : guerre et paix, politique et économique, communication et conflit, technique et idéologique, national et international...., tendant à fusionner en elles
- Violences au sens où, même si elles ne détruisent pas toujours des corps, elles visent à une contrainte ou un dommage, fût-ce à travers guerre de l'information
- Symboliques, par ce qu'elles impliquent toujours un élément de croyance partagée, et comme moteur et comme cible
- Techniques, enfin, puisqu'elles font intervenir systématiquement des moyens modernes de destruction et de transmission source d'une totale asymétrie entre les acteurs "faibles" et "forts".
-

La citation Gaston Bouthoul "On croit, que la guerre est un instrument à la disposition des peuples et des gouvernements. N'y aurait-il pas lieu d'inverser les termes et de penser que c'est au contraire l'homme qui est le jouet de la guerre ?" in *Avoir la paix*, 1967

Le livre : Gaston Bouthoul *Essais de polémologie* Denoël Gonthier 1976

ONG

Les organisations non gouvernementales sont en principe de droit privé, financées par des dons et contributions, à but non lucratif et vouées à une ou des causes. Certaines jouissent d'une reconnaissance mondiale et deviennent partenaires des organisations internationales telles les agences des Nations Unies. Leur légitimité – éthique et technique – les autorise à intervenir dans les affaires internationales et permet à leur discours d'être largement relayé par les médias. Outre leur indépendance réelle ou supposée plusieurs facteurs jouent en leur faveur : elles échappent la méfiance frappant les formes traditionnelles de la politique ou les idéologies structurées du XX^e siècle ; elles proposent un militantisme "à la carte" cherchant des résultats pratiques ici et maintenant ; elles prônent la mise en œuvre de droits ou de certaines valeurs sans avoir de responsabilité politique, ni de régime censé les incarner.

Le tout s'accorde aux grandes tendances de nos sociétés depuis une trentaine d'années, si bien que les ONG sont souvent présentées comme les incarnations d'une société civile internationale ou d'une conscience morale planétaire. Le mélange d'idéalisme et de pragmatisme qu'elles représentent est rendu plus visible par des réussites spectaculaires dans l'intervention humanitaire d'urgence, par la dénonciation des catastrophes ou des périls écologiques, et bien sûr la défense des droits de l'homme

Même dotées de ces moyens quasi spirituels de sanctionner les actions d'un État ou les entreprises par définition sensibles au risque de réputation, les ONG sont plus que de simples contre-pouvoirs. Elles interviennent à divers titres.

- Elles sont productrices de concepts qui s'imposent à la classe politique et au monde économique : gouvernance, principe de précaution, ingérence, développement durable, exception culturelle, droits aux médicaments pour le Sud.
- Elles sont des «évaluatrices» : chartes, codes, déclarations, «*best practises*», notation, certification... Autant de domaines où la production des critères du vrai, du juste ou, inversement ceux du danger et du condamnable est cruciale.
- Elles produisent des normes relatives à l'échange équitable, à la corruption., auxquelles les autorités tendent à se soumettre et que l'on nomme désormais «*softlaw*».
- Elles sont source d'expertise, jouant le rôle des vigies chargées de détecter des périls actuels ou futurs, rôle qui les amène parfois à établir l'agenda de l'action internationale. Or, décider de ce qui fera «débat» et de ce qui disparaîtra dans la spirale du silence médiatique est une forme cruciale de pouvoir.
- Elles sont des intervenants directs et parfois se substituent aux États défaillants en cas de crise.

De façon plus générale, elles participent d'un mouvement en faveur d'une gouvernance globale qui impliquerait le désaïssissement du vieil État-Nation au profit de l'application directe de normes transnationales. Elles participent de l'utopie du village global.

La citation Jacques Attali : "Commençons par nous débarrasser d'un mauvais procès : je n'aime pas le nom dont nous affublent les autres, "ONG", un mot qui semble avoir été inventé par ceux qui nous détestent, parce qu'il réunit trois des mots les plus détestés, dans toutes les langues : l'un, "*organisation*", évoque la bureaucratie, l'autre, "*non*", évoque la destruction et le dernier, "*gouvernemental*", évoque l'appareil d'Etat. On ne peut faire pire. N'acceptons plus ce nom. Trouvons-en un autre : je propose de nous nommer "*institutions de solidarité*", les IDS.. " ONU le 10 septembre 2004 à New York

Le livre : François Rubio *Dictionnaire des ONG* Eyrolles 2004

POLITIQUEMENT CORRECT

L'expression est ambiguë. En France, elle permet de dénoncer un adversaire intellectuel et de faire ressortir a contrario combien on tiendra soi-même des propos dérangeants et anticonformistes. Trouver quelqu'un de politiquement correct est aussi difficile dans notre pays que de croiser un ultra-libéral ou un partisan de la pensée unique qui s'avouent comme tels.

Aux U.S.A., le *Politically Correct*, parfois désigné par son sigle "P.C.", est une langue, particulièrement répandue dans les universités. Là-bas, plus personne de "P.C" ne se risquerait à parler d'un nabot mais d'un *verticalement défié*, et chacun sait qu'un mort obèse est une personne *non-vivante différemment proportionnée*. Sous nos cieux, on imagine mal une traduction d'Astérix dans le même idiome : "Elles sont mentalement défiées, ces personnes d'origine résidentielle transalpine, Astérix" ou "Gros ? Je suis corporellement défini selon des normes autonomes". D'euphémismes en périphrases, le P.C. multiplie les manières de ne pas dévaluer une "différence" qui, du coup, paraît monstrueusement importante.

II. suscite deux critiques principales. L'une, plutôt de droite, l'accuse de se repaître des restes idéologiques du marxisme et du tiers-mondisme pour nourrir son obsession égalitaire. L'autre, plutôt de gauche, lui reproche de desservir les causes qu'il veut défendre par un maccarthysme à l'envers. Qu'on se rassure : elles ont raison toutes les deux. Le P.C. pratique donc une censure, mais différente de celle de la novlangue imaginée par Georges Orwell (la langue de "1984" où il n'existe pas de mots pour énoncer les idées interdites), différente de celle de la vieille langue de bois (faite elle pour ne célébrer que la juste doctrine); le P.C. instaure une autocensure et joue du sentiment de culpabilité, la faute consistant à employer des mots "discriminants", manifestations et sources de pensées coupables. Comment se défendre, si l'on ne possède pas de mots licites pour plaider sa cause ? Celui qui formate le vocabulaire, formate l'esprit. De surcroît, le P.C. tend à faire croire que tout est affaire de mentalités (de tolérance) et non d'intérêts et de domination et qu'il suffirait de bons sentiments pour passer dans le bon camp..

Le P.C. est aussi Puritainement Correct ; ce n'est plus la lubricité qui est condamnée mais l'orgueil des dominants, avec les mêmes hypocrisies et des mêmes indignations que l'on maudissait autrefois la lubricité. Il y a sans doute de la volupté à se proclamer si respectueux de toutes les différences et en même temps si menacé de pécher d'un mot. Le Politiquement Correct joue du sentiment de culpabilité : la faute consistant à employer des mots discriminants. Et comme de désigner ou de qualifier (ce qui, on l'admettra, est une des fonctions normales des mots) à classer, voire à évaluer, il n'y a qu'un pas, tout locuteur vit entre faute et rédemption, toujours en situation d'avoir à s'excuser d'avoir pu penser ce qu'il n'ose énoncer.

La citation "Le but du novlangue était non seulement de fournir un mode d'expression aux idées générales et aux habitudes mentales des dévots de l'angsoc, mais de rendre impossible tout autre mode de pensée"1984

Le livre : Hughes R., *La culture gnangnan*, Arléa 1994

POUVOIR

La définition la plus simple du pouvoir est : capacité d'obtenir ce que l'on veut. Il existe un "mystère de l'obéissance" qui obsède philosophie, science politique et psychologie depuis plusieurs siècles. Dès 1576, dans son "Discours de la servitude volontaire", La Boétie s'étonne "de voir un million d'hommes misérablement asservis, la tête sous le joug, non qu'ils y soient contraints par une force majeure, mais parce qu'ils sont fascinés et pour ainsi dire ensorcelés par le seul nom d'Un qu'ils ne devraient pas redouter – puisqu'il est seul – ni aimer – puisqu'il est envers eux inhumain et cruel". Pourquoi obéissons-nous ? La réponse est entre la pure crainte de la violence et le consentement absolu. La contrainte totale ne fonctionnerait pas longtemps sans la supériorité organisationnelle des maîtres ni sans un consentement minimal (la résignation des esclaves à ne pas se révolter). Un pouvoir qui se négocierait à chaque instant et auquel chacun renouvellerait constamment son accord est une utopie. Enfin, concevoir le pouvoir comme une boîte noire qui recevrait des demandes de l'opinion ou de l'électorat pour y répondre par des prestations ou prescriptions, c'est ignorer le pouvoir des symboles.

Pour qu'il y ait pouvoir, il faut, soit que ceux qui obéissent se persuadent soit que ce pouvoir émane d'une source supérieure (l'élection au suffrage universel ou la descendance du dieu soleil suivant les cultures) soit qu'il est nécessaire afin d'atteindre le Bien Commun. Contrairement à la puissance qui est accumulation de moyens (et risque souvent de rester *en puissance*, incapable de se traduire par un résultat pratique), le pouvoir n'est pas virtuel : il s'exerce sur quelqu'un. Cela suppose une relation où la confiance de celui qui obéit en une autorité ou en une efficacité ne peut faire complètement défaut.

Durant le siècle précédent, les meilleurs esprits se sont interrogés sur la nature du pouvoir politique et économique. Certains ont invoqué un pouvoir culturel ou idéologique qui aurait servi à dissimuler les deux premiers. Nos sociétés postmodernes découvrent de nouvelles formes de pouvoir, plutôt ambiguës. Elles supposent souvent un pouvoir négatif de condamner ou de bloquer. Ainsi, il faut compter avec le pouvoir médiatique, celui des ONG, des OIG, des mouvements internationaux d'opinion, des experts ou des "autorités morales" si souvent consultées sur des "questions de société", avec la pratique de plus en plus fréquente de l'arbitrage et le rôle des divers systèmes de formatage sans même parler de l'efficacité des réseaux Le pouvoir a mauvaise presse que ce soit chez les libéraux ou les libertaires. Ils rêvent de remplacer toute forme de contrainte ou de médiation politique, surtout si elle est nationale, par l'action de groupes de solidarité : ceux-ci mettraient spontanément en œuvre les valeurs de bonne gouvernance, développement durable, diversité, etc. Mais même ce discours conforte un autre pouvoir, et vise à une emprise sur les institutions et les esprits.

La citation : Hannah Arendt "Le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle ; il appartient à un groupe et continue à lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé. Lorsque nous déclarons que quelqu'un est "au pouvoir", nous entendons par là qu'il a reçu d'un certain nombre de personnes le pouvoir d'agir en leur nom" *Du mensonge à la violence politique*, 1994

Le livre : J. Baechler *Du pouvoir pur* Calmann-lévy 1978

POUVOIR (QUATRIEME)

En quoi consiste le “pouvoir des médias” ? Il ne formule pas de commandement explicite – comme les trois premiers, législatif, exécutif ou judiciaire - et il n’est efficace que dans la mesure où nous sommes inconscients de son existence. Seuls les fous disent qu’ils ont fait quelque chose parce que la voix dans le poste les y a obligés. Les médias ne nous ordonnent rien. Au pire, ils nous suggèrent (de voter ou d’acheter) quand leurs messages visent à une persuasion délibérée. Même en ce cas, il n’y a aucune preuve scientifique qu’ils emportent notre conviction à tous les coups. Tous les travaux menés sur la persuasion concluent à son étonnante complexité et décèlent une non moins surprenante “résistance des récepteurs”. Si le quatrième pouvoir n’est pas celui de nous faire penser, pourrait-il être celui de nous empêcher de penser ? ou de nous dire à quoi penser ? ou comment penser ?

La première hypothèse a connu un grand succès dans les années 70 : le système abrutissait les masses. Aujourd’hui cette dénonciation des “industries culturelles” connaît un renouveau chez les altermondialistes. Nombre d’entre eux sont persuadés que les médias “véhiculent” une idéologie conservatrice en présentant le monde tel qu’il est comme naturel et comme le seul possible. Voire, plus subtilement, parce qu’ils nous distraient, nous séduisent – y compris en nous incitant à consommer par la publicité - et servent quasiment de sédatifs sociaux, devenant le plus sûr remède contre toute tentation de révolte ou de critique. Mais l’argument est un peu circulaire : que serait une idéologie “dominante” si elle ne “dominait” pas les médias ?

La seconde hypothèse équivaut peu ou prou à celle de la fonction d’agenda : les médias décident de ce qui fera débat et en quels termes.

Quant à la troisième idée, elle renvoie à un formatage des esprits par le média dominant : que nous font nos moyens de transmission indépendamment de leur contenu ? Nos technologies de communication et de transmission déterminent-elles nos mentalités, nos façons de vivre ensemble, de produire, de lutter, d’ordonner nos rapports ?

Le pouvoir le plus étonnant des médias est peut-être de faire croire en leur pouvoir. Et donc de nous faire agir en conséquence ce qui valide l’hypothèse de départ. En témoigne la façon dont les pratiques politiques et économiques sont dominées par le souci de l’image : en ces domaines, la plupart des événements sont produits dans l’espoir d’être repris par les médias. Ceux-ci changent donc “en amont” la réalité qu’ils représentent bien ou mal en aval. Un monde où les ados rêvent de passer à Star Academy, où il y a presque autant de caméras que de Kalachnikov sur les théâtres de guerre et où le coût du *marketing politique* compte pour plusieurs points dans le Produit Intérieur Brut des U.S.A. témoigne d’un “pouvoir des médias” qui a peu à voir avec les sempiternelles questions sur l’objectivité de l’information.

La citation U. Eco “Nous savons aujourd’hui ce que sont les radios et les télévisions. Des pluralités incontrôlables de messages que chacun utilise pour les mélanger à sa façon par télécommande. La liberté de l’utilisateur n’augmente sans doute pas. Mais la façon de lui apprendre à être libre et contrôlé change certainement” *La guerre du faux*, 1985

Le livre : A. et M. Mattelart, *Penser les médias*, La Découverte 1991

POUVOIR “DOUX ” (*SOFT POWER*)

L’inventeur de l’expression est Joseph S. Nye, sous-secrétaire d’État à la Défense sous Clinton, que, si dans le domaine économique ou militaire, les Etats-Unis prédominent déjà grâce au pouvoir “hard”, de la carotte (les récompenses) ou du bâton (la menace) : dollars et U.S. Army. Mais, selon lui, il faut le compléter par un mode d’action indirect amenant les autres pays à se comporter conformément aux désirs et intérêts U.S. par admiration ou désir de partager sa prospérité. Cette façon d’inciter là “vouloir ce que vous voulez” suppose, ajoute-t-il, la capacité de “faire l’agenda de la politique mondiale et d’attirer les autres”. Le *soft power* combine donc initiative diplomatique, séduction d’une image et propagation de ses valeurs. la notion est typique de la décennie 90, et de sa confiance en l’élargissement (*enlargement*) du modèle politique, économique et culturel U.S.

Malgré le récent retour du conflit, la notion de *soft power* reste centrale dans le débat stratégique. Souvent, les analystes proches des démocrates critiquent l’unilatéralisme et à la propension des conservateurs à recourir à la force ; ils y opposent la stratégie “*soft*” qu’il faudrait mener. Ou encore, ils s’inquiètent du déclin du *soft power* américain, presque synonyme de prestige ou de capital de sympathie. Les nombreuses enquêtes sur la montée de l’antiaméricanisme dans le monde depuis le 11 Septembre concluent pareillement en déplorant le rejet croissant du modèle U.S. La question “Mais pourquoi nous haïssent-ils ?” obsède les milieux dirigeants. Y répondre par des appels au *soft power* équivaut à faire appel la vertu dormitive de l’opium : une tautologie n’explique rien.

Il ne faut pas classer le *soft power* comme démocrate et le *hard* comme républicain : les conservateurs sont souvent attachés à une politique dite de “diplomatie publique” pour agir directement sur l’opinion internationale, notamment à travers les médias, et donner une meilleure image de l’Amérique. *Soft power* et diplomatie publique : outre que ces notions dénotent un certain narcissisme, américain, elles relèvent un peu de l’incantation. Leur succès supposerait des progrès dans au moins trois domaines : 1) l’attraction du modèle américain (encore l’on puisse souhaiter avoir le niveau de prospérité ou de technologie dont jouit l’hyperpuissance sans en imiter les mœurs ou la culture). 2) la capacité de la diplomatie U.S. de recueillir des soutiens en faveur de ses objectifs. 3) des mécanismes de persuasion ou de promotion de l’image des U.S.A, à la façon d’une marque dont il faut faire la “com”. Or vouloir *être comme* un modèle, vouloir *s’allier avec* un gouvernement et *croire en* des affirmations relatives à un pays sont des choses différentes.

Les Européens et surtout Français préfèrent se référer à la notion d’influence, aussi ambivalente, mais plus ancienne.

La citation : J.S. Nye : “L’anti-américanisme a progressé au cours des deux dernières années... et le recrutement terroriste a augmenté dans le monde islamique. Nous sommes en train de perdre notre *soft power* et notre capacité d’attirer les autres... Nous devons cesser de gaspiller notre *soft power* et apprendre à le combiner avec notre pouvoir hard, pour être capables de répondre aux défis” *Ignoring Soft Power Carries a High Cost*, Chicago Tribune 16 Mai 2004

Le livre : P. Hassner et j ; Vaïsse, *Washington et le monde*, Ceri/Autrement, 2003

PRECAUTION (PRINCIPE DE..)

Il est défini par la loi la loi du 2 février 1995 comme le principe, “selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable”. La prudence scientifique répugne à exclure toute possibilité de catastrophe. Le principe de précaution, lui, renverse la charge de la preuve : ne plus considérer l'absence de démonstration d'un danger comme un indice rassurant, valant permission de faire, mais exiger la certitude que le scénario du pire est impossible. Il s'inscrit dans la logique du développement durable, qui insiste sur la responsabilité de la présente génération à l'égard de celles qui suivent.

Poussé à l'extrême, cela équivaut, avant toute initiative, à attendre la démonstration d'une innocuité absolue. Une telle preuve est impossible à administrer, à la fois parce qu'il faut bien arrêter quelque part la chaîne des conséquences envisagées, et parce qu'il n'y a pas moyens d'échapper au problème de la connaissance future : ce qui sera découvert demain révélera peut-être des dangers nés aujourd'hui, mais y apportera peut-être aussi des solutions, quitte à créer à son tour un nouveau dilemme. La réduction d'incertitude à venir, ou l'éventualité d'une future contestation des hypothèses d'aujourd'hui, plus l'interférence de facteurs encore virtuels et inconnus : tout cela constitue un cycle affolant que personne ne maîtrise.

Le principe de précaution traduit donc ce sentiment d'une responsabilité non-mesurable à l'égard du futur. Ce n'est ni la prudence qui recommande de tout calculer, ni la prévision tente de minimiser des risques connues, c'est un paradoxe de l'inconnu. érigé en principe d'urgence. L'hypothèse la plus sombre jouit ainsi du privilège d'être tenue pour valide jusqu'à être définitivement controuvée. La nécessité d'un choix immédiat semble coïncider avec l'incapacité de trancher. La catastrophe absolue, éventuellement l'autodestruction de l'Homme, devient alors le point de fuite de cette perspective terrifiante. Penser l'abominable demande à calculer l'impensable.

D'où la contradiction inhérente au principe :

Soit il réintroduit subrepticement un critère de foi en l'expertise : il faut alors lui faire crédit de distinguer les risques qui restent bénins, rares ou réversibles, et ne pas exclure les avancées techniques qui pourraient apporter leurs propres remèdes. Ou au minimum, il faut attendre des experts qu'ils déterminent quels risques, sans être mesurables sont d'une gravité telle qu'il est inacceptable de les courir. Du coup, la “science” est convoquée à la fois comme suspecte et comme experte : elle doit mesurer ce dont l'existence ou la causalité même sont douteuses. Bref il faut recourir à l'estimation du raisonnable et du vraisemblable, et le principe de précaution ne fait qu'habiller des prescriptions de la bonne vieille prudence.

Soit le principe amène formuler un interdit absolu qui, appliqué à l'époque, aurait empêché le néanderthalien d'inventer le feu s'il avait songé qu'il servirait plus tard à brûler les sorcières.

La citation : F. Ewald “Il s'agit d'assurer la continuité de l'avenir eu égard au passé.

Le principe de précaution est contre-révolutionnaire. Il a prétention à limiter l'innovation dans un cadre de progrès sans rupture” article catastrophe in *Encyclopedia universalis*

Le livre : O. Godard, C. Henry, P. Lagadec, E. Michel-Kerjan, *Traité des nouveaux risques* Gallimard 2002

PREVISION /IMPREVISIBILITE

Le fait que notre capacité à calculer les dangers et les opportunités de l'avenir reste limitée en dépit de l'énorme quantité d'information disponibles apparaît comme un paradoxe à beaucoup. Une telle surprise justifierait à leurs yeux de faire du risque et de l'incertitude les caractéristiques majeures de l'époque. Mais c'est de notre étonnement qu'il faudrait étonner. L'optimisme technologique avait développé dans les années 60 à 80 l'idée que le monde allait devenir de plus en plus calculable et que nous pourrions le gérer scientifiquement. C'est par exemple l'idéal qui inspirait les futurologues comme Hermann Kahn ou Alvin Toffle, les découvreurs de "mégatendances" et de façon plus générale, tous les annonceurs d'une société "post-industrielle".

À l'époque qui eût osé prédire : "En l'an 2000, il n'y aura pas d'État universel, nous n'aurons pas colonisé d'autres planètes, ni adopté l'énergie solaire. Il y aura des guerres d'indépendance, des pauvres, des épidémies et des fanatismes religieux. Nous aurons des voitures à essence et les enfants apprendront encore dans des écoles ." ? Les plus timorés croyaient au moins au téléenseignement, aux fusées individuelles, à la mort de l'État, à l'exploitation du minerai de Mars ou celui des fonds sous-marins. Le réel est un terrible réactionnaire. Faites l'expérience : relisez ce qu'annonçaient dans les années 70 les soviétologues, les spécialistes de la conquête de l'espace ou les partisans de la croissance zéro... Cette persistance dans l'erreur est d'autant plus embarrassante qu'à chaque instant, bien plus qu'à la force de la tradition ou à la légitimité de l'autorité, nous sommes appelés à nous soumettre au pouvoir d'anticipations qui peuvent aussi bien porter sur la technologie, l'écologie, l'économie, la démographie, etc.. Dans le registre optimiste (la révolution de l'information) ou pessimiste (principe de précaution) nous sommes sommés d'être prêts pour demain et mis en demeure de ne rien faire qui puisse, suivant le registre, retarder l'avènement d'un monde meilleur ou provoquer une catastrophe durable.

L'imprévisibilité naît du hasard et du facteur humain. Le premier implique que les variables excèdent toute capacité de recensement, le second que le comportement de nos semblables ne sera jamais mis en équation.

L'imprévision, elle, ou plutôt la mauvaise prévision de l'avenir, a, elle des causes récurrentes qui font que la futurologie de la fin du XX^e siècle répète les mêmes erreurs que celles des partisans de la fée Électricité et du Progrès Universel en 1900 : penchant à prolonger les mêmes courbes à l'infini, refus de tenir compte des facteurs trop anciens, tendance à reprendre les mêmes mythes. Ainsi, on attend qu'Internet et la navette spatiale abolissent les frontières comme nos arrière-grands-pères l'espéraient du télégraphe et du dirigeable. La seule chose qui soit prévisible, c'est que les prophètes se tromperont, et même qu'ils tendront à se tromper de la même façon.

La citation Pascal : "Ce n'est que faute de savoir bien connaître et étudier le présent qu'on fait l'entendu pour étudier l'avenir." Lettre VIII à Mlle de Roannez

Le livre : F.B. Huyghe *Les experts ou l'art de se tromper*, Plon 1996

PROPAGANDE

La propagande est bien la technique de propagation que suggère son étymologie (la congrégation de cardinaux “de *propaganda fidei*” chargés de propager la “vraie foi” au XVI^e siècle). Mais, au fil du temps, propagande prendra le sens de “bourrage de crâne” (mensonges officiels, slogans simplificateurs, et mobilisation des esprits), voire de direction de l’opinion par des informations sinon fausses du moins orientées.

Ainsi, la notion élargie de propagande évoque à la fois celle de rhétorique (techniques pour convaincre par le raisonnement et par l’émotion) mais à l’échelle de populations entières, celle d’endoctrinement (intérieurisation d’un dogme et soumission des membres à la communauté), de manipulation (amener quelqu’un à désirer ce que l’on veut sans qu’il en soit conscient). Elle recouvre enfin un aspect de la guerre de l’information : gagner des sympathisants, déprécier et décourager un adversaire.

Pour ce faire, la propagande mobilise les moyens les plus répétitifs, les plus attractifs, les plus persuasifs ; Elle doit multiplier les croyants en une cause, en un parti, en un régime, en une religion, bref en une idée.... Elle propage d’abord un contenu. Il peut s’incarner en une doctrine ou en un slogan simplificateur fut-ce “mort aux vaches”. Suivant le cas, le discours de la propagande se fonde sur des faits vrais, faux ou invérifiables (“Dieu est avec nous”). Il débouche souvent sur une proposition d’action au moins implicite (ne serait-ce que “soutenez notre juste cause”). Il tranche surtout du bien et du mal.

La propagande suscite également inimitié et communauté. L’inimitié oppose le “propagandé” convaincu au groupe et à la propagande adverses. Ce qui peut à inventer des ennemis imaginaires (le supposé complot hitléro-trotskyte en URSS), la propagande s’oppose à un autre discours, qu’elle qualifie elle-même de propagande et de mensonge. Foi partagée, s’adressant plus à un groupe qu’à un individu, la propagande provoque la fusion avec l’ensemble des croyants.. Qui dit propagande dit multiplication, art de faire adhérer ensemble, production du consensus, groupe rassemblé autour de ses certitudes...

Les recettes sont éternelles : diaboliser l’ennemi, tout expliquer par une cause unique, répéter et simplifier, réactiver les sentiments et stéréotypes les plus élémentaires, jouer de la peur, de l’autorité et du grégarisme. Mais cela ne veut pas dire que sa forme soit immuable. L’art de convaincre les masses dépend des idéologies qui le mobilisent et des technologies qui le concrétisent. Une histoire des idées contagieuses suppose une histoire des moyens de contagion. On ne convainc pas de la même façon des foules rassemblées ou des audiences planétaires. Les chants et affiches n’agissent pas comme les images numériques et les rumeurs en réseaux. Faire adhérer des militants à une utopie politique n’est pas faire s’indigner le public planétaire d’une horreur exotique.

La citation : Edward Bernays (psychologue, neveu de Freud, employé par le président W. Wilson) " Si nous comprenons les mécanismes et les mobiles propres au fonctionnement de l'esprit de groupe, il devient possible de contrôler et d'embrigader les masses selon notre volonté et sans qu'elles en prennent conscience. La manipulation consciente et intelligente des habitudes et des opinions organisées des masses est un élément important dans une société démocratique. Ce mécanisme invisible de la société constitue un gouvernement invisible qui est le véritable pouvoir dirigeant de notre pays. Ce sont les minorités intelligentes qui se doivent de faire un usage systématique et continu de la propagande " *Propaganda* 1928

Le livre : S. Tchakhotine *Le viol des foules par la propagande politique* 1933

PROPAGANDE PAR LE FAIT (terrorisme)

Le terrorisme se caractérise suivant la formule souvent répétée de Raymond Aron par la recherche d'effets psychologiques supérieurs à ses effets physiques. Un terrorisme sans violence serait du bavardage ; à l'inverse le terrorisme ne peut se réduire à sa puissance de destruction. Pour lui, le ravage fait message et le théâtre des opérations devient un théâtre tout court. Quand le résultat militaire de la violence importe plus à ses auteurs que sa signification symbolique, il faut parler guérilla, émeute ou guerre de partisans., mais pas terrorisme. De plus, autre différence, le terroriste théorise. Quand il tue un homme, il veut tuer une idée et en proclamer une nouvelle. Ceci vaut depuis la "propagande par le fait" anarchiste de la Belle Époque jusqu'à la Terreur d'anathème et de prédication que pratiquent les jihadistes.

Le terroriste considère les médias comme des armes.

- Directement d'abord, il peut tenter d'employer Internet et l'ordinateur comme moyens de sabotage dirigé contre nos sociétés qui reposent sur l'information. C'est ce que l'on nomme "cyberterrorisme", pour l'instant plus dangereux en théorie que réellement expérimenté.

- Indirectement surtout, le terroriste tente de retourner les médias de l'adversaire contre lui. Il les utilise pour faire peur (répandre la terreur) mais aussi pour faire écho (voire pour se faire une sinistre publicité), pour exercer une contrainte, pour recruter de futurs disciples... Même et surtout le choix de la victime a un sens: il obéit à la logique de la représentation et du symbole.

Outre le sentiment contagieux de peur et la contrainte qu'il veut exercer sur les autorités et la population, un attentat "signifie" au moins trois choses:

- au nom de qui on frappe et quel acteur historique (le Proletariat, le Peuple, les Opprimés, l'Oumma...) représente l'acteur terroriste
- quel changement historique il annonce (la Vengeance est proche, la Révolution est en marche...) et quel camp il veut rassembler
- qui il frappe et qui il abaisse par là. La victime et ce qu'elle représente – comme l'État- sont censés être diminués, humiliés (ils peuvent éprouver de la peur) mais aussi démasqués (le Pouvoir honni est plus vulnérable et plus oppressif qu'il ne semblait)

Face à cette triple "révélation", le contre-terroriste recourt depuis toujours à la lutte idéologique, voire à l'interdit toujours au motif qu'il ne faut pas "offrir de tribunes au terroriste". Surtout il pratique la dénonciation : il rabaisse ce que l'acte terroriste a voulu élever à hauteur des grands principes (Nation, lutte finale, volonté de Dieu...).

Cette situation se complique quand le terroriste n'est plus obligé d'employer les médias qu'il considère comme appartenant à l'adversaire mais s'exprime directement, sur Internet par exemple, ou encore par des médias sinon sympathisant du moins prêts à retransmettre ses messages (cf. les fameuses "cassettes de ben Laden" diffusées par al Jazira).

La citation Dostoïevsky Chigaliou à Piotr Stépanovitch "Le vaste réseau qui couvre la Russie entière et dont notre groupe forme l'une des mailles. Chacun de ces groupes, tout en faisant des prosélytes et en se ramifiant à l'infini, doit par une propagande systématique saper le pouvoir des autorités locales, répandre le trouble dans les campagnes, provoquer des scandales, pousser au cynisme et à l'incrédulité, susciter le désir d'un sort meilleur et, enfin avoir recours aux incendies comme à un moyen éminemment populaire pour plonger le moment venu le pays dans le désespoir.

Le livre Cahiers de Médiologie n°13 *La scène terroriste*, Gallimard 2003 (téléchargeable sur mediologie.org)

PUISSANCE

La puissance n'est pas nécessairement le pouvoir effectif ni ne garantit la capacité concrète d'obtenir ce que l'on veut. Mais elle en accumule les moyens et ressources. Elle est relative (on est plus ou moins puissant en tel domaine). et se divise classiquement en "facteurs" : territoire, population, moyens de production, forces militaires... Leur addition fait que tel pays "est" une puissance. Bien sûr cela comporte un large élément qualitatif et immatériel : l'organisation, l'inventivité, le consensus au sein d'une société contribuent à la puissance d'une nation comme la qualité de ses sciences et techniques voire, à certains égards l'idéologie. Ainsi une grande part de la puissance de l'U.R.S.S. résidait dans le succès planétaire du marxisme. Désormais la notion d'hyperpuissance popularisée par Hubert Védrine vaut constat de la prédominance américaine dans les domaines économiques, militaires, scientifiques, culturels, diplomatiques. La puissance ne suppose pas nécessairement la confrontation ou l'emploi de la force mais sa logique d'accroissement perpétuel la pousse à se mesurer d'autres puissances ou à susciter hostilité ou ressentiment. En revanche elle ne sert guère seule, sauf à trouver des relais : l'autorité, l'influence, la confiance, l'obéissance. En politique comme en physique une puissance se mesure à la résistance qu'elle rencontre.

D'où deux paradoxes contemporains. Le premier est celui de l'hyperpuissance U.S. découvrant que plus de moyens ne signifie plus de sécurité et moins de vulnérabilité : jamais un pays n'a possédé de telles capacités de punir, de récompenser, d'inventer, de s'enrichir..., et aucun n'a vécu dans une telle crainte du reste du monde (ROW, *Rest of the World*) au point de vouloir le convertir à ses valeurs dans l'espoir de le rendre moins dangereux : tout désordre dans la mondialisation est interprété comme une menace contre les U.S.A.. Second paradoxe : l'Europe est une puissance malgré elle, est capable de l'emporter sur la première en termes de potentialités économiques, intellectuelles ou autres, mais elle en repousse l'idée à tel point que la notion d'Europe-puissance résonne comme une obscénité. Un célèbre essai de Robert Kagan "la puissance et la faiblesse" constatait une sorte de chassé-croisé historique : les U.S.A., autrefois pétris de principes isolationnistes ont choisi une politique sans complexe au service de leurs intérêts. À rebours sa pratique de plusieurs siècles, l'Europe ne veut plus être qu'une zone de prospérité et de droit. Mais le dernier essai de Kagan s'intitule "le revers de la puissance". Sa thèse : dans la mesure où ils prétendent exercer leur leadership au nom de valeurs universelles, les USA ont désespérément besoin d'un consensus du monde libéral qui leur fera de plus en plus défaut. Visiblement l'influence a "décroché" de la puissance US, raison de plus de nous guérir, nous Européens, de notre volonté d'impuissance.

La citation Hannah Arendt "Le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle : il appartient à un groupe et continue de lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé... La puissance désigne sans équivoque un élément caractéristique d'une entité humaine ; elle est la propriété d'un objet ou d'une personne et fait partie de sa nature."²

Le livre A. Chauprade, C. Harbulot, d. Lucas (dir.) *Les chemins de la puissance*, Eyrolles 2005

RÉSEAU

Le sens du mot réseau, dont l'étymologie évoque un filet enserrant quelque chose est très vaste puisqu'il désigne un ensemble de gens ou de choses reliés par la circulation de quelque chose. Le réseau suppose donc une morphologie -le maillage de lignes qui relie- plus la circulation d'un contenu. Il existe des réseaux naturels, comme le réseau sanguin ou nerveux mais l'usage le plus courant renvoie à des réseaux faits par l'homme pour la bonne circulation de flux qu'il s'agisse de réseaux postaux, électriques ou routiers respectivement voués à transporter des lettres, du courant électrique ou des véhicules. Certains réseaux peuvent être purement humains : un réseau de terroristes, d'espionnage ou d'influence naît simplement du fait que ses membres poursuivent un but commun et échangent quelque chose entre eux d'une certaine façon, par exemple suivant des affinités ou des règles de sécurité. De ce point de vue, le réseau s'oppose à la pyramide ou à toute système par lequel les biens, les flux, les renseignements, les ordres... ne circulent que dans un seul sens voire par un seul canal de type chef, sous-chef, subordonné... L'avantage d'un réseau dont les composantes sont reliées de multiples façons est qu'il permet une communication entre ses multiples "nœuds". Il résiste relativement bien aux accidents, innovations ou tentatives d'interruption et son efficacité est à la mesure des connexions qu'il permet, donc de la richesse des liaisons possibles entre les composantes. Les réseaux informatiques autorisent de multiples connexions entre les matériels et donc les utilisateurs reliés. Internet repose sur la conjonction d'une structure réticulaire – permettant de multiples modes de circulation : utilisateur à utilisateur, utilisateurs à sites et à bases de données et vice-versa, liens hypertextuels... - mais il repose aussi sur la nature extraordinairement fluide de ce qui y circule : des bits numériques sous forme d'impulsions électriques. L'expression "société en réseaux" -popularisée par un monumental travail de Manuel Castells est souvent employée pour désigner les changements induits par le développement de la micro-informatique et par la mondialisation en tant que circulation de gens, de biens, de capitaux, de signes de modèles culturels, et qui semblent déborder les anciens territoires et les frontières. Personne ne s'étonne plus d'entendre parler d'entreprise en réseau, voire de guerre en réseau.

Notre époque recourt souvent à la métaphore du réseau – souple, vivant, innovant...- et l'oppose volontiers aux structures rigides, hiérarchiques, formelles de l'ère industrielle . Ainsi le web est comparé à toile d'araignée mondiale un filet tendu sur la planète, dont chaque maille serait un ordinateur et chaque fil une ligne de communication.. Il se développe même une véritable utopie du fonctionnement en réseau, comme si le simple fait de faciliter la communication, notamment celle de biens immatériels comme l'information – était en soi porteuse de démocratie, d'apaisement et d'inventivité. Et comme si les réseaux excluaient le pouvoir.

La citation : M. Castells "Les réseaux sont parfaitement appropriés à une économie de type capitaliste reposant sur la flexibilité et l'adaptabilité ; à une culture de la déconstruction et de la reconstruction sans fin ; à un système politique conçu pour traiter instantanément des valeurs et humeurs publiques changeantes ; à une organisation sociale visant à la négation de l'espace et à l'annihilation du temps"

Le livre : M. Castells *La société en réseaux* Fayard 1998

REVOLUTION DE LA COMMUNICATION

Une tradition intellectuelle, remontant au moins à Saint-Simon et à son rêve du “gouvernement des choses” fait de l’amélioration conjointe des connaissances scientifiques et des moyens de communication une force par nature pacificatrice. Réduction des obstacles que l’ignorance dresse entre les hommes, amélioration des méthodes de gestion et de prédiction sociale, effets bénéfiques et apaisants de l’abondance engendrée par la technologie, mais aussi transfert de l’essentiel de l’activité humaine de la production de choses (dont la possession est, par nature, objet de rivalité) vers l’accroissement des savoirs ou le maniement des signes. Voilà une thématique optimiste qui fait le lien entre les prophètes du chemin de fer ou du télégraphe et ceux d’Internet. Le tout débouche au final sur l’idée de l’abolition de la politique (par nature irrationnelle et passionnelle) au profit de la technique et de la communication, mais aussi sur l’espérance d’une abolition des frontières (forcément “obsolètes”) et d’une unification de l’humanité (village global par exemple).

Dans les dernières décennies du XX^e siècle, ce rêve d’une ère post-industrielle prend la forme de l’attente d’une société que l’on dira du savoir, de l’information ou de la communication (même si ces trois notions ne se recouvrent que très partiellement) ou encore “société en réseaux”. L’idée est que l’accroissement du savoir disponible, joint à la facilité de traitement et de partage des données, deviendra le moteur du changement social. La technologie de la communication est jugée porteuse d’un impact sans précédent sur les champs politiques, économiques, culturels. La connaissance est envisagée comme source du changement et ressource essentielle, chaque jour davantage disponible. L’élimination du risque et du conflit apparaissent comme des objectifs proches. Dans cette optique, penser le politique en termes de luttes pour le pouvoir, l’économique comme compétition pour des ressources et la culture comme expression de valeurs hétérogènes, c’est pire que pessimiste, ringard. Il s’agit de suivre le nouveau sens de l’histoire.

Ce discours suscite des critiques aux tonalités souvent apocalyptiques ou des protestations contre les mauvais usages de ces technologies, ou leur inégale répartition (la “fracture numérique”). Beaucoup soupçonnent les NTIC de reproduire rapports de pouvoir et inégalités (voire, tout simplement, de dissimuler l’hégémonie américaine) et de creuser les inégalités plus qu’elles ne les combent. D’autres craignent la catastrophe informatique : un monde déshumanisé.

Dans le même temps aussi, prolifèrent de surprenants mouvements culturels et sociaux pour, contre et par la technologie. En témoignent les revendications du droit à la cryptologie, les pirates informatiques et libertaires, les “e-militants” antiglobalisation ou les associations anti Big Brother défendant les libertés via les nouvelles technologies.

La citation : P. de Flichy “Mais les annonces d’une révolution de la communication ne datent pas d’aujourd’hui, elles ont également fleuri à la fin du XIX^e siècle, lors de la naissance de la radio... Les mêmes réformateurs sociaux espèrent résoudre les difficultés de l’école ou revivifier le fonctionnement de la démocratie, les mêmes Cassandre voient dans le média qui apparaît une menace pour la culture ou les libertés des citoyens, les mêmes idéologues voient poindre l’aube d’une nouvelle civilisation” *L’imaginaire d’Internet* 2001

Le livre : MATTELART A. *Histoire de l’utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, Éditions la Découverte, 1999

RISQUE

Initialement le risque est l'écueil qui menace les navires, puis prend le sens d'un danger imprévisible et exclusif de la faute humaine. Le risque, exalté par la philosophie libérale comme rançon du succès, se manifeste souvent sous la forme de l'accident, le malheur qui survient de façon brusque, et surtout de l'accident industriel. La multiplication des machines, des vitesses, des forces en action, des contacts humains, des innovations..., semblent d'abord nécessairement porteuse de la possibilité de tels malheurs.. Mais vers la fin du XX^e siècle naît la notion du "zéro risque". Nos sociétés qui sont objectivement de moins en moins dangereuses souffrent pourtant d'une perception subjective ou d'une aversion au risque que ne connaissaient pas nos ancêtres qui vivaient bien moins longtemps et considéraient épidémies, guerres ou accidents comme choses presque naturelles. Et l'idée que la science loin de réduire le risque le multiplie (et est de moins capable de le prévoir) nourrit le principe de précaution.

Les nouveaux risques sont souvent liés à des inventions scientifiques (OGM, énergie atomique) ou à la découverte de relations causales inconnues (HIV et le SIDA, prion et la maladie de Creutzfeldt Jakob).

Il ne s'agit pas de calculer une probabilité, sur la base de séries statistiques avérées. Le doute porte sur une relation de causalité, sur l'existence du risque, pas sur des statistiques ou des corrélations.

Les nouveaux risques sont pour une large part informationnels. Après coup, il semble évident qu'on aurait dû calculer, qu'on ne pouvait pas ne pas prévoir, mais avant personne n'avait rien vu venir. Dans tous les cas on exige le renforcement de mécanisme d'évaluations, de sécurisation de traçabilité, en attente d'une autre catastrophe qui prouvera à son tour l'impossibilité du zéro risque, zéro défaut et nourrira le sentiment –pourtant terriblement subjectif – d'une fragilité générale.

-La question se pose souvent de façon binaire : faut-il ou non laisser faire, autoriser tel produit? Du coup, il faut une réponse immédiate (comme interdire ou pas la diffusion de sang qui pourrait être contaminé) à des questions déterminées par un futur non maîtrisé.

Ce monde hypothétique est controversé : ni les théories scientifiques, ni les points de vue des acteurs ne sont unanimes.

La répartition du risque est inégalitaire. C'est vrai dans le temps (pour les générations futures) et dans l'espace : le pays X peut souffrir de la pollution produite par le pays Y.

Il subsiste des risques anciens (telles les catastrophes naturelles amplifiées par notre perception médiatique) mais ce sont surtout les risques nouveaux, liés à l'accroissement de notre capacité de transformer la Nature, qui nous obsèdent le plus. La perspective s'est renversée : d'une vision du progrès entraînant réduction des aléas et des catastrophes nous passons à celle d'un monde voué au calcul et au paiement d'une sorte de rançon de la puissance humaine.

La citation : Ulrich Beck "Dans la modernité avancée, la production sociale de richesses est systématiquement corrélée à la production sociale de risques. En conséquence, les problèmes de répartition propres à la société de pénurie et les conflits qui y étaient liés y sont recouverts par les problèmes et les conflits générés par la production, la définition et la répartition des risques induits par la science et la technique"

Le livre : U. Beck *La société du risque*, Aubier 1998

RUMEUR

La rumeur est souvent présentée comme “le plus vieux média du monde” puisque le bouche-à-oreille, le cancan, le potin, le commérage, le bruit, souvent la médisance seraient nés avec le langage articulé. Pour définir plus précisément la rumeur, ajoutons :

- qu'elle doit porter sur l'énoncé d'un fait (“X a fait Y ” “en réalité Z a fait ceci pour tel motif caché”, “il existe tel risque qu'on nous dissimule”) et non d'une simple opinion, même injurieuse sur la valeur d'une œuvre, d'une réalisation ou d'un individu (“c'est nul ” ou “Machin est un salaud ”)
- qu'elle est toujours censée révéler quelque chose qu'ignorait l'interlocuteur : il va peut-être devenir à son tour propagateur de la rumeur, le plus souvent, celle-ci se présente comme la révélation d'un secret que certains tenteraient d'étouffer. Comme dans le feuilleton “x-files ” : la vérité est ailleurs
- qu'elle suppose un incessant passage de l'information : celui qui l'a reçue la retransmet, parfois en l'enjolivant, et en ajoutant son propre commentaire sur l'autorité des sources
- qu'elle n'est pas nécessairement mensongère ou erronée. Il existe des rumeurs qui ont révélé des faits parfaitement vrais tenus sous silence par les initiés
- qu'elle se caractérise par sa source présumée : on la tient toujours “de source sûre”, mais surtout de source non officielle, ce qui sous-entend que le contenu de la rumeur, à ses débuts au moins, est présenté comme une information rare donc précieuse,. Elle est donc valorisante pour celui qui la possède. En revanche, il arrive que les médias ou les “sources officielles ” rendent compte d'une rumeur une fois qu'elle existe, ne serait-ce que pour la démentir.
- Qu'elle peut être lancée délibérément (souvent pour porter préjudice à un individu ou à une institution), mais aussi par esprit de jeu (comme un canular ou une plaisanterie) par naïveté ou par bêtise, voire même dans le louable dessein d'avertir ses contemporains d'un risque ou d'un scandale
- Que si la méchanceté ou la diffamation ne font pas obligatoirement partie de la définition de la rumeur, on aurait beaucoup de mal à citer des rumeurs élogieuses
- Que, de la même façon, si la rumeur peut théoriquement porter sur n'importe quoi, elle tend souvent à revenir sur les mêmes thèmes : l'argent, la maladie, l'empoisonnement, les complots des puissants, les groupes agissant dans l'ombre, les grands événements qui seraient en réalité truquées, les objets les plus innocents qui cacheraient un sens dissimulé ou un péril caché, la mort des gens célèbres et bien entendu le sexe
- Que, souvent, la rumeur fournit une explication d'apparence rationnelle donc rassurante à des faits dus au hasard
- Que la pluralité des sources d'information, l'abondance de la documentation ou les efforts de transparence ne lui font pas obstacle au contraire...
- Que les nouvelles technologies (et en particulier Internet où il est si facile de devenir émetteur à son tour) ne freinent pas l'extension des rumeurs, au contraire...

La citation J.N. Kapferer “ la rumeur exprime un phénomène défini par sa source (non officielle), son processus (diffusion en chaîne) et son contenu (c'est une nouvelle, elle porte sur un fait d'actualité.) ”

Le livre : J.N. Kapferer *La rumeur, le plus vieux média du monde* Denoël 1987

SECRET

Le secret est le caractère qu'acquiert une information que son détenteur rend délibérément inaccessible. Ceci peut se faire simplement par le silence qu'il s'impose à soi-même ou à autrui (l'omerta, les lois sur le secret d'État ou le secret professionnel, les coutumes protégeant l'intimité), mais aussi par la rétention d'objets, indices ou supports de l'information (comme la formule enfermée dans un coffre) ou par la dissimulation de la forme de l'information (comme par un code secret).

Le secret est donc accessible à quelqu'un (un secret sans détenteur, c'est un mystère) mais il est aussi refusé à quelqu'un dont il faut le protéger. Ce quelqu'un peut être un ennemi à qui il faut dissimuler ses plans, un supérieur ou la loi qui pourrait punir pour une faute, un concurrent qui pourrait s'emparer d'un avantage éventuellement un ami dont il faut protéger la sensibilité. Dans tous les cas le secret suppose une relation stratégique entre au moins deux personnes : elle est susceptible d'être renversée demain (si le secret est percé ou livré). Le secret n'est donc pas l'inexplicable ou l'occulte et son existence ne traduit pas le caractère ambigu ou indicible de l'information elle-même. Pour le dire autrement, pour qu'il y ait secret il faut qu'au moins une personne possède l'information tenue secrète et qu'au moins une autre ne puisse y accéder même si elle s'y efforce.

Le paradoxe de nos sociétés dites de l'information et qui se réclament tant des valeurs de transparence est qu'elles multiplient les secrets à l'envi. Les bureaucraties d'État accroissent les règles de confidentialité, soit pour se protéger soit pour protéger l'intimité du citoyen et déterminer quelle information peut ou non être rendue publique.. L'économie reposant de plus en plus sur des connaissances rares et rentables devient à certains égards une concurrence par pour et contre le secret (protection du patrimoine informationnel, gestion de la confidentialité et renseignement sur le concurrent).

La technologie numérique enfin, en ouvrant de multiples possibilités de traçabilité, traitement et diffusion de bases de données, ou d'accès et transaction à distance augmente les occasions de conflits. Ceux-ci se développent autour de nouveaux enjeux : droit et possibilité technique de savoir ou pas, de prélever, de pervertir ou falsifier l'information. Ainsi, non seulement la confidentialité mais également l'authenticité et l'intégrité de l'information numérique doivent être garanties par des systèmes compliqués (techniques et organisationnels) qui toutes supposent le secret (identification par code par exemple). Des tendances sociologiques lourdes enfin font que nos sociétés individualistes sont obsédées par la question de l'intimité et de l'exhibition et par l'exigence de transparence. Pour toutes ces raisons tout ce qui touche à la maîtrise du secret est un enjeu de pouvoir crucial. Ou plutôt, dans nos sociétés, c'est le pouvoir de décider ce qui sera ou ne sera pas secret qui est déterminant.

La citation Lao Tse : “Les armes du pouvoir ne se laissent point apercevoir” Tao-te-king verset 36

Le livre : E. et F.B Huyghe, *Histoire des secrets*, Hazan 2000

SÉLECTION DE L'INFORMATION (EN LIGNE)

L'information disponible sur Internet a des avantages bien connus : disponibilité partout dans le monde, dématérialisation des supports, rapidité, abondance et souvent gratuité, navigabilité par hypertexte et fonction de recherche, commodité de la consultation. Mais la rançon est lourde : absence de responsabilité voire anonymat des auteurs, difficulté de retracer l'information originelle, tentation pour l'auteur de pratiquer la "pensée copier-coller" ou de reprendre des informations non vérifiées, notamment du fait des contraintes de temps, absence des procédures de sélection et d'élaboration des textes, prolifération de la e-rumeur et d'images rumorales... Sans compter l'existence de sites aux apparences fallacieuses qui peuvent être vouées à la désinformation ou à la déstabilisation. De surcroît, la hiérarchie de l'information est largement conditionnée par les agents de recherche employés : n'étant plus en contact direct avec le support de l'information, nous devons, pour nous y retrouver entre des milliards de pages, faire confiance à leurs algorithmes d'indexation. Or ces agents, annuaires qui classent manuellement les sites en catégories ou sous-catégorie, moteurs de recherche qui indexent automatiquement, ou métamoteurs qui fonctionnent selon des règles propres - ce dont témoigne la moindre comparaison des mêmes recherches entre deux parmi des milliers - et qui n'explorent qu'une part du Web. Le Web invisible pourrait être 260 fois plus important que la partie répertoriée selon certaines études. Par ailleurs, la façon dont chaque agent de recherche choisit des mots clés ou des règles de pertinence laissent place à un arbitraire dans le choix, mais aussi à des possibilités de tricheries. Cela suscite des recettes auxquelles recourent les sites désirant être bien classés. L'informatique et les réseaux ont ainsi créé une "niche" de pouvoir : le pouvoir d'indexer, de choisir les mots clefs, qui est finalement un pouvoir de diriger l'attention.

Les procédures de recherche sur Internet sont encore largement empiriques : par exemple, un mélange de pratique personnelle et de bouche-à-oreille, ou le clavier-à-clavier, permet d'identifier les sites fiables ou de bonne réputation. Mais il existe aussi des guides de conseil ou aide-mémoire qui recensent les questions à se poser. Celles-ci portent sur la façon la plus fine de formuler sa requête en choisissant mots et opérateurs (de type "et", "ou", "°"), sur la sélection du ou des outils de recherche, sur la compréhension des systèmes, la comparaison des performances, l'amélioration de ses propres méthodes. Les soutiens logiciels, comme les outils d'analyse sémantique (repérage des mots, analyse lexicale et interprétation du contexte), les instruments de fouille de texte (*text mining*) ou de cartographie qui permettent d'en donner une représentation graphique doivent être accompagnés d'une méthode rigoureuse et d'une juste appréciation des stratégies.

La citation L. Merzeau "On pourrait penser que ce principe de navigation assistée n'affecte que l'étape de la diffusion. Or c'est dès son inscription que le document numérique doit être structuré en vue de sa mise en circulation. Le principal enjeu des nouvelles mnémotechniques est sans doute dans cette anticipation de l'indexation qui "remonte" en amont même de la production des savoirs" *Cahiers de médiologie* n° 9 1999

Le livre : H. Samier V. Sandoval, *La Recherche intelligente sur l'Internet et sur l'Intranet*, Hermès, 1999

SÉLECTION DE L'INFORMATION (IMPRIMÉE)

Sélectionner l'information parmi les contenus des messages reçus ou des documents examinés consiste à décider ceux qui répondent à des critères de fiabilité (l'information est vraie ou au moins sincère), de pertinence (elle concerne mes recherches) et de signification (elle m'apprend quelque chose). En sens inverse, il s'agit d'éviter la falsification, la désinformation, la mésinformation, la surinformation, la redondance, et la banalité. Et ceci dans une optique cognitive (je cherche à en savoir le plus possible sur la réalité), sans préjudice d'autres critères de jugement, par exemple poétiques (la forme sous laquelle est exprimée l'information provoque une émotion esthétique) ou encore expressifs (le message m'en apprend sur son auteur et ses dispositions d'esprit, donc je "communique" mieux avec lui).

Dans un monde dominé par l'écrit, la sélection de l'information fait l'objet d'un long apprentissage et de procédures accréditives, celles qui littéralement lui donnent son crédit. Cet apprentissage comporte à la fois une alphabétisation, une éducation rhétorique, littéraire, historique, ou scientifique et toutes sortes de méthodes acquises à l'école ou à l'Université. Elles sont censées contribuer à la culture au sens noble : un accroissement de nos capacités de jugement par la familiarité avec les œuvres de l'esprit. Par ailleurs, tout lecteur sait bien qu'il fait appel à des connaissances non formalisées : il sait juger d'un livre ne le feuilletant, en regardant l'index ou le plan, il sait par habitude que tel journal est plus fiable que tel autre... Une simple mise en page lui indique s'il est en présence d'un ouvrage scientifique ou d'une œuvre commerciale voire sensationnelle. Il se fait une opinion d'après un style ou un extrait : tel texte semble militant, tel autre plus objectif...

Quant aux procédures que l'on pourrait presque dire de certification ou aux "filtres", ils sont généralement de trois ordres. Soit l'information émane d'une instance respectable ou respectée (par exemple une Université ou une institution scientifique, ou une autorité morale). Soit le contenu a été validé par la communauté des pairs de l'auteur: ainsi une revue qui a un comité de lecture prend une responsabilité en reproduisant un article. Enfin, il existe toutes sortes de prescripteurs, critiques et conseillers qui nous transmettent un avis autorisé : bibliothécaires, experts consultés, critiques littéraires, commentateurs, éditorialistes... Sans compter l'opinion des pairs du lecteur lui-même : amis et relations, gens supposés de bon goût et de bon jugement, capables d'utiliser leur raison pour distinguer le vrai du faux en respectant les critères d'une discussion publique.

Le schéma théorique que nous venons de décrire n'est pas celui d'un âge d'or que nous aurions perdu; il ne garantissait pas contre le risque de conformisme social ou de censure invisible mais il avait l'avantage d'exister et d'être connu. Ce qui n'est pas encore le cas pour l'information numérique...

La citation : R. Chartier "Les hommes du XVIII^e siècle tenaient la circulation de l'écrit comme la condition même du progrès des Lumières. Grâce à elle, chacun est mis à même de juger les institutions et les opinions et de soumettre à la discussion commune ses propres idées. *Le Livre en révolutions* 1997

Le livre : H.J. Martin *Histoire et pouvoirs de l'écrit* Albin Michel 1996

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Société de l'information ? L'expression ou ses variantes - en réseaux, de l'immatériel, de l'intelligence, ère de la communication, ...- fleurissent dans les rapports ou essais. Sur fond de révolution numérique, ils mettent en scène le changement technique avec ses "possibilités" et "dangers", le milieu social et culturel avec ses "demandes" et son "retard" plus un héros de l'histoire, État, entreprise. Le héros, concluent-ils, doit maîtriser le changement et le milieu s'adapter : réduction de la "fracture numérique", diffusion de la cyberculture,...

Une contre littérature, dénonce, elle, "l'idéologie", "l'utopie" ou la "tyrannie" de la communication. A minima, elle reproche aux optimistes de confondre moyens et fins, outils de la communication et communication. Au pire, elle les accuse d'occulter les dangers des technologies de l'information : perte de réalité, accidents, manipulations, contrôle des esprits, inégalités, ...

Toute société reposant sur la transmission des savoirs et croyances antérieurement accumulés par d'autres hommes mais aussi sur l'intercommunication entre ses membres, elle est forcément, à un degré ou à un autre "de" l'information. En revanche, la quantité d'informations nouvelles (ou stockées) disponibles, les règles sociales qui régissent la circulation des connaissances et des messages, et, bien sûr, les technologies varient énormément.

Suivant les cas, en annonçant que nous sommes "entrés dans la société de l'information", on veut dire :

- qu'une part croissante des échanges et du travail porte sur le maniement de données, images, signes plutôt que sur des choses
- que les informations inédites, spectacles, discours, novateurs et séduisants, y sont valorisées
- que la masse de connaissances disponibles est énorme et celles des connaissances nouvelles plus grande encore
- que les machines et dispositifs informationnels sont partout et plus puissants qu'autrefois
- que notre avenir, personnel ou collectif, dépend moins de la matière ou de l'énergie accumulées que de l'exploitation des produits de cerveaux humains... Chacune de ces acceptions, suivant qu'elle met l'accent sur l'échange, le renouvellement, l'accessibilité, les supports de l'information ou sur son immatérialité suggère des usages différents. Les conséquences vont du constat le plus banal (l'informatique change notre vie) à une mystique de l'homme nouveau numérique servant de sens de l'Histoire au rabais : l'avènement de la société du savoir remplacerait l'idéal de la société sans classe sans avoir à passer par la case "grand soir et révolution".

La citation Alvin Toffler "Tandis que la terre, le travail, les matières premières et le capital étaient les principaux "facteurs de production" de l'économie de la Deuxième Vague du passé, la connaissance - ici entendue au sens large, de manière à inclure les données, l'information, les images, les symboles, la culture, l'idéologie et les valeurs - est la ressource centrale de l'économie de la Troisième Vague." *Guerre et contre-guerre*, 1974

Le livre : A. Mattelart, *Histoire de la société de l'information*, La Découverte, 2001

SOUVERAINETE SOUVERAINISME

Dans tout groupe humain il existe du pouvoir puisqu'il y a décision. Ce pouvoir peut s'appuyer sur le consentement et se négocier à chaque fois ; il peut s'imposer par le respect que rencontre son autorité ou reposer sur la force, il peut mobiliser le prestige de la tradition ou faire appel à l'intérêt de qui s'y soumet. Il peut s'adjoindre le renfort de l'influence ou n'être que domination s'il n'obtient l'obéissance que par la peur. Mais parmi toutes les formes du pouvoir, traditionnel, familial tribal économique ... il en est un qui diffère de tous les autres et que l'on nomme politique. La philosophie occidentale en a donné des définitions qui tournent mettent en exaegue l'idée de sa généralité (il concerne toutes les affaires de toute une société), de sa supériorité (il est celui qui permet aux autres d'exister) de sa légalité potentielle (il a à voir avec la mort "autorisée" que ce soit à la guerre ou comme sanction). Plus précisément encore notre tradition européenne en définit une forme essentielle qui est la souveraineté. Sa caractéristique est d'instituer toutes les autres formes de pouvoir politique. Ainsi dans la vision qu'en propose Bodin dès le XVI^e siècle, distingue bien la souveraineté "puissance perpétuelle et absolue d'une République" de son exercice ou de la forme du régime. Fondatrice, la souveraineté est aussi sans rivale puisqu'elle est suprême et ne peut être soumise à une instance supérieure. Cela n'implique pas qu'elle soit illimitée dans les faits ni que le souverain ne puisse contracter des obligations, par exemples des traités internationaux. La souveraineté n'est ni détenue par qui l'exerce, ni limitée par ses propres règles. Ainsi on considère en démocratie que le peuple, parce que souverain, se dote d'une constitution pour régler l'exercice du pouvoir politique en son sein, ou plus exactement là où s'exerce sa souveraineté. C'est-à-dire sur un territoire.

Cet édifice juridique, philosophique et intellectuel extraordinairement compliqué est remis en cause par un double phénomène : des abandons délibérés de souveraineté comme dans le cas de la construction européenne et de la remise en cause du pouvoir politique tout court par la globalisation source d'une interdépendance qui limite le champ de décision du politique. De là le souverainisme, (mot dont oublie l'origine québécoise) de droite et de gauche, qui mêle appel à l'unité nationale voire à l'identité et plaidoyer pour la protection qu'offre à ses citoyens l'État-Nation. La critique de la mondialisation y côtoie la crainte de cesser d'être "maître chez soi". L'élément national et l'élément populaire de la souveraineté y sont indissociables. Mais la véritable question que soulève le souverainisme contemporain est celui des moyens. Si la caractéristique de la souveraineté est de prévaloir en dernière instance encore faut-il qu'elle en ait la capacité. Tout le reste est nostalgie.

La citation: Bodin "Il faut que ceux qui sont souverains ne soient aucunement sujets d'autrui" la République

Le livre : J. Baechler *Du pouvoir pur* Calmann-Lévy 1976

STRATEGIE

Une acception militaire fait de la stratégie comme art de la guerre l'étage supérieur de la tactique, art de la bataille intégrée en un plan plus vaste. Il s'agit de vaincre des forces une volonté et une intelligence contraires en utilisant au mieux ses propres forces, mais aussi en troublant autant que possible la stratégie adverse. Mais l'usage quotidien du mot stratégie n'est pas forcément si martial. Il recouvre toute mise en place de moyens variés en vue d'une fin : on parle ainsi de stratégie mathématique des jeux ou de la stratégie d'un coureur de marathon qui dose son effort. Bref, tout ce qui ressortirait à la conception générale et la disposition des voies et moyens en vue d'un objectif.

Le mot clef pour séparer la sens large du sens abusif est "contre". Il ne peut y avoir stratégie que là où il y a adversaire, interaction, adaptation. Dans toute stratégie, comme le dit Clausewitz, dit de la guerre, chacun fait la loi de l'autre. Chaque initiative réelle ou supposée d'un acteur modifie la décision du second qui sait qu'à son tour ce qu'il décidera est intégré dans la décision adverse. La stratégie n'est donc pas seulement une affaire de forces bien employées, qu'il s'agisse de faire charger sa cavalerie ou de produire une boisson gazeuse qui trouvera le marché le plus favorable. Qui dit stratégie dit implicitement stratégie de l'information, indispensable ne serait-ce que pour comprendre l'environnement et l'adversaire. Mais si nous admettons que la stratégie vise à l'emporter dans cette interaction des volontés, pour, finalement, augmenter sa liberté d'action en privant l'autre, il faut admettre que cet objectif peut rarement être atteint par la seule contrainte ou par un simple rapport de force. Il faut être capable d'anticiper et de changer l'autre, ce qui suppose une forme de communication.

Une distinction éclairante sépare des stratégies directes visant directement au résultat désiré par un emploi de ces forces et stratégies indirectes. Ces dernières supposent un intermédiaire qui relaye l'action. Pour cela elles feront appel à une forme quelconque de communication, éventuellement pour leurrer ledit intermédiaire qui peut être l'adversaire ou le concurrent qui jouent ainsi involontairement contre eux-mêmes. Ainsi dans un stratagème A peut envoyer de faux indices à B pour qu'il fasse x qui en réalité est désavantageux ("Faire du bruit à l'ouest pour attaquer à l'est" disent les Chinois). Ou encore, en cas de désinformation A peut faire parvenir une information fautive ou déformée aux relais d'opinion C, D, E pour discréditer B... L'influence en est également un cas remarquable d'action indirecte: elle consiste soit à changer le mode d'évaluation de la réalité de B, soit à convaincre C, D et E de coopérer objectivement aux desseins de A. Dans tous les cas vaincre consiste aussi à changer l'image ou la perception d'autrui.

La citation : M. van Creveld "L'art de la stratégie consiste donc à employer la force contre la faiblesse, ou pour reprendre l'image du vieux stratège chinois Sunzi à jeter des rochers sur des œufs...s'il faut empêcher l'adversaire de concentrer sa force contre notre faiblesse, il faut également camoufler nos intentions tout en essayant de lire les siennes. Il en résulte une interaction dynamique complexe de deux pensées qui s'opposent, caractéristique de tous les échelons de la stratégie" *La transformation de la guerre* 1998

Le livre : E. de la Maisonneuve, *Initiation à la réflexion stratégique*, Economica 1998

STRATÉGIES DE L'INFORMATION

Comment vaincre “grâce à” l’information ? Certaines stratégies de l’information sont cognitives : il s’agit d’en savoir plus que l’adversaire, en vertu du principe : qui sait gagne. Elles ne dérogent pas aux principes classiques depuis Clausewitz. Celui-ci parlait du “brouillard” et de la “friction” de la guerre. Le premier, c’est l’ignorance où est placé le stratège des plans, des forces, de la position adverse, des facteurs météorologiques, géographiques ou autres qui faciliteront l’action. Quant à la friction, elle se manifeste par tout ce qui contrarie les plans de ce stratège : accident, message perdu, erreur, pluie imprévue, tout ce qui fait que, dans la vie réelle, rien ne se déroule vraiment comme on l’attend. Il y a tout avantage à diminuer son propre brouillard et sa propre friction et à augmenter ceux de l’autre. Le budget dit de “l’intelligence” américain (40 milliards de dollars) ou le modeste poste de veille d’une modeste entreprise sont des machines à dissiper le brouillard. Un intranet perfectionné, un système de commandement “en réseaux” ou une savante stratégie de “*Knowledge management*” sont des machines à combattre la friction en rendant l’armée ou l’entreprise plus réactive, mieux coordonnée ... Dans cette famille de stratégies, l’information est importante dans la mesure où elle est soit “vraie” (p.e. : le renseignement qui affirme que le corps d’armée X est à l’Ouest ou que l’entreprise Y lancera une OPA demain matin est exact) soit authentique et intégrale (les instructions de A sont parvenues à B avec promptitude et exactitude ; elles ont été bien interprétées). Il s’agit, en somme, de mieux éclairer la réalité à son profit.

Mais il existe une autre famille : celle où l’information est utilisée pour ses effets de croyance, pour sa capacité à transformer les jugements de valeur, voire les comportements d’un acteur impliqué dans le conflit. À la limite ce “quelqu’un” peut être l’opinion publique internationale, dont la neutralité, l’indignation, la sympathie pour tel ou tel camp ont une grande importance. Soit un message du type “Soldats, préparez-vous à mourir pour défendre ce pont, car le sort de la patrie en dépend” ou encore “Il paraît qu’un rapport scientifique qui a été étouffé démontre que les biscuits X sont cancérigènes”. Dans les deux cas, la “valeur” stratégique de l’information ne dépend guère de sa véracité (encore que la seconde proposition soit plus vérifiable que la première), mais elle dépend de sa propagation, de sa réception et de son acceptation. Plus les intéressés croient en ces propositions, plus ils se comportent comme l’attend le stratège dans le premier cas en défendant le pont, dans le second en faisant chuter le cours de l’action X. Ici, il n’est pas question d’avoir “plus” d’information que l’adversaire, mais de diriger un message efficace. Cet usage de l’information peut être qualifié d’argumentaire. Il fait partie de l’influence.

La citation Sun Tzu “La stratégie est l’art de la duperie, et le mensonge ultime consiste à faire alterner les places du mensonge et de la vérité” *L’art de la guerre* V^e siècle avant notre ère.

Le livre : P. Fayard., *La maîtrise de l’interaction* Éditions 00H00.com, 2000

SURINFORMATION

La surinformation, phénomène que chacun peut éprouver quotidiennement résulte de la surabondance de données disponibles, au point où leur utilisateur ne peut plus en retirer une connaissance pertinente. Très trivialement : combien de fois avons-nous constaté que nous ne pourrions jamais tout lire sur un sujet qui nous intéresse ni traiter tous les messages que nous recevons ? La surinformation est d'abord affaire de temps : le terminal ultime de tous les flux de documents rendus accessibles par nos technologies reste, après tout, un cerveau humain ; il dispose d'une durée d'usage et d'une capacité d'attention limitée. La surinformation – souvent résumée dans le slogan “trop d'information tue l'information” - reflète aussi la tension entre données et savoir. Les données sont de l'information conservée et disponible sous une forme quelconque. Le savoir, la seule chose qui nous importe en réalité, consiste en une information intégrée par rapport à d'autres connaissances, replacée dans leur contexte, faisant lien avec elles, capables de produire d'autres connaissances. Un trop-plein d'informations accessibles (notamment sous forme de bombardement de messages) équivaut à du bruit : personne ne peut plus y distinguer ce qui a une signification authentique et une importance véritable. Chacun de nous est obligé d'établir un compromis entre la quantité d'information qu'il intègre (au sens de nouveautés, choses que l'on ne savait pas au préalable) et des informations redondantes, prévisibles, rassurantes, qu'il est agréable de partager avec d'autres pour se sentir bien avec eux, bref celles qui relèvent plutôt de la communication au sens strict. La surinformation trouble ce processus du point de vue quantitatif et qualitatif : la dégradation de notre capacité d'interpréter et de hiérarchiser.

La surinformation est souvent présentée comme le pendant d'un autre péril inhérent à nos sociétés médiatiques, c'est-à-dire la désinformation. La perte de confiance en la véracité de l'information disponible (mais qui peut être truquée ou intentionnellement présentée de façon à nous faire réagir comme prévu) se redouble donc de la crainte de l'insignifiance inhérente au trop-plein de nouvelles, à la capacité des médias de créer de faux événements, de se répéter et de se commenter pour ne rien dire.... La surinformation est aussi un symptôme de l'hystérie informationnelle avec le désir de plaire à tout prix, la perte de repères de ce qui est important et de ce qui ne l'est pas, la répétition incantatoire des mêmes thèmes, le remplacement de la réflexion par l'évidence de l'image et de la présence.

La citation Simmel “Celui qui sait tout n'a pas besoin de faire confiance, celui qui ne sait rien ne peut raisonnablement même pas faire confiance.” *Le conflit*, Circé 1995

Le livre : D Bougnoux., *La communication contre l'information*, Hachette, Questions de Société, 1995

SURVEILLANCE

L'idée que les citoyens sont menacés de vivre sous l'œil de systèmes de surveillance omniprésents et ultra-performants n'est pas nouvelle. Dans *1984* (écrit en 1948) de George Orwell, Big Brother sait tout et chacun de ses sujets est conscient qu'il ne pourra lui dissimuler ni ses actes ni ses pensées. Michel Foucault a popularisé la notion de Panoptique (inspiré du *Panopticon* de Jeremy Bentham 1787) : c'est un dispositif appliqué à l'architecture et qui permet à l'autorité centrale de contrôler une population – de fous, de prisonniers ou autres – qu'elle voit et qui ne la voient pas ce qui permet de la corriger en permanence. Depuis, ces références réapparaissent à chaque affaire de surveillance portant atteinte aux libertés publiques : scandale de fichier informatique ou de caméras cachées, mais aussi à scandales comme celui d'Echelon, les “grandes oreilles” qui surveillent nos communications. Ce système d'interception des transmissions de tous types (téléphone, mail...) par des satellites de la *National Security Agency*, après avoir servi contre l'Est pendant la guerre froide, s'est reconverti dans le renseignement au cours des années Clinton. Il constitue encore aujourd'hui, au nom de la lutte anti-terroriste, un système capable d'écouter, enregistrer et analyser des millions de messages privés par jour. Si sympathiques, si justifiées, si efficaces (particulièrement aux U.S.A.) que soient les mouvements de lutte contre la “bigbrotherisation” de nos sociétés, reste que la résistance à l'État violeur de libertés ne résout qu'une partie du problème.

L'extension des systèmes de surveillance sous prétexte d'anticipation des dangers ou de détection précoce des facteurs de trouble est une tendance lourde à l'ère numérique. Les possibilités de recueillir et croiser des données pour prédire des comportements et identifier des responsabilités a progressé à la mesure de la technologie. Ces implications n'ont pas échappé aux stratèges théorisant le “contrôle de la globalisation” (*Shapping the gloablization*) pour qui la politique internationale devient une affaire de prévention des désordres et de *monitoring* des dysfonctionnement. Mais le pouvoir que confère la connaissance du passé d'un individu, de ses goûts, donc la connaissance de ses futurs besoins, donc la possibilité d'anticiper son comportement, tout cela constitue un enjeu commercial de premier plan.

Enfin et surtout, la demande globale de sécurité de nos sociétés “du risque”, notre refus d'admettre l'accident et le hasard, notre demande de détection et de prévention jouent paradoxalement dans le même sens : celui de la traçabilité générale. Et comme dans le même temps nos communications, transactions et déplacements laissent de plus en plus de traces numériques, il n'y a rien de plus difficile que d'effacer son passé dans un monde qui nous semble pourtant voué au présent et à l'éphémère.

La citation G. Deleuze " Les sociétés disciplinaires ont deux pôles : la signature qui indique l'individu, et le nombre ou numéro matricule qui indique sa position dans la masse.(...) Dans les sociétés de contrôle, au contraire, l'essentiel n'est plus une signature ou un nombre, mais un chiffre : le chiffre est un mot de passe, tandis que les sociétés disciplinaires sont réglées par des mots d'ordre. " "Pourparlers" (Minuit, 1990)

Le livre Campbell D. *Surveillance électronique planétaire* Allia 2001

TECHNOPHILIE

Technophiles et technophobes s'opposent sur relations entre monde réel et monde virtuel au XXI^e siècle comme se déchiraient dans la Byzance du VIII^e siècle, iconoclastes et iconodules qui disputaient du rapport entre le monde divin et de ses représentations imagées.

Les technophiles pensent la technologie déterminante en dernière instance : sur elle, devront se modeler mentalités et institutions. C'est une force nécessairement libératrice : les anciennes limitations que nous imposaient nos capacités physiques, mentales ou sociales seront dépassées.

Pour ses partisans, la technique prolonger les capacités de nos sens et de nos esprits, affranchir de la nécessité. Sur l'air du "*demain on pourra...*" : *demain on pourra* communiquer plus vite, accéder instantanément à l'objet de son désir, explorer toutes les archives, échapper à toutes les censures, réunir tous les cerveaux, se dispenser de toutes les pesanteurs de la matière. Ce projet trouve sa forme dans une société de l'information technicienne et libertaire à la fois. Face à eux, les catastrophistes pensent en termes de perte : perte d'humanité au profit de la raison instrumentale, perte de distance critique au bénéfice de la fascination, perte d'identité dans un monde de virtualité, perte de la réalité remplacée par le spectacle, perte de la liberté soumise aux logiques techniques, perte de l'écrit vaincu par l'écran,... Le technophile certain d'être dans le sens de l'histoire, ignore généralement les objections, qu'il attribue à l'ignorance, ou à une mentalité archaïque. Débordant de bonne volonté pédagogique, il ne manque pas de faire remarquer à son contradicteur qu'il a tout loisir de s'exprimer voire de créer des communautés virtuelles de technophobes cyber-ronchons.. Il argue que dans qu'il y a place pour celui qui veut s'ouvrir sur l'Universel et pour celui qui veut se renfermer dans les frontières de son clan, que le cybermonde accueillera tout y compris son discours critique Il croit fermement que tout cohabitera avec tout et que le mouvement d'expansion se poursuivra. le refus des nouvelles technologies comme une affaire de goût ou de culture, une tendance relativement négligeable et condamnée à long terme, raidissement ou crise d'adaptation. L'utopiste, habité d'un esprit volontiers messianique, tente de faire partager l'enthousiasme que lui inspire toute nouvelle croissance du réseau ou toute annonce d'une innovation technologique. Il ne voit donc guère de péril dans l'opposition tant il se sent en position porté par le sens de l'histoire.

Le catastrophiste, lui, raisonne en termes de lutte et s'imagine en résistant au Système. Il dénonce une idéologie adverse dont il combat l'inauthenticité. Car, s'il craint la perte de notre autonomie ou de nos capacités, le catastrophiste en attribue une large part de responsabilité au discours adverse. Il l'analyse souvent comme un langage de pouvoir, destiné à dissimuler des rapports de force et d'intérêt particuliers sous forme d'un projet universel.

La citation: "Bouclé dans sa demande, livré à la satisfaction immédiate de ses envies et de ses impatiences, prisonnier du zéro délai, l'homme de la télécommande n'est pas condamné à être libre, il est condamné à lui-même par sa fatale liberté"

Le livre A. Fienkielkraut, P. Soriano *Internet inquiétante extase* Mille et une nuits 2001

TECHNOPHOBIE

Ce mot récent désigne une peur de la technologie (ici prise non au sens de “l’étude des techniques ” mais de l’ensemble de ces techniques, en particulier les NTIC). Technophobie est souvent utilisé trivialement pour moquer ceux qui sont incapables de se servir de leur ordinateur, ou développent des craintes irrationnelles à propos d’Internet. En fait il y a plusieurs degrés dans cette “aversion ”. L’une se signale par:l’incapacité ou le choix de ne pas utiliser les NTIC dans sa vie. À ce stade, il s’agit d’un trait de caractère ou de comportement reflétant la subjectivité d’un individu qui surfe ou pas sur Internet, préfère ou pas écrire à la main...

Une seconde forme de technophobie porte un jugement général sur l’utilité des NTIC, surtout Internet en particulier ; Certains, par exemple, insistent sur les dangers de la Toile – risque d’escroquerie, prolifération de la pornographie ou des discours extrémistes, possibilité de pannes en chaîne, d’espionnage de la vie privée... Ou encore seraient technophobes – à tort ou à raison – ceux qui se montrent sceptiques sur toutes les merveilles qu’espèrent les “technophiles”, confiants en l’avènement de la société de l’information : gains de productivité, nouvelle économie, disponibilité du savoir, émergence d’une cyberdémocratie dans le “village global”, nouvelles possibilités d’expression et de culture. Cette technophobie-là relève d’une certaine évaluation des bienfaits ou de méfaits de développements futurs de la technique et de leurs conséquences sociales, politiques... La différence entre “pour ” et “contre ” porte sur la vraisemblance d’événements auxquels tous deux portent globalement le même jugement.

Resterait alors à définir une technophobie “de principe ” : celle qui rejette la notion même d’une progression des techniques. Répondraient à cette définition l’attitude de certains écologistes qui condamnent comme manifestation d’une avidité inutile toute action de l’homme pour accroître ses pouvoirs. D’autres dénoncent dans les nouvelles technologies non pas un accroissement de nos capacités mais un asservissement ou une aliénation. Ils s’en prennent au caractère inauthentique du monde des réseaux : fausse égalité, fausse démocratie, faux savoir, faux rapport avec les autres, bref fausses promesses et vraie aliénation. Manifestant par là la nostalgie de ce qu’ils croient perdre: l’expérience commune de la durée et de ses rythmes, celle du territoire qui permettait à chacun de se situer entre proche et lointain, celle de la mémoire partagée, celle de l’identité à l’heure des avatars cybernétiques, des communautés virtuelles et des choix de vie changeants...

À certains égards la querelle des technophiles et des technophobes rappelle des querelles plus anciennes : pour ou contre l’image dans les religions monothéistes, pour ou contre le théâtre au XVIII^esiècle (la querelle du spectacle), pour ou contre les mass media au XX^e...

La citation P. Virilio “Les autoroutes de l’information sont liées à un phénomène de feed-back, de rétroaction. Nous sommes devant un phénomène d’interactivité qui est potentiellement en mesure de priver l’homme de son libre-arbitre pour l’enchaîner à un système de questions-réponses qui est sans parade... Bien sûr il y a la possibilité d’échanges nombreux et renouvelés, mais il y a, dans le même temps, ma menace d’une emprise sur les sociétés qui est absolument intenable” *Cybermonde la politique du pire* 1996

Le livre : Cahiers de mass media n°1 *La querelle du spectacle*, Gallimard 1996

THINK TANK

Cette expression – qui signifie littéralement “réservoir à pensée” - désigne des centres de recherche de droit privé à but non lucratif. Ils agitent les idées dans le domaine politique, économique, stratégique, écologique. Ce type d’institutions joue un rôle crucial dans le monde anglo-saxon et surtout américain, d’où l’habitude d’employer cette expression anglaise. Une *think tank* a d’abord une fonction de recherche – produire de nouvelles idées, lancer des débats, faire de la prospective, analyser les enjeux... -. C’est bien un laboratoire d’idées, mais à la fois orienté sur le monde contemporain et les disciplines sociales au sens le plus large : on ne crée pas de *think tank* pour étudier l’archéologie ou la physique nucléaire. Aux USA où le système fiscal favorise leur financement presque autant que celui des fondations philanthropiques, il en existe des centaines. Elles sont généralistes ou, au contraire, se spécialisent : dans la réflexion sur la société de l’information, dans la diplomatie, dans les affaires militaires... Ce qui distingue une *think tank* d’une institution universitaire, d’un laboratoire de recherche et développement ou d’un club d’intellectuels c’est – outre son statut administratif – sa volonté affichée de peser vraiment sur les affaires publiques.

À la pure réflexion s’ajoutent d’autres fonctions, chaque *think tank* étant plus ou moins vouée à l’une ou l’autre (car certaines se contredisent) :

- Inspirer des dirigeants, éventuellement fournir leur thématique aux partis politiques, dans tous les cas être en contact avec les élites politiques, économiques, intellectuelles...
- Servir à la circulation de ces élites. Aux USA il n’est pas rare de faire carrière pour partie dans une *think tank*, pour partie dans la haute administration et dans le privé ou à l’Université.
- Éventuellement faire rencontrer ces élites au-delà de leurs clivages politiques ou confessionnels
- Parfois au contraire être résolument partisans, défendre des valeurs ou des théories et tenter de les faire appliquer par leur influence sur la presse, les politiciens, les décideurs. Ainsi des *think tanks* américaines comme *American Enterprise Institute* ou *Heritage* ont joué un rôle majeur pour la diffusion des idées conservatrices. En France, ce sont les partis qui cherchent plutôt à se doter de clubs pour attirer les cerveaux issus de la “société civile”
- D’autres fois encore, la *think tank* se met plus ou moins ouvertement au service de certains intérêts et fait du lobbying en faveur de telle ou telle cause.
- Elle peut fournir – éventuellement dans cadre d’un contrat de recherche – un avis technique et indépendant
- Évaluer des programmes et des politiques
- Fournir des experts aux médias pour remplir leurs plateaux ou leurs colonnes
- Servir des carrières, créer des réseaux
- Propager l’influence internationale d’un pays et de ses élites
- Mener des contacts internationaux, parfois agir aux frontières de la diplomatie privée.

La citation: Richard Haas “De toutes les influences qui s'exercent sur la formulation de la politique étrangère des Etats-Unis, celle des laboratoires d'idées est la plus importante et cependant la moins appréciée” in Revue Électronique du Département d'Etat des Etats-Unis, novembre 2002

Le livre : *L'Europe et ses think tanks : un potentiel inaccompli* Études et Recherches n°35 ;Notre Europe 2004

TOLÉRANCE

S'il est un mot qui fait l'unanimité, et une vertu que chacun prétend pratiquer, c'est bien la tolérance à commencer par l'école qui ne cesse d'en promouvoir l'apprentissage. Ce thème unanimiste qui renvoie à d'autres comme "le respect des différences" et son contraire "la peur de l'Autre". La tolérance consisterait donc en une attitude psychologique : il ne faut pas éprouver d'hostilité ou de "phobie" à l'égard de celui qui n'a pas la même sexualité, la même couleur, la même nationalité, les mêmes goûts... Les manifestations de l'intolérance sont stigmatisées – et paradoxalement pour certains pénalement réprimées comme délits d'opinion – sous la dénomination de "phobies" : homophobie, judéophobie, islamophobie, voire américanophobie... Serait donc tolérant celui qui se refuse à détester autrui pour ce qu'il est (ou qui ne le craint pas à cause de sa "différence" dérangeante ce qui n'est pas exactement la même chose). L'intolérance ne serait pas du domaine de l'acte (par exemple interdire ou persécuter) ni de celui du quasi-acte (l'appel à la violence, l'incitation à la haine) mais de celui de l'affect et du système de pensée. Du reste l'intolérance est réputée se décliner en mots en isme indiquant une déformation de la pensée: racisme, sexisme, intégrisme, antisémitisme... Poussé à sa limite, cette conception aboutit à devoir de tout aimer ou d'être indifférent à tout, à l'interdiction de déprécier ou de mépriser.

Cette évolution pose deux problèmes. La première est qu'à essentialiser ainsi l'intolérance, on finit par une maladie de l'esprit ou un principe magique : "pourquoi la Shoah ? Parce que le nazisme est intolérant" n'apporte aucune lumière sur le phénomène.

Le second est que tolérance a fini par subir une distorsion par rapport à ses origines historique : le combat des Lumières et de la raison contre le fanatisme et la persécution. Pour Voltaire, la tolérance est la contrepartie de l'imperfection de la nature humaine : étant nous-mêmes sujets à l'erreur et déraisonnables, nous ne pouvons nous arroger le droit d'interdire aux autres de professer des inepties. C'est en vertu de ce principe que Voltaire se déclare "prêt à mourir" pour que Rousseau ait le droit de continuer à dire ce qu'il considérait comme des sottises et des contre-vérités. Pour les philosophes du XVIII^e siècle, passablement élitistes, les opinions doivent être tolérées même si et surtout si on les méprise. Et c'est parce que l'on a assez foi en sa raison que l'on refuse d'imposer sa vérité en prohibant l'erreur. La tolérance est de l'ordre des conséquences et non du jugement : ne pas mal agir envers ce que l'on juge mal.

En somme la tolérance de la tradition philosophique affronte sa contradiction : abandonner autrui à l'erreur en estimant que liberté vaut mieux que rectitude, accepter ce que l'on désirerait abolir et s'interdire à soi-même d'interdire. Elle témoignait d'un respect du sot tandis que la tolérance contemporaine tend à criminaliser l'intolérant présumé. Est-ce un progrès ?

La citation Voltaire : "Faites que les petites différences entre tous nos langages insuffisants ne soient pas des signaux de haine et de persécution"

Le livre : Voltaire : Traité sur la tolérance de 1763

TOTALITARISME / GLOBALITARISME

Terme apparu dans les années trente pour désigner les régimes fascistes, nazi ou bolchéviques hypercentralisé et hyperautoritaires sous contrôle de l'État et du parti. Le totalitarisme supposait la surveillance des citoyens et leur mobilisation idéologique de tous les instants, le monopole du pouvoir politique, médiatique, économique, syndical, associatif... Les analyses du totalitarisme décrivent ses procédés exceptionnels de surveillance et dressage des individus, le point ultime étant *1984* de George Orwell, anticipation d'un monde où même la mémoire truquée et le langage se mettent au service du chef et de l'idéologie. Plus subtilement des analystes comme Hannah Arendt insistent sur le caractère de révolution permanente du totalitarisme condamné à une fuite en avant pour conformer une réalité toujours trop rebelle à son dessein de rendre le monde parfait. Le totalitarisme c'est aussi la dictature de l'idée.

Dans son *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Etienne Tassin a popularisé le néologisme "globalitarisme" : il décrit le point de rencontre de la société globale et de la société totalitaire. L'idée est que l'extension globale du Marché et du Profit équivaut à un totalitarisme qui absorberait toutes les sphères de l'activité humaine au profit de la recherche de la seule rentabilité. De même que les régimes totalitaires du XX^e siècle ne se contentaient pas d'écraser toute opposition et toute liberté (cela c'est simplement la tyrannie) mais voulaient en outre produire un monde nouveau, un individu nouveau et un univers parfait sans alternative ni altérité, de même, de même la globalisation néo-libérale aboutirait à détruire tout ce qui n'est pas de l'ordre du Même : ce qui lui résiste politiquement ou culturellement toute diversité culturelle ou de mode de vie, tout régime ou toute forme d'activité économique qui ne serait pas rentable.. La critique, on le voit, est plus subtile que la dénonciation – telle qu'elle se pratiquait dans les années 70 -du "totalitarisme doux" des riches et des puissants s'imposant à travers des parodies de régime démocratique et par le contrôle des esprits. Mais elle assimile la déréglementation à un pouvoir total.

La dénonciation du globalitarisme renvoie à celle de l'économisme à la fois comme illusion que tout est échangeable donc que tout doit être soumis à l'étalon monétaire, et comme volonté de soumettre à sa loi d'airain tout ce qui lui résiste mais aussi comme discours idéologique affirmant que le monde tel qu'il est un monde naturel et le seul monde possible. Si le totalitarisme était lié à l'État doté de frontières et capable de contrôler ce que faisaient et pensaient tous ses citoyens, donc de les enfermer, le globalitarisme – ennemi de l'État, considéré maintenant comme protecteur des marchés nationaux et des droits de ses citoyens – parviendrait, lui, à tout contrôler en faisant tout circuler : marchandises, capitaux, services, connaissances, technologies.

La citation : I. Ramonet "un autre type de totalitarisme, celui des "régimes globalitaires". Reposant sur les dogmes de la mondialisation et de la pensée unique, ils n'admettent aucune autre politique économique, négligent les droits sociaux du citoyen au nom de la raison compétitive et abandonnent aux marchés financiers la direction totale des activités de la société dominée"

Le livre : M. Hardt et T. Negri *Empire* Exils 2000

UNILATÉRALISME

La notion d'unilatéralisme s'est popularisée en 2003 : le monde semblait se diviser entre l'administration Bush décidant "unilatéralement" la guerre avec l'Irak d'une part et d'autre part les partisans du droit et de la concertation. Puis, pendant la campagne présidentielle U.S. John Kerry fut présenté comme l'homme du multilatéralisme, donc de la réconciliation. Comme si "l'unilatéralisme" était une tendance presque caractéristique de G.W. Bush à décider sans consulter ses alliés ou à agir sans l'aval de l'ONU, ou le syndrome d'une "arrogance" U.S.. À certains égards, le débat "uni contre multi" caricature l'opposition chère à Robert Kagan entre une Amérique résolue à employer toute sa puissance et une Europe "post-moderne" sortie de l'Histoire, réclamant de l'application d'un droit international qu'elle est bien incapable de faire appliquer par les armes..

Le "choix" assumé de l'unilatéralisme reflète des discussions qui ont touché les milieux stratégiques américains, dès les années 70 et 80 lors de l'adoption de mesures de protectionnisme commercial. L'unilatéralisme peut être entendu comme la décision politique d'agir en fonction de ses seuls intérêts nationaux (refus de signer le protocole de Kyoto p.e.) ou de ses seuls objectifs et avec les seuls alliés qui en acceptent les moyens. Ceci est résumé par les slogans "c'est la mission qui fait la coalition". Cette primauté au résultat renvoie à plusieurs idées devenues particulièrement défendues par les néo-conservateurs, partisans eux de l'unilatéralisme par principe et du multilatéralisme par nécessité :

- l'effondrement de l'U.R.S.S. a ouvert un "moment unipolaire" dans l'histoire de l'humanité, celui où les U.S.A. prédominent sans rival dans les domaines militaires, politiques, économiques, technologique, culturel. Ce serait donc une opportunité unique d'accomplir le "dessein manifeste" de
- la cause de l'Amérique est la cause universelle de la liberté et doit être défendue contre toute norme ou organisation qui tenterait de la limiter.
- le 11 Septembre a créé un état d'exception planétaire, - certains parlent de "quatrième guerre mondiale" après la guerre froide - et cette exceptionnalité place les U.S.A en position de légitime défense, donc en droit de négliger les avertissements d'alliés qui n'ont pas la même perception des périls.

Par ailleurs, se déclarer en faveur du "multilatéralisme" peut avoir deux sens . Soit cela sous-entend que l'usage de force doit être soumis au droit international, ce qui est utopique (combien de multilatéralistes n'ont pas de tels scrupules pour une intervention "humanitaire" au Kosovo sans aval de l'ONU ?). Soit cela signifie que la politique des U.S.A. doit tenir compte de la volonté de l'Europe et cela supposerait que l'Europe ait une volonté. Dans les deux cas, nous ferions sans doute mieux de nous interroger sur notre puissance. Le "multilatéralisme" est une méthode, non une solution, moins encore une panacée.

La citation: P. Hassner "Madeleine Albright avait résumé leur position (*des USA*) par la formule "Multilatéraux quand nous le pouvons, unilatéraux quand nous le devons". Sous l'administration Bush, la formule est en fait inversée. Sa devise semble être "Unilatéraux quand nous le pouvons, multilatéraux quand nous le devons" "

Le livre P. Hassner et J. Vaisse *Washington et le monde* Ceri/Autrement 2003

UTOPIE

Le mot – qui signifie littéralement “un lieu qui n’existe nulle part” - fut forgé par Thomas More qui en fit le titre d’un livre édité en 1516 : il baptise ainsi la République idéale que visite un voyageur dans son roman. L’utopie devint un véritable genre littéraire consistant à décrire un pays imaginaire, une cité ou une île qui incarne souvent le système politique parfait, celui que l’auteur prône : ce genre fleurira aux XVIII^e et XIX^e siècles. Il sert aussi parfois à faire passer indirectement une critique du monde tel qu’il est et il irrite les autorités politiques. Puis le sens s’élargit encore et utopie devient synonyme de projet de transformation radicale touchant au système politique, aux mœurs, etc..relevant plutôt du jeu de l’esprit que d’une analyse des tendances réelles. Au XX^e siècle apparaît un genre littéraire dérivé : la contre-utopie (comme *1984* ou *Le meilleur des mondes*). Elle dresse le tableau d’un monde futur effroyable et suggère que c’est celui qui nous menace si nous ne redressons pas la barre.

Les utopies, au sens strict - plans de gouvernement illustrés par l’exemple, tableaux riants ou esquisses mirifiques du monde tel qu’il devrait être –devraient en principe aussi se séparer en deux types de discours sur l’avenir. Il y a d’abord ceux qui ressortent à la prévision, à la prédiction, à la futurologie : ils annoncent ce qui sera, le bien ou le mal, deviné ou déduit. Quant à la philosophie de l’histoire, la seconde catégorie, elle recherche une méthode destinée à éclairer le déroulement des événements, voire pour en tirer des conclusions sur le cours des choses à venir. Ces philosophies se transforment facilement en historicismes c’est-à-dire en prétention à produire des prédictions historiques fondées sur les lois de l’histoire qu’elles se targuent d’avoir dégagées.

Dans la pratique, la distinction n’est nullement évidente entre la prévision (ce qui sera), l’utopie (ce qui devrait être), la philosophie de l’Histoire (comment cela devient). L’esprit d’utopie est surtout celui qui part d’une perfection imaginaire, d’un état du monde où se réaliseraient les plus anciens fantasmes et qui parfois, mais pas toujours, cherche ensuite les moyens de la réaliser. Et souvent il prétend s’appuyer sur des justifications scientifiques, comme les inéluctables progrès de la technique. Le même vocable recouvre donc deux choses. D’abord une utopie comme description, celle qui fait des plans détaillés et refuse de se compromettre avec la réalité et le monde extérieur (ou alors elle tente de se réaliser en créant des petites communautés, des sectes, des phalanstères isolés du reste du monde) Ensuite une utopie comme projection : celle qui nous annonce pour demain mille merveilles. Par exemple il est désormais admis de baptiser “utopie de la communication” la foi en un avenir radieux garanti par les NTIC, là où les puristes préféreraient parler d’idéologie ou de vision irréaliste de l’avenir, pour ne pas dire idéalisme excessif.

La citation : Yoneji Masuda,, décrivant la Computopia (Computer + Utopia) : “ Cette société sera globale, dans laquelle des communautés de citoyens volontaires qui participent volontairement à des objectifs approuvés par tous fleurissent simultanément dans le monde.” *The Information Society as Post-Industrial Society*, Tokyo, 1980

Le livre : G. Lapouge *Utopie et civilisations*, Flammarion, 1978

VEILLE

La veille consiste en la surveillance organisée de l'environnement destinée à y déceler des menaces ou des opportunités. Même si le terme s'emploie hors du domaine économique ("veille sanitaire" par exemple), on le rencontre surtout à propos de l'entreprise qui est censée, observer, analyser, faire connaître en son sein les facteurs qui pourront affecter son fonctionnement et ses résultats. La veille s'inscrit dans une perspective d'anticipation au service de la décision stratégique. Elle constitue un élément décisif de l'intelligence économique, mais n'en est qu'une partie. L'idée est très simple –, – il s'agit tout bonnement de savoir ce qui se produit ou se produira d'important – mais cette notion de base se décline de multiples façons. La veille suppose, plus qu'un bon service de documentation et bien davantage qu'une excellente revue de presse. Il peut s'agir de déceler les facteurs techniques ou scientifiques (inventions, brevets), des facteurs juridiques, économiques bien sûr, mais aussi stratégiques (l'action des autres acteurs notamment les États) voire sociologiques ou culturels (p.e. mentalités des consommateurs) sans oublier de surveiller la concurrence.

De la détection des signes avant-coureurs d'une catastrophe à la prospective technologique, du "tuyau" technique à la compréhension des tendances géostratégiques lourdes, le domaine est vaste. Aussi est-il habituel de parler des veilles stratégique, scientifique, technique, géopolitique, juridique, concurrentielle, commerciale, sociétale, normative... Sans oublier la "veille brevet" et la "veille produit". et il est probablement possible d'en inventer d'autres. Pour le reste, le processus de la veille n'est pas sans rappeler celui du renseignement et en particulier le cycle du renseignement, puisqu'il s'agit de décider de priorités de surveillance, de collecter et vérifier les informations avant de les analyser et enfin de les exploiter, les diffuser, les stocker et surtout les transformer en éléments pertinents de la décision. Les professionnels de la veille insistent souvent sur le caractère légal de leur démarche, qui se distinguerait donc de l'espionnage industriel, viol illégal de secrets. Ils se plaisent à rappeler que la plus grande partie de l'information utile est "ouverte" : il suffit donc de savoir la trier. L'information que recherche la veille peut provenir de documents le plus souvent des textes destinés à servir de trace. Parmi eux les documents numériques sur Internet tiennent une place croissante, à tel point que beaucoup de veilleurs semblent souvent confondre leur activité avec l'emploi de logiciels sophistiqués, d'analyse sémantique. Par ailleurs, la veille repose aussi sur de l'information informelle et sur des constats opérés par des acteurs au service de l'entreprise ou réseaux ; Ainsi, ils collectent des indications susceptibles de devenir de véritables renseignements à l'occasion d'activités comme des achats, des visites de salon...

La citation J.F. Revel : "Comment expliquer la rareté de l'information exacte dans les sociétés libres, d'où ont disparu en grande partie les obstacles matériels à sa diffusion, si bien que les hommes peuvent aisément les connaître s'ils en sont curieux ou simplement s'ils ne les repoussent pas ?" *La connaissance inutile* 1988

Le livre : E. Pateyron *La veille stratégique* Economica 1998

VICTIME

Néologisme récent, à connotation ironique ou critique, la victimisation est le fait de se présenter comme une victime, pour réclamer des compensations ou droits spécifiques. On connaissait la victime au sens judiciaire, celle qui subit un tort du fait d'un accident ou d'un crime, la victime du sacrifice qui est détruite afin de complaire à une puissance supérieure, la victime de persécutions qui subit une répression judiciaire ou militaire... Mais la multiplication des catégories prétendant à ce statut pour expliquer leur situation et réclamer un droit pose un problème. Il reflète la convergence de deux tendances lourdes.

D'une part, la vision médiatique des conflits favorise la posture de compassion. Elle est ce qui passe le mieux à l'image et suscite les sentiments les plus forts sans besoin d'explication : la souffrance se voit et tient lieu d'argument. Elle aboutit, notamment dans les conflits intra étatiques comme ne ex Yougoslavie à une sorte de course entre les parties au titre de première victime : gagne celui que l'opinion internationale proclame premier persécuté. La propension à remplacer la politique par l'humanitaire a joué dans le même sens.

D'autre part après le désarroi des idéologies du progrès, la notion, immédiatement compréhensible de réparation et de prévention des violences et injustices exercées contre des "minorités" victimes fait unanimité. Qu'il s'agisse du modèle de l'Holocauste – vite "imité" par d'autres communautés ou du statut des minorités qui tendent notamment à se multiplier dans l'optique "politiquement correcte" du communautarisme américain : ceux qui parlent au nom des femmes, des gens de couleur, des cultures méprisées, des handicapés, des homosexuels et de multiples autres catégories réclament pour eux ce qu'il faut bien appeler désormais le statut envié de victime.

La catégorie de la victime, a connu une singulière extension. Désormais des notions comme discrimination, diabolisation ou stigmatisation permettent de ranger dans la catégorie des victimes tous ceux qui a tort ou à raison s'estiment victimes d'un mépris, d'une agressivité larvée, d'une image déplorable, d'un complot médiatique, des stéréotypes culturels dominants... Cela finit par constituer un vaste éventail de victimes, de l'UOIF au Front National réclamant chacune peu ou prou qui un peu de tolérance pour leur différence, qui des compensations, quand ce n'est la répression des attitudes qui les discriminaient ou stigmatisaient. Dans le même temps, l'emploi critique de la catégorie de la "victimisation", y compris par des féministes, des membres de minorités ethniques ou autres, traduit un agacement parfaitement justifié à l'égard d'identités qui ne se constitueraient que par référence souvent fantasmique à une violence subie ou une domination antérieure. Ce perpétuel ressassement d'un grief est source d'une emprise morale qui combine les avantages de la revendication sans responsabilité du pouvoir et de la condamnation morale des intentions sans prescription ni obligation.

La citation P. Sloterdijk "Il faut commencer une révision profonde de la catégorie de la victime dont nous sommes tous pénétrés et repenser le champ politique en termes de critique de la raison victimologique. Nous risquons d'être inondés par la peste des ressentiments interminables" *Les battements du monde* Pauvert 2003

P. Bruckner *La tentation de l'innocence* GRASSET 1995

VILLAGE GLOBAL

L'expression – avec ses variantes «village planétaire » ou mondial - recouvre un lieu commun: nous serions de plus en plus concernés par ce qui se passe partout. Banalité : il va de soi que les conséquences économiques ou financières de ce qui se produit dans d'autres pays, mais aussi celles des changements écologiques, des mouvements des migrants et voyageurs, la circulation instantanée des nouvelles et des modèles culturels, le poids de la politique internationale, etc. ont un impact croissant sur notre vie quotidienne. "Village global" prend des connotations idéologiques, dans la mesure où le terme est utilisé pour justifier une sorte de mouvement obligatoire de la modernité vers l'unification, mouvement qui rendrait tout "repli identitaire" résolument archaïque. Et un village qui évoque tout à la fois l'universalité et la proximité n'est-il pas rassurant et sympathique ?

Le plus étrange est que l'expression village global a été empruntée à Marshall McLuhan qui lui donnait un tout autre sens. Le sociologue canadien pensait que l'Histoire de l'humanité reflétait ses techniques de communication avec trois grandes phases : l'oral, l'ère de l'imprimé (la "galaxie Gutenberg") - lié au rationalisme, à l'individualisme, au nationalisme - et enfin celui de l'électricité et de la télévision. Nous –, nous, le type humain prédominant à notre époque et déterminé par les médias - reviendrions à un type de sensibilité et à un besoin de participation comparables à ceux qui prédominaient dans les petites communautés. La structure d'un système social étant fonction de la nature du principal mode de communication et non du contenu de messages échangés, nous assisterions à une "implosion", unifiant le système nerveux de toute l'humanité en un tout simultané. Ce serait un retour au village tribal, mais à l'échelle planétaire, au sens où la psychologie des individus changerait sous l'effet de la technologie. On peut donc résumer cette thèse, proférée dans les années 60 (quand il n'était question ni de mondialisation ni de TIC) comme celle de l'influence de la technologie sur notre façon d'utiliser notre cerveau. Ce discours aboutissait à une vision quelque peu mystique de l'avenir de notre espèce.

À y regarder de plus près, la nouvelle métaphore du village est ambiguë. Veut-on dire que le monde est "comme" un village parce que les gens, les choses et les messages y circulent facilement comme si les distances étaient aussi raccourcies que dans un village ? Mais "village" évoque aussi la familiarité, la ressemblance et la proximité psychologique. Est-ce si certain ? Les occidentaux cosmopolites et branchés sur Internet font-ils partie du même "village" que de vrais villageois de pays pauvre qui n'ont pas l'électricité ?

Car si les élites mondiales, ceux qu'on surnomme l'hyperclasse font partie du même village partout où ils soient sur la planète, ce village-là n'a guère de racines.

Le "village" de la proximité et de l'échange n'est pas celui des solidarités ni de celui des mentalités.

La citation G. Debord : "(Mc Luhan) ... (a) passé plusieurs décennies à s'émerveiller des multiples libertés qu'apportait le "village planétaire" si instantanément accessible à tous sans fatigue. Les villages contrairement aux villes ont toujours été dominés par le conformisme l'isolement, la surveillance mesquine, l'ennui, les ragots toujours répétés sur quelques mêmes familles. Et c'est bien ainsi que se présente désormais la vulgarité de la planète spectaculaire." *Nouvelles considérations sur la société du spectacle*

Le livre M Mc Luhan et Quentin Fiore *Guerre et paix dans le village global* R. Laffont 1970

VIRTUEL

Le mot virtuel a longtemps été employé en philosophie ou dans les sciences au sens de : ce qui est en puissance et n'est donc pas encore réalisé. Par exemple : le bébé est potentiellement un adulte qu'il deviendra peut-être. Puis avec les progrès des NTIC, beaucoup commencent à parler d'images virtuelles, créés sur l'écran par les algorithmes d'un ordinateur, d'arts virtuels utilisant des images de synthèse où l'on peut s'immerger, des hypermédias ou Internet de communautés virtuelles reliées par leurs connexions au même réseau numérique, voire de réalité virtuelle pour désigner un environnement simulé par un ordinateur. On éprouve alors le besoin de mieux distinguer "virtuel" de potentiel ou possible. Le possible, c'est ce qui n'est pas encore réalisé et qui plus tard adviendra devenant alors la réalité. Le virtuel, ou plutôt le processus de virtualisation tel que nous venons de le rencontrer dans ces exemples, n'est pas le contraire de la réalité ; il n'est pas non plus seulement en attente de passer à ce "stade". Il constitue une autre forme de réalité : celle-ci est changeante à chaque instant. Dans une réalité virtuelle ou un jeu vidéo, je peux aller à droite ou à gauche en dirigeant mon double virtuel (mon *avatar*) avec une manette. Et il s'ensuivra chaque fois des événements différents. Une communauté virtuelle n'est nulle part rassemblée : elle évolue au fur et à mesure des commutations de chacun...

Encore faut-il distinguer deux grandes catégories de la virtualité. Dans le cas des communautés ou des entreprises virtuelles, des gens tout à fait réels accomplissent des tâches tout à fait concrètes... mais dans des conditions jusque-là impossibles : le recours à des instruments d'intelligence artificielle ou de communication les libère de certaines contraintes du temps et de l'espace ou de certains obstacles matériels. Par exemple, des membres d'une communauté virtuelle dispersée à travers le monde peuvent grâce à Internet écrire un texte commun, manifester, commercer, réaliser des projets. Mais ils auraient sans doute – en théorie -pu faire la même chose par la poste ou le téléphone, même si cela avait pris un temps et des efforts disproportionnés. De même, lorsqu'on parle de la "virtualisation" de la monnaie dans les échanges électroniques, on veut simplement dire que l'argent, qui après tout n'est qu'un signe conventionnel, est encore plus dématérialisé que sous forme d'écritures et circule à une vitesse instantanée. En revanche quand les acteurs pénètrent dans des réalités ou images virtuelles, dans le cyberspace, c'est le mode de relation avec cette réalité, ici constituée de représentations numériques, qui change : Dans le flux des informations perpétuellement recalculées par un ordinateur, chaque usage ou intervention recrée une nouvelle configuration. Ainsi il est possible d'intervenir ce qui est au fond une simulation pour provoquer des "événements" ou produire des résultats (résultats de calculs dans une réalité modélisée par exemple). Ils sont actualisés mais éphémères.

La citation : Philippe Quéau "Il me semble que le thème le plus important en voie d'émergence est la notion de communauté virtuelle, de ville virtuelle, d'entreprise virtuelle,... L'étape prochaine est de virtualiser complètement la planète ; c'est le fameux rêve de Borgès : la carte devient aussi précise que le territoire, sauf que cette carte n'est pas réelle mais virtuelle" *L'Empire des techniques* 1994

Le livre : Howard Rheingold *La réalité virtuelle* Dunod 1991

VULNÉRABILITÉS TECHNOLOGIQUES

C'est la définition même de la technologie que de permettre d'accomplir des performances supérieures : plus, plus loin, plus vite, plus longtemps, plus complexe... et/ou à moindre coût en temps, en hommes, en énergie. Toute technique est génératrice à la fois de liberté et de dépendance donc de risque. Ceci est particulièrement vrai pour les technologies de la mémoire, de l'intelligence et de la communication qui prolongent notre cerveau. Ainsi, pour ne prendre que deux caractéristiques des NTIC :

- Le numérique, en tant que code ultime permettant de réduire les données de tous ordres en séries de 0 et de 1 possède des vertus que l'on célèbre à l'envi. Possibilités énormes de stockage, duplication parfaite, faible coût de multiplication, allègement du transport, possibilités d'interactivité, d'hypertextualité, de connectivité, capacité de modifier l'information perpétuellement et en ses moindres détails Ce qui implique autant de possibilités négatives : des connaissances rassemblées sous forme de bits électroniques sont plus fragiles, des faux ou des doubles parfaits deviennent possibles, une ligne de codes sur des millions dans un logiciel peut dissimuler une faiblesse ou une " trappe " etc.
- Les réseaux, mode cardinal d'organisation contemporain ne sont pas moins ambigus.. Un regard sur leur forme réticulaire montre que le réseau est difficile à interrompre (Arpanet, ancêtre d'Internet, n'avait pas d'autre raison d'exister que de résister à des tentatives d'interruption du système de communication militaire U.S.). En revanche le réseau semble a priori facile à contaminer : ce qui y entre une fois tendra à y demeurer ou à y proliférer. Le réseau est par excellence le domaine de la contagion, du dérèglement épidémique aux origines incertaines et à la propagation incontrôlable. Le conflit obéira donc à des règles différentes, selon que l'on lutte pour le réseau (pour le préserver en bon état de marche), contre le réseau (pour le perturber) ou sur le réseau (pour infliger un dommage à un autre acteur).
- Plus la richesse repose sur le monopole d'information rares - des inventions performantes, des documents confidentiels, ou simplement des bases de données représentant un travail important de sélection que ce soit pour un usage militaire, commercial, -
- plus les systèmes d'information sont interdépendants et confient leurs mémoires à des supports invisibles, plus les institutions fonctionnent à l'image de marque, à la séduction
- plus ces institutions se réclament des valeurs de transparence et d'éthique (entreprises politiquement, médiatiquement, écologiquement, socialement correctes, prônant le zéro risque, le principe de précaution par exemple),
- plus elles sont soumises au risque informationnel : vol d'information, altération des systèmes d'information, risque " de réputation".

Citation Pierre Lévy "La vision d'un monde interconnecté ne conduit pas nécessairement à l'irénisme mais plutôt à une nouvelle appréhension des conflits. La suprématie militaire, la puissance économique, le rayonnement culturel sont directement corrélés à la capacité de contrôler les flux d'informations, de connaissances, d'argent et de marchandises" *World culture* 1999

Le livre : P. Virilio *La bombe informatique*, Galilée, 1998

WEB DE CRISE

La notion toute récente de Web de crise renvoie à la préparation et à la maîtrise d'un site Internet dans la perspective d'une crise. Celle-ci peut être délibérée – attaque informatique, désinformation, déstabilisation d'un organisme ou d'une entreprise – ou impliquer la gestion sur Internet d'un événement catastrophique – épidémie, accident, faute, dérapage, affolement de l'opinion, controverse - donc exiger une réponse qui dépasse la communication et des médias classiques. Cette crise devient souvent une crise “de réputation ” pour l'institution ou l'entreprise. Or, si tout ne se joue par sur la Toile, elle sert largement de chambre d'écho.

Dans de tels cas, Internet joue plusieurs rôles :

- décentralisation et démultiplication de la crise qui devient sinon mondiale, du moins visible de partout et où chacun peut intervenir de partout
- difficulté d'indentification des sources primaires
- accélération de la circulation de l'information, rumeurs et désinformation comprises
- concurrence des médias officiels (qui souvent “courent derrière ” le Net)
- prolifération des sources tels les blogs ou sites personnels et prime à la source d'information rapide et innovante
- réactions souvent intenses des communautés virtuelles
- enfin une fonction archive de conservation des traces de la crise

Face à cela , l'indispensable cellule de crise doit trouver sur Internet les relais indispensables qui permettront d'anticiper, simuler et traiter, donc :

- déceler en amont les signaux faibles d'une attaque ou d'un mouvement d'opinion
- tester des scénarios d'incident et de développement de crise
- apprendre et simuler des réactions pertinentes
- contrôler ses propres circuits de transmission interne et sa faculté de coordination en situation d'urgence
- s'assurer de la disponibilité des données et ressources en cas de stress et d'urgence
- identifier préalablement les relais d'opinion importants
- savoir atteindre ces relais et par eux l'opinion (ou les opinions internes, externes, locales, internationale, médiatique, institutionnelle, professionnelle...) en étant capable de disposer potentiellement d'un site pertinent, fiable, réactif, bien référencé, attractif, accessible...
- analyser la perception de l'événement une fois produit et suivre son évolution
- pour enfin, et seulement enfin, activer le site au jour J afin de fournir un bon relais à la communication de crise, coordonner les réponses et accélérer la vitesse de réaction.

La préparation d'un web de crise demande des moyens techniques, une connaissance de l'environnement numérique (qu'il s'agisse de repérer les risques ou de comprendre les facteurs de visibilité d'un site ou d'un message), mais aussi une préparation stratégique, rhétorique et psychologique. Cela demande aussi une prise de distance : tout ne se joue pas sur Internet et l'action sur le Web n'a de sens qu'en synergie avec des relais médiatiques ou humains. Donc l'intégration à une politique de l'imprévisible

La citation Didier Ehrlich “Avec Internet nous sommes maintenant en capacité de construire des réseaux de compétence hétérogènes, de dimensions variables, sans centre ni hiérarchie, destinés à répondre à une problématique imprévisible”

Le livre : Lointier P. et Rosé P. *Le Web de crise* Demos 2004